

Michel MOUSEL

Le **PSU** au cœur



Cahiers de l'ITS



Éditions du Croquant

En couverture : Photo de Michel Mousel illustrant l'éditorial de *Tribune Socialiste* n°744, du 2 au 8 juin 1977 à propos de la Fête de La Courneuve du PSU les 4 et 5 juin 1977 : « Révolution, autogestion : ni vieilles lunes, ni lointains soleils ».

Au dos de la couverture : Michel Mousel en 2018.

© Photo de Michel Langrognnet.

Michel MOUSEL

Le PSU au cœur

Textes de Michel Mousel
Contributions et témoignages d'autres auteurs



Cahiers de l'ITS



Éditions du Croquant

Dans la même collection...

Cahiers de l'ITS

Éditions Bruno Leprince & Les Éditions du Croquant



Décoloniser la Province : La vie régionale en France

Octobre 2013
6 euros



Le PSU s'affiche : 30 ans d'affiches politiques

Novembre 2013
7 euros



Les travailleurs peuvent-ils gérer l'économie ?

Novembre 2013
5 euros



Portugal 1974 - 2014 de la révolution à l'effondrement du modèle néo-libéral

Juin 2014
7 euros



La crise du travail : Les liens sociaux en question

Janvier 2015
7 euros



1975, La défaite américaine au Vietnam

Avril 2015
7 euros



À la Une ! Tribune socialiste (1960-1982) hebdomadaire du PSU

Janvier 2016
7 euros



Le choix de la non-violence : crise du Covid-19, vulnérabilité, interdépendance et non-violence

Janvier 2021
8 euros



Les ESU et le PSU stéphanois dans la tourmente de l'après-mai (1968 - 1971)

Juillet 2021
5 euros

Pour commander ces livres, rapprochez-vous de votre libraire de proximité. Disponible aussi à l'ITS au 40 rue de Malte et aux Éditions du Croquant www.editions-croquant.org



Riposter à un crime d'État
Le rôle méconnu du PSU dans la mobilisation contre la répression de la manifestation du 17 octobre 1961 à Paris
Septembre 2021
10 euros

Les défis de ce début du XXI^e siècle peuvent sembler sans commune mesure avec ceux de la deuxième moitié du XX^e siècle. Pourtant, la crise du capitalisme financier, les déséquilibres internationaux, les transformations des conditions de travail et de vie, le bouleversement des classes sociales... ne datent pas d'aujourd'hui.

En alliant réflexions et expérimentations, la prise en compte des besoins du présent mais aussi la nécessité d'approcher les problèmes dans le cadre de perspectives à long terme, en interrogeant toutes les gauches, le PSU a été – au-delà de son combat contre le capitalisme et la droite – un lanceur d'idées, un soutien aux inventions.

L'ambition de « l'Institut Tribune Socialiste » – histoire et actualité des idées du PSU – est de contribuer à écrire et à participer à cette histoire d'hier et d'aujourd'hui. C'est le but de la collection des Cahiers de l'ITS.



Institut Tribune Socialiste

40 rue de Malte, 75011 Paris

institut-tribune-socialiste.fr

contact@institut-tribune-socialiste.fr

Tél : 07.49.64.97.85

Facebook : Institut Tribune Socialiste

Twitter : @ITS_PSU

Introduction

Michel MOUSEL, le PSU au cœur

Michel MOUSEL (1940-2020) a été adhérent du Parti socialiste unifié (PSU) de la fondation de celui-ci jusqu'à peu d'années avant son auto-dissolution ; ainsi que Michel l'a détaillé beaucoup plus tard dans un entretien filmé, il n'avait même adhéré antérieurement au PSA (Parti socialiste autonome, l'une des composantes du PSU) que dans le cadre des discussions de fusion des différentes composantes du futur parti et avec la ferme intention de contribuer à la création de ce dernier.

Cet engagement fort de jeunesse, qui s'est poursuivi durant un quart de siècle, a politiquement façonné Michel pour la vie, à tel point qu'après 2010 et la commémoration du cinquantenaire de la fondation du PSU, dans laquelle il s'était fortement investi, il s'est durablement engagé dans la création d'un outil nouveau dont le sous-titre – histoire et actualité des idées du PSU – disait assez quelle importance il accordait au fait de revivifier ce passé militant.

C'est ainsi que Michel est devenu en 2013 le premier président de l'Institut Tribune Socialiste, et ce jusqu'en 2017, année au cours de laquelle, en raison de ses problèmes de santé, il a passé la main à Bernard Ravenel ; mais ceci ne l'a pas empêché de jouer un rôle essentiel dans la conception et l'animation l'année suivante d'une séquence au titre évocateur de sa préoccupation d'unir le passé, le présent et l'avenir : « Mai 1968, Mai 2018 : d'une jeunesse à l'autre ».

Tout naturellement, l'ITS ne pouvait que rendre hommage à celui qui fut le secrétaire national du PSU le plus connu des années 1970, après le départ de Michel Rocard d'un parti dont Michel Mousel eut à cœur de démontrer qu'il n'en restait pas moins vivant, actif et porteur de valeurs qui n'étaient pas solubles dans la gauche traditionnelle, même ragaillardie électoralement sous la bannière du nouveau PS...

C'est pourquoi ont été rassemblés dans le présent volume des *Cahiers de l'ITS* quelques textes significatifs de la place et du rôle de Michel Mousel dans l'histoire du PSU et de ses thèmes ; s'y ajoutent quelques témoignages de militants qui l'ont connu, ainsi que quelques documents biographiques ou auto-biographiques permettant de jalonner son existence. Nous espérons que ce modeste recueil contribuera à maintenir intact le souvenir humain et politique de Michel Mousel.

Accédez à la version audio de l'interview de Michel Mousel à l'occasion du cinquantenaire de la naissance du PSU



Michel MOUSEL :

Repères chronologiques

Né le 11 mars 1940 à MANTES (78)

Décédé le 25 juin 2020 à l'hôpital Foch de Suresnes.

1960-1962 :

Président de l'association Unef de Sciences-Po dite.

« L'Amicale ».

1962-1963 :

Vice-président universitaire de l'Unef.

1963-1964 : Président de l'Unef.

1965 février à 1967 mai :

Élève à l'École nationale d'administration.

1967 :

Membre du bureau de la Fédération de Paris du PSU.

1967, 1^{er} juin-1971 octobre :

Ministère de l'Économie et des Finances, à la Direction de la prévision.

1968, 23 juin :

Candidat (PSU) aux élections législatives dans la 31^{ème} circonscription de Paris.

1969 mars (Congrès de Dijon PSU) 1971 :

Élu à la Direction politique nationale..

1971 mars : candidat (PSU) aux élections municipales au Conseil de Paris (20^{ème} arr).

1971, 1^{er} octobre-1973 :

Chargé de mission au Commissariat général du Plan (programmation des équipements collectifs).

1972-1974 :

Secrétaire de la fédération PSU de la Région parisienne et membre du Bureau national.

1973 mars :

Candidat (PSU) aux élections législatives dans la 31^{ème} circ. de Paris.

1973 octobre-1975 février :

Coordination des travaux du VIII^{ème} Plan Finances/ INSEE /Plan.

1974 octobre-1979 janvier :

Secrétaire national du PSU.

1977 mars :

Candidat (PSU) sur liste d'union de la gauche aux élections municipales à Paris (10^{ème}).

1978-1981 juin :

Direction de la prévision (commerce international et mouvements de capitaux).

1979-1981:

Membre de la Direction politique nationale et du Bureau National du PSU.

1981, 29 juin-1983 avril :

Conseiller technique au cabinet du ministre chargé de la Fonction publique et des Réformes administratives (Anicet Le Pors).

1983 avril-1985 mai :

Directeur du cabinet de la ministre, chargée de l'Environnement et de la Qualité de la vie (Huguette Bouchardeau).

1985 mai-1986 mars :

Conseiller de la ministre de l'Environnement (Huguette Bouchardeau).

1986 mars-1988 :

Mission du contrôle des entreprises privées bénéficiant d'aides de l'État.

1988 :

Candidat « majorité présidentielle » (dit« d'ouverture », soutenu par le PS) aux élections législatives dans le Val-d'Oise.

1988 novembre-1991 décembre :

Directeur de l'eau et de la prévention des pollutions et des risques et délégué aux risques majeurs au ministère de l'Environnement.

1991 décembre-1993 novembre :

Président de l'Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie (ADEME)..

1994 juin-1995 avril :

Membre de la mission chargée des audits généraux et du contrôle économique et financier des entreprises privées aidées ; puis de la mission de contrôle économique et financier des transports (contrôle de la SNCF)..

1994 :

Création de l'Association 4 D (Dossiers et débats pour le Développement Durable). 1994-1998 Président de l'Association 4D.

1997 :

Membre de la délégation française à la conférence ONU de Kyoto (changement climatique).

1998-2001 : président de la Mission interministérielle de l'effet de serre (Premier Ministre), chef des délégations françaises pour les séquences préparatoires des négociations climat (round Buenos Aires-Marrakech).

2001-2002 :

Président du Comité français pour le Sommet mondial du développement durable Johannesburg 2002 (Premier Ministre).

2003-2006 (retraite de la Fonction Publique) :

Contrôleur général économique et financier, chef de mission « grands travaux d'architecture et d'urbanisme ».

2003-2008 :

Président de l'association 4 D, depuis 2009 administrateur.
(« président fondateur »).

2008 :

Candidat aux élections municipales de Viroflay sur la liste de gauche de la commune.

2009-2010 :

Membre de la commission de préparation du Cinquantenaire du PSU (10-11 avril 2010).

2013-2017 :

Premier président de l'ITS nouvellement créé (Institut Tribune Socialiste-Histoire et actualité des idées du PSU).

2018 :

Co-organisateur de la quinzaine « Mai 68, mai 2018-D'une jeunesse à l'autre ».

Sources :

Documentation permanente actualisée de la Société Générale de Presse + compléments ITS.

Textes de Michel Mousel





Michel MOUSEL, premier président de l'Institut Tribune Socialiste (ITS) en anime la séance inaugurale le 5 octobre 2013 ; à ses côtés, Michel Rocard et Jean-Claude Gillet.



Révolution, autogestion : ni vieilles lunes, ni lointains soleils



Éditorial de Michel MOUSEL dans Tribune Socialiste n°744, du 2 au 8 juin 1977 à propos de la Fête de La Courneuve du PSU les 4 et 5 juin 1977.

Certains de nos visiteurs de la Courneuve ne nous connaissent peut-être qu'à travers la fête. Nous ne sommes pas seulement les organisateurs d'une fête annuelle qui réunit beaucoup de monde. Mais, après tout, la fête est une bonne occasion de nous présenter. Chacun peut se rendre compte que nous l'avons voulue différente. Pas un supermarché des variétés, parce que nous ne voulons pas d'une société où tout s'achète et tout se vend. Pas une machine à produire des loisirs, parce que nous privilégions la liberté d'expression et de création. Pas un moyen d'oublier la vie réelle, les luttes, la politique, mais pas non plus un instrument de propagande, parce que nous avons une autre idée de la politique.

MAI 76

Michel MOUSEL à la COURNEUVE

Le P.S.U. à La Courneuve

M. Mousel : l'autogestion, c'est le socialisme aux couleurs de la fête

La cinquième fête annuelle du P.S.U. a rassemblé plusieurs dizaines de milliers de personnes (près de cent mille selon les organisateurs) samedi 12 et dimanche 13 juin dans le parc paysager de La Courneuve (Seine-Saint-Denis).

Des centaines de stands, podiums, buvettes et expositions avaient été installés pour accueillir les visiteurs, dont certains, selon une tradition désormais solide, se promenaient dans le plus simple appareil sous le soleil accablant. De très nombreux vedettes se sont produites : Charlebois, Higelin, Archie Shepp, Guy Bedos, etc.

Le P.S.U. est certainement fondé à considérer cette manifestation comme un important succès d'autant plus qu'elle a eu lieu à une période où les critiques ne sont ménagées aux socialistes unifiés par le reste de l'extrême gauche. Les quotidiens *Rouge* et *Libération* ne le sont sans doute pas moins à souligner que, dans ce succès, le débat strictement politique n'a pas eu toute la part qu'espéraient lui donner les organisateurs.

M. Michel Mousel, membre du secrétariat national du P.S.U., a déclaré, dimanche 13 juin, à La Courneuve :

« La 1^{re} République se délabre chaque jour un peu plus. Ce que nous attendons, ce n'est pas de lui donner une nouvelle jeunesse en lui apportant de nouvelles « compagnons » au pouvoir, mais de commencer à construire la République socialiste. (...) Nous savons qu'il faudra rompre avec ce régime comme il faudra rompre avec les régimes capitalistes. Mais cela demande que, dès maintenant, nous passions à l'offensive, à partir de tous les combats d'aujourd'hui, qui ne peuvent rester sans réponse. Il faut préparer dès maintenant ces réponses, et

construire l'unité. Voilà notre objectif. Cela ne se fera pas en disant que les réponses sont dans le programme commun et qu'il suffit d'attendre, car, justement, elles n'y sont pas. (...) »



PHOTO - 34.6.76 POLITIQUE HEBDO

...Mais en novembre, dans le 1^{er} arrondissement, à Paris, Victor LEDUC n'est pas à la fête...

« Vous n'allons dans la solitude projets de société, nous rendons les 3 jour avec tous. L n'est pas l'affaire spécialistes. C'est les travailleurs. C commence l'autoge

« Cette fête, elle plus grande fête la fête de l'Human bien différente / c'est le socialisme la fête. »

Commentant la fête du P.S.U., L ce lundi 14 juin, il « politiques » de aient aussi peu signifie pas que gens qui étaient il à dire ou rien à être faudrait-il en pas se cacher les politique derrière la fête ? »

De même tout son succès d'affilié, dans *Rouge*, Ligue communiste (trotskiste), trouve le fait que « le p fait recette à la j

Extrait d'Archives d'espoir - 20 ans de PSU (1960 - 1980)

Éditions Syros - 1^{er} trimestre 1980.

Différente sans doute parce que nous sommes différents. Vous aussi, qui êtes venus, peut-être vous sentez-vous différents du mode de vie qu'on veut vous imposer, des valeurs et des hiérarchies qu'on vous présente comme « normales », de la politique traitée en jeu télévisé mais combien éloignée de vos préoccupations... Alors, au-delà de la fête, mais aussi un peu grâce à elle, nous avons quelque chose à faire ensemble. Travailler à la révolution socialiste, tout simplement. Mais la vraie. Pas simplement changer les têtes qui apparaissent à la télévision. Pas remplacer l'oppression des patrons par celle de dirigeants qui diraient s'exprimer en notre nom. La vraie : celle qui nous permettra à tous d'être le pouvoir et non de le remettre à d'autres. En un mot : autogestionnaire. On vous a dit que parler de révolution socialiste, c'était être gentiment rétro. Que l'autogestion, c'est noble mais pour dans très, très longtemps. C'est faux.

Nous pouvons l'affirmer, mais ce sont surtout les faits qui le démontrent. À ce qu'il paraît, on pourrait aller vers le socialisme à travers une longue marche jalonnée de réformes de la société, sans bouleversements fondamentaux. Et c'est pour cela que seuls de grands partis « réformistes » pourraient nous y conduire. D'abord, ça ne s'est jamais produit : il suffit de regarder autour de la France pour constater qu'une telle politique n'a jamais conduit au socialisme ; pire même, qu'en refusant de s'attaquer de front aux fondements de la société capitaliste, on finit par faire la politique du capitalisme. Voilà comment des gouvernements qui se disent socialistes appliquent des politiques d'austérité type Barre.

Mais surtout on commence déjà à voir les limites de cette orientation. Déjà, on accepte les contraintes que fera peser sur un gouvernement de gauche l'Europe des patrons. Déjà, on renonce à mettre en cause la force de frappe nucléaire. Déjà, on regimbe à l'idée d'étendre les nationalisations à des secteurs vitaux comme l'énergie, l'automobile, la sidérurgie. C'est logique, d'un point de

vue réformiste ; mais c'est s'enchaîner au système et s'interdire de le changer vraiment. Mais, nous dit-on, une orientation révolutionnaire aujourd'hui n'attire pas les grandes masses, elle ne peut qu'être restreinte à de petits groupes. Ce serait vrai s'il s'agissait de prêcher la révolution, ou d'estimer que l'important est qu'une petite avant-garde saisisse le moment opportun pour déclencher la révolution le jour « J ». De telles conceptions conduisent, soit à l'échec, soit à une nouvelle oppression d'une minorité sur la majorité. Or, le socialisme ne peut être que le pouvoir de l'immense majorité des travailleurs et des masses populaires. C'est un progrès considérable dans la démocratie ; pas un recul.

Aussi suppose-t-il qu'on avance avec cette majorité, en partant de ce qu'elle est aujourd'hui, de ses luttes, de ce qu'elle espère. C'est ainsi qu'il serait absurde de ne pas commencer par tout faire pour chasser le gouvernement de droite lors des prochaines élections, sous prétexte que ce n'est pas suffisant. Ça ne l'est pas, mais c'est pourtant nécessaire.

La vérité, c'est qu'il ne peut y avoir de coupure entre politique révolutionnaire et action de masse, à moins de dénaturer non seulement le sens du mot « révolution », mais aussi son contenu. Est-ce utopique de vouloir établir le lien entre l'une et l'autre ? En réalité, chacun d'entre nous porte, à travers ses préoccupations et son action, une partie de la volonté révolutionnaire de notre temps : quand on démontre – comme les Lip le font encore aujourd'hui – que les travailleurs peuvent répondre à la crise de leur entreprise ; quand on s'organise dans le quartier, face à l'école, à l'hôpital, pour imposer ses propres solutions ; quand, des fonctionnaires de justice aux militaires, on refuse de servir aveuglément un État chargé d'exécuter les basses besognes de la classe dominante ; quand les femmes se donnent les moyens de lutter contre la double exploitation dont elles sont l'objet ; quand la contestation écologique récuse des décisions

prises au mépris d'un épanouissement réel des hommes ; quand des peuples entament la lutte contre le déracinement économique et culturel, chaque fois, c'est un peu de la révolution qui est en gestation.

La tâche du PSU est précisément de donner toute sa force à cette réalité-là, d'en rassembler les éléments dans une politique ainsi solidement ancrée dans le concret, de travailler à ouvrir les brèches à travers lesquelles s'engouffreront les aspirations populaires. Ce qui lui crée d'importantes responsabilités.

La première entre toutes, c'est de vouloir que le mouvement populaire gagne, complètement, et donc qu'il en ait les moyens. Ainsi, nous voulons tout faire pour gagner les élections législatives, mais nous voulons dire aussi pour quoi faire et comment le faire. Nous pensons même que c'est un des moyens de la réussite. Faute de quoi, beaucoup auront le sentiment qu'on leur propose de gagner cette première bataille pour retomber ensuite dans des impasses qui nous feront perdre des dizaines et des dizaines d'années. Il nous faudra gagner encore après : contre ceux qui voudront bloquer toute politique réellement différente en se servant des institutions qu'ils ont créées pour cela ; contre ceux qui joueront le sabotage économique comme l'a fait la bourgeoisie au Chili ; contre les puissances multinationales qui voudront étouffer le mouvement ouvrier et populaire comme elles l'ont fait à l'égard du Portugal et contre ceux qui tenteront de le diviser. Pour éviter tout enlisement – qui n'avance pas recule – elles devront être menées rapidement. Ce doit être la tâche d'un gouvernement de gauche ; mais celui-ci ne la mènera à bien que s'il existe une puissante mobilisation populaire qui, de bataille en bataille, deviendra le véritable moteur de l'évolution.

Mobilisation populaire, cela ne veut pas dire qu'on passera son temps à défiler de la République à la Bastille. Cela signifie une action collective sur tous les lieux de décision, pour impulser les change-

ments et en contrôler l'application. Les premières brèches à ouvrir sont à la fois un objectif de cette mobilisation et un moyen de la développer :

- brèche dans les remparts institutionnels de la bourgeoisie, qui passe à la fois par l'anéantissement de pouvoirs qu'elle s'est arrogés de conserver même contre une majorité hostile (en commençant par ceux du président de la République), et par un contrôle des travailleurs sur le fonctionnement des appareils de l'État ;

- brèche dans les remparts économiques de la bourgeoisie, qui demande à la fois une appropriation collective des moyens de production et de financement (d'où l'importance de vastes nationalisations), et un contrôle des travailleurs sur l'ensemble des entreprises, qui fasse cesser la toute-puissance de leurs patrons ;

- brèche dans les défenses internationales de la bourgeoisie, qui suppose de privilégier les alliances politiques et économiques avec les peuples et les États qui cherchent, eux aussi, à se libérer de la tutelle du capitalisme mondial. Cela demande aussi un large accord populaire sur les objectifs poursuivis, et donc que ceux-ci soient sortis du débat de spécialistes où on veut les enfermer, mais largement discutés, tranchés démocratiquement et contrôlés dans leur application concrète (jusque dans la politique d'export-import des entreprises).

- brèche dans l'ensemble du dispositif d'oppression que s'est forgé la bourgeoisie, dans le domaine des libertés d'information, d'association, d'action, syndicales, qui ne sera pas obtenue simplement en votant de nouvelles lois, mais par un contrôle vigilant de leur application dans tous les domaines.

C'est à partir de là que pourront être mises en œuvre des transformations fondamentales : une autre organisation de la société, une autre économie et une autre croissance, d'autres rapports entre les hommes. Or, dans chacun des exemples des

brèches qui permettront d'y parvenir, nous avons vu apparaître deux types de moyens : des transformations certes validées par la nouvelle majorité et le gouvernement issu des élections, mais aussi cette mobilisation, avant pour créer le rapport de force nécessaire, après pour contrôler. D'où les deux axes d'initiatives du PSU :

- d'une part, engager le débat sur les objectifs politiques d'un gouvernement de gauche, faire en sorte que le maximum d'unité se fasse sur ces questions et qu'à tout le moins, lorsqu'elle ne se fait pas, on connaisse parfaitement les termes du choix que les travailleurs auront à trancher. Si le PSU n'a pas signé le Programme commun [de la gauche] justement parce que celui-ci est loin de répondre à toutes ces exigences, il n'en veut pas moins contribuer à tous les progrès qui sont possibles pour mieux faire face aux problèmes de demain. Rien n'est plus éloigné de notre attitude qu'une sorte de politique du pire qui consisterait à tirer gloire et vanité... des erreurs ou faiblesses des autres. Ce genre d'autosatisfaction solitaire coûte cher dans l'histoire.

- d'autre part, donner la plus grande force à tous ceux qui, déjà, dans leur action, ont montré qu'ils étaient les plus résolus à s'engager dans la voie ci-dessus décrite. Ce qui veut dire préciser avec eux ce que peut être aujourd'hui un programme autogestionnaire, préparer avec eux le maximum de coordination de nos efforts avant, pendant, après les législatives, et ainsi faire mûrir la possibilité de construire une grande force autogestionnaire.

Bien entendu, l'un ne va pas sans l'autre. Il n'y a pas de combat pour l'autogestion qui ne commence dans la volonté unitaire de battre la droite. Il n'y a pas d'unité populaire victorieuse sans son indispensable composante qu'est le courant autogestionnaire. Par ailleurs, nous estimons que l'ensemble de ces discussions ne doit pas se limiter à des formations politiques, qu'il doit être ouvert à toutes les forces du mouvement ouvrier, syndicales, associatives...

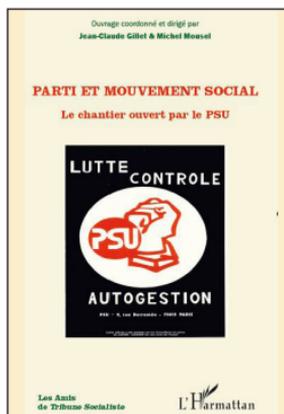
à condition de respecter leur volonté d'autonomie. Autonomie indispensable si l'on ne veut pas réduire la mobilisation populaire à une simple orchestration d'une politique gouvernementale de gauche.

Telle est la voie dans laquelle il faut s'engager. Il n'y en a pas d'autre. Elle est possible : elle est dans la droite ligne des grands combats qui ont ébranlé le capitalisme et son pouvoir au cours des dernières années. Elle commence aujourd'hui dans la lutte contre la politique des patrons et du gouvernement, parce qu'il faut continuer à les affaiblir, parce qu'il faut saisir toute occasion d'imposer les débuts d'un contrôle, parce que c'est maintenant que les travailleurs doivent se préparer à imposer une autre politique dans tous les domaines.

Que le pouvoir ne passe pas simplement d'une équipe gouvernementale à une autre, mais qu'il soit à travers sa mobilisation conquis par la classe ouvrière et ses alliés : c'est cela, la révolution. Que cela se produise parce que, à travers l'extension de l'initiative et du contrôle populaires, la collectivité des travailleurs prend en main l'ensemble de ses activités : c'est cela, l'autogestion. Vous le voyez, ce ne sont pas de vieilles lunes ou de très lointains soleils. C'est une autre fête, proche si vous le voulez.

Le quadruple virage du dernier quart du siècle¹

par Michel Mousel

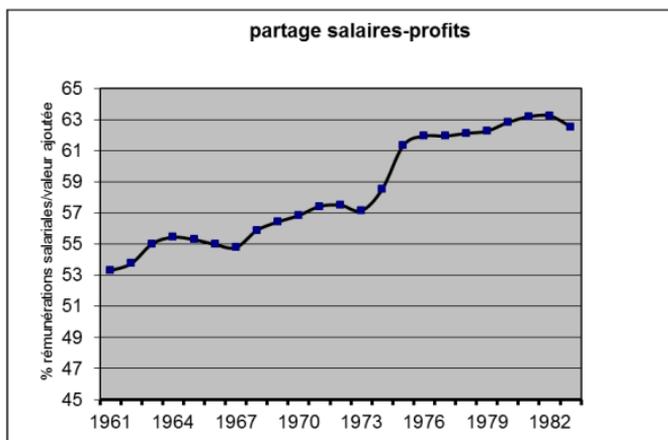


Quasiment dans le même temps où le PSU tente d'exorciser ses démons familiers, le monde autour de lui amorce une métamorphose sans équivalent dans son ampleur, sa rapidité et sa synchronisation, en dépit d'inévitables décalages dans le temps. Cette organisation aurait pu, tout occupée qu'elle était à régler ses problèmes, ne pas percevoir les changements en question : après tout, c'est arrivé à bien des héritiers politiques de Mai 68. Mais il est suffisamment « dans le bain » du mouvement social pour en discerner les évolutions et les mettre en résonance avec une vision politique qui mûrit aussi dans les débats qui l'agitent.

1. Article paru en décembre 2011 dans *Parti et mouvement social – le chantier ouvert par le PSU*, ouvrage co-dirigé par Michel Mousel et Jean-Claude Gillet et co-édité par les Amis de Tribune Socialiste et les éditions L'Harmattan que nous remercions de nous avoir autorisés à l'utiliser.

Le virage économique

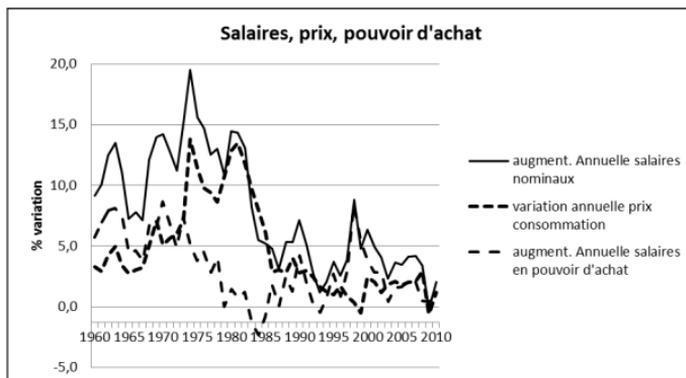
Dans les pays développés, les formes de l'exploitation capitaliste changent depuis la fin des années soixante. Les travailleurs ont réussi à obtenir des augmentations nominales de salaires qui vont faire sentir leurs effets sur toute la décennie soixante-dix (et même jusqu'à la « pause » de Jacques Delors en 1983), entraînant une modification du partage salaires/profits qui tranche, par l'augmentation de la part des premiers, avec toute la période dite des « trente glorieuses » où ce partage était stable, la croissance forte se répartissant de façon à peu près égale et constante entre les deux.



Source INSEE

C'était le temps du fordisme. Toutefois, cette amélioration apparente se révèle en partie illusoire. D'abord parce que les gains des salariés sont régulièrement laminés par la force de l'inflation ;

d'autre part, parce que la recherche par les couches dominantes d'une « nouvelle frontière »² allait se faire dans trois directions :



Source : INSEE (comptabilité nationale)

- augmentation de la productivité au détriment des conditions de travail (travail posté, immigration et OS) et d'existence en général,
- restructuration de l'appareil productif avec apparition du chômage de masse, construction d'un nouvel espace économique et commercial mondial. Le premier choc pétrolier accélère ces processus et, en même temps, sert de révélateur de la finitude du monde. En France, tout commence par une récession (1973-74) qui va orienter les indicateurs économiques et sociaux vers des reculs.

2. Le succès politique, médiatique et publicitaire du mot (issu du lexique de Kennedy) correspond à la conquête de nouveaux territoires pour l'expansion occidentale au-delà du défunt colonialisme, à de nouveaux champs de marchandisation, à de nouvelles formes d'extraction de la plus-value, qui permettent de desserrer les rapports de force avec le salariat.

Le tout est accompagné d'une formidable restauration idéologique, celle des idées qui prévalaient et ont précipité la crise des années 30.

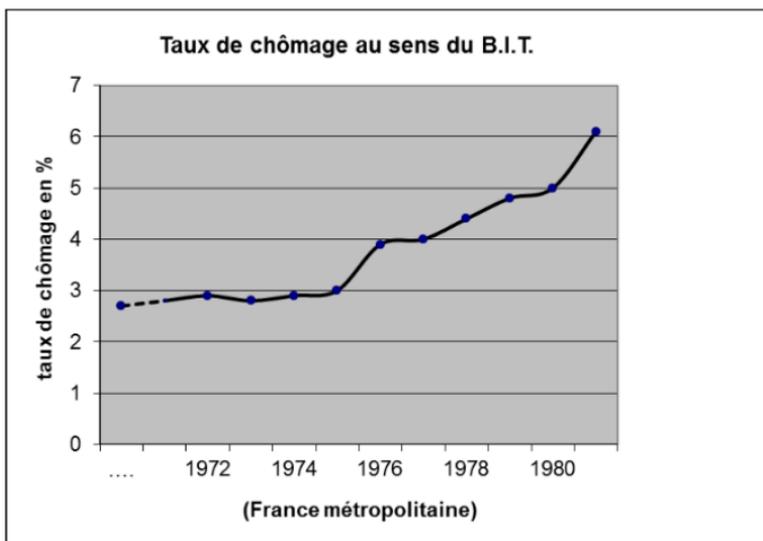
Les « nouvelles frontières intérieures »

Vu à l'intérieur de chaque État-Nation, le virage n'est pas toujours instantanément perceptible dans son ampleur et cela d'autant moins que, précisément, l'apparente constance des progrès des salaires nominaux masque la crise latente ou du moins étouffe le bruit qui commence à monter. Le retournement n'est pas non plus instantané. Le rythme et l'intensité des changements ne sont pas les mêmes partout.

Leurs signes avant-coureurs ne sont pas toujours repérés et, si les affrontements se radicalisent, leurs résultats peuvent être inégaux. Surtout, la capacité d'invention et d'innovation des acteurs des luttes dérangent beaucoup de conservatismes particulièrement chez des responsables ou des organisations qui font volontiers profession de « progressisme » : les luttes qui apparaissent dans le champ de l'organisation du travail³, poussées par la pression exercée sur la productivité, s'écartent des stratégies salariales rodées pendant le précédent quart de siècle (voir encadré p. 24-25). Elles posent beaucoup plus directement la question de l'intrusion du salarié dans le « management » (un des mots qui montent

3. En France, les premières commencent un peu avant 1968, mais de fait, bien des aspects du mouvement, y compris la crise universitaire, témoignent de la perte de crédibilité d'une prolongation sans fin du processus lancé à la fin de la Seconde Guerre mondiale. C'est dans la décennie soixante-dix qu'elles vont exploser dans toutes les situations possibles, quelles que soient les branches, la modernité, les traditions de lutte, la puissance syndicale et les formes d'action privilégiées.

alors) de l'entreprise, sinon par substitution à l'autorité de celle-ci, du moins par exigence du contrôle des compromis qui y sont négociés. Celles qui s'opposent aux stratégies de restructuration, dès lors qu'elles refusent d'en rester à la protestation de principe et qu'elles veulent affronter le véritable planificateur stratégique de leur avenir, se heurtent plus directement encore à la question du ou des pouvoir(s) et de leur prise sur lui ou eux. Elles exigent des formes élargies de solidarité, d'appuis institutionnels qui leur font parfois défaut au risque de la désespérance. L'augmentation massive et bientôt continue du nombre de chômeurs fait sortir la lutte des classes de l'intérieur de l'entreprise où la cantonnent traditionnellement les organisations syndicales parce qu'elles y sont en territoire connu ; mais elles se révèlent souvent peu capables ou peu désireuses de s'aventurer dans ces domaines moins familiers.



L'Utopie réaliste Une autre logique économique pour la gauche

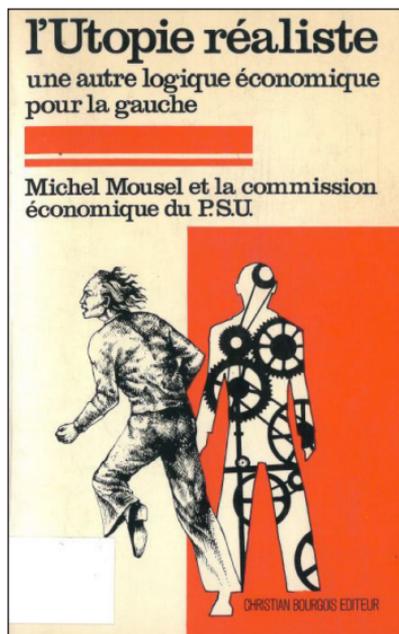
On se reportera utilement à l'analyse alors proposée à chaud dans *L'Utopie réaliste* (Michel Mousel et la Commission Économique du PSU, Bourgeois éditeur, 1978, pages 31 et suivantes), qui montre en particulier l'effondrement de l'axiome réformiste conforté par les trente glorieuses, selon lequel « dans le cadre même du capitalisme, les masses populaires » peuvent bénéficier des fruits de la croissance [...] ». Un moment dominantes, ces analyses vont être remises en cause par une remontée généralisée de luttes ouvrières : grèves sauvages aux USA, en Suède, en RFA, en Grande-Bretagne, Mai 68 en France, Mai rampant italien, etc. Ces analyses revenaient en effet, et pour cause, à ignorer le prix payé par le prolétariat pour parvenir à cette « croissance » : détérioration des conditions de travail (cadences, travail de nuit), travail monotone et aliénant, poids de la hiérarchie et maintien des inégalités sociales, sentiment que le niveau de vie ne progresse pas comme le pouvoir d'achat compte tenu de la dégradation des produits et du cadre de vie, maintien de longues journées de travail, exacerbation des besoins de consommation avec la publicité et l'étalement de la richesse des classes possédantes.

Un mouvement général se fait jour et se renforce : sans remettre en cause la société de consommation, la grande masse des travailleurs entend bénéficier plus justement du progrès. Le niveau des revendications s'élève, qu'il s'agisse des salaires, classifications, des conditions de travail ou des garanties sociales et des dépenses collectives.

Les moyens utilisés pour les faire aboutir se modifient qualitativement : grèves avec occupation, grèves « bouchons », coulage des cadences, etc. Les o.s., les immigrés, les jeunes travailleurs en sont souvent le fer de lance, tandis que s'accroît par ailleurs l'absentéisme.

Les diverses bourgeoisies y répondent par une accélération de la mise en œuvre de nouveaux investissements faisant de plus en plus appel à l'automatisation, par de vastes restructurations et rationalisations des productions et par une élévation plus rapide

de leurs prix, afin de maintenir leurs marges de profit, même en situation de surproduction potentielle ».



Sous ces trois motifs majeurs de mobilisation-surexploitation, recomposition et sous-emploi du travail, engendrés par la recherche des nouvelles frontières du capitalisme, se développent des modes d'action qui divergent à la fois et complémentaiement par leurs contenus et par leurs formes des habitudes antérieures, lesquels contenus et formes convergent, eux, quel que soit le secteur concerné. Au cœur de chaque mouvement apparaît en général l'exigence de démocratie, appliquée à la détermination

de la conduite du mouvement, à la définition de ses objectifs, et pas seulement du vote final à main levée sur les propositions rapportées par les délégués des négociations avec l'adversaire...

La question des rapports délégant/délégataire, de l'assemblée générale et de la représentation, va faire l'objet de débats, d'inventivité, voire de créativité procédurière..., habite les débats des acteurs du mouvement. Cet état d'esprit contamine d'autres domaines.

Ainsi, tout ce qui relève des rapports production-consommation, leur pertinence, leurs impacts, les inégalités qui s'y forment, les processus de décision qui les sous-tendent, toutes questions qui élargissent la critique du capitalisme mais impliquent des visions politiques moins simplistes qu'il n'est d'usage, produit aussi ses propres modes de gouvernance dans la lutte et ses aspirations à une autre gouvernance⁴.

Déjà perceptible au temps des mouvements apparus dans les années 60 sur le « cadre de vie » (pour reprendre une terminologie typiquement PSU de l'époque), cette exigence démocratique à double détente va trouver un terrain privilégié dans le champ élargi de l'écologie et une inspiration renouvelée dans les luttes

4. Sur le développement de ces formes nouvelles d'action, cf. Héléne Hatzfeld, *Faire de la politique autrement*, ADELS (Revue Territoires)/ Presses Universitaires de Rennes, 2005. L'ouvrage contient en annexe une liste chronologique des « principales grèves et luttes » des années 70 qu'il serait d'ailleurs utile de comparer aux chroniques hebdomadaires de *Tribune Socialiste* de la même période, consacrées aux mouvements en relation avec le PSU (militants acteurs à l'intérieur des luttes, syndicalistes membres du parti intervenant en soutien, correspondants dans les sections, etc.).

sociales. Cette convergence des mouvements sociaux de toute nature dans la recherche de l'élargissement de la démocratie dans les luttes d'abord, dans des formes plus ou moins provisoires d'institutionnalisation négociée ensuite, témoigne d'un bouillonnement de nouvelles attentes quant à la liberté d'initiative et à l'autonomie. L'idée même d'autogestion socialiste y perd ce qu'elle pouvait avoir encore de mot d'ordre abstrait. La CFDT n'hésite plus à l'adopter comme emblème de son positionnement.

Le PSU, qui est parvenu non sans mal ni dégâts à se recentrer sur un principe clairement autogestionnaire « Contrôler aujourd'hui pour décider demain », titre du « Manifeste » adopté au Congrès de Toulouse fin 725 – en mesure alors de tenir un discours politique particulièrement en phase avec les mouvements qui naissent de cette situation –, aussi bien dans le champ du travail, mais aussi dans celui des combats collectifs s'adressant aux autres composantes de la vie quotidienne, dont une caractéristique est d'adopter des formes d'action analogues, où la démocratie tient une place prépondérante.

Lui-même réunit ainsi les deux blocs d'expériences qu'il tient de son histoire, celle des luttes ouvrières nouvelles et celle de la contestation du mode de production sous d'autres angles, production du cadre de vie, appauvrissement des ressources, formatage éducatif et culturel, etc.

Ces proximités, correspondances, convergences des luttes

5. Cf. ci-dessous l'article de Pascal Dorival. Ce texte, condensé de la richesse du PSU, fut salvateur. Il joua le rôle de pont entre l'avant et l'après de la césure de 1974.

illustrent pour lui la présence d'une aspiration au socialisme (par leurs objectifs), autogestionnaire (par leur façon d'organiser la délibération et la décision). On n'est donc pas dans une description de séquences qui s'enchaîneraient mécaniquement l'une sur l'autre (comme le socialisme et son « stade suprême » le communisme...), mais dans la symbiose d'objectifs et de moyens en perpétuelle interaction.

Si l'autogestion perd dans ce contexte de l'image abstraite qu'on lui colle volontiers jusqu'alors, elle n'y gagne pas encore de capacité démonstrative des succès – victoires ou consolidation de leurs acquis partiels – auxquels conduisent les luttes qui s'en inspirent explicitement ou non. C'est qu'au moment du « quitte ou double » manque la possibilité du passage au degré supérieur. C'est toujours comme à Charléty, aucun Mendès France ne parle⁶. Pas avec les 100 000 de la marche sur Besançon le 29 septembre 1973, pas plus lors de la « Rencontre des Mini-Lip », qui tente de reproduire l'expérience des Assemblées ouvrières et paysannes (AOP) du PSU... Sinon, comment expliquer les renversements de tendance opérés finalement par les gardiens de l'ordre établi ?

Le durcissement des rapports de force

Les diverses formes d'explosion radicale/révolutionnaire autour de 1968 ont été battues sans pouvoir reconstituer des luttes d'une ampleur analogue combattant directement les formes du pouvoir, ce qui n'empêchait pas des mouvements en pointe⁷, certains sporadiques, d'autres plus accrocheurs et prolongés, mais rarement vainqueurs dans la durée. Aussi démonstratif des nouvelles

6. Symboliquement s'entend.

7. Cf. Gillet.

luttres soit-il, Lip va être finalement victime de l'acharnement de ses adversaires autant que du soutien réservé que lui concède un certain establishment politico-syndical, dans les deux cas précisément en raison de l'attraction qu'il provoque. L'absence avérée d'alternatives stratégiques a fait le reste. Le « socialisme réel » a déjà suffisamment perdu de sa réalité socialiste pour ne plus apparaître comme alternatif au modèle capitaliste occidental, mais seulement comme une variante autoritaire et dégradée de celui-ci. Quant à la maturation des idées autour de l'autogestion, à laquelle Lip a fortement contribué, elle n'a pas encore eu le temps d'accoucher d'une véritable capacité mobilisatrice de l'action de masse. La montée continue du chômage sur toute la période, avec un palier supplémentaire franchi avec la récession de 1973-1977 (plus que le doublement du taux de chômage de 1973 à 1981 et ce n'était pas fini), qui fait réapparaître des situations sociales qui ne ravivaient les souvenirs que de ceux qui avaient connu la crise de 1929, avec les « nouveaux pauvres » et un affaiblissement des rapports de classe concomitant aux formes de leur radicalisation déjà observées. Et du coup à des tensions entre les comportements traditionnellement encadrés par les organisations syndicales et ceux, hors normes, des mouvements sociaux plus spontanés. Le chômage pouvait même devenir un sujet tabou (dans les premiers contacts unitaires correspondant aux actions de 1975, le PSU ne manquait pas de se faire réprimander pour excès d'alerte à l'emploi, quand il s'agissait pour lui de commencer à introduire dans les plateformes communes les aspirations renaissantes à la réduction de la durée du travail).

C'est ainsi que l'on vit la gauche officielle, syndicats compris, passer à côté de ses responsabilités vis-à-vis des chômeurs, des jeunes déqualifiés faute de trouver un emploi, ou éjectés des qualifications nécessaires pour en gagner un, de l'apparition de

la précarité, et paralysée devant la transformation des ghettos de travailleurs de la période précédente en ghettos de sans travail de la période suivante.

L'offensive libérale et ses alliés : conservatisme ou confusion des idées

Le sursaut idéologique de la droite occidentale avec l'irruption du néo-libéralisme⁸ et ses illustrations anglo-saxonnes et sud-américaines⁹ déroutent une bonne partie de la gauche politique et syndicale, et en particulier celle qui a longtemps temporisé avec les fractions de la droite drapée dans les oripeaux centristes, c'est-à-dire une bonne partie de la social-démocratie européenne. Les alliés « naturels » deviennent infréquentables ! La situation est à peine différente en France où le Parti socialiste certes rajeuni par la cure d'opposition que lui a imposée le gaullisme en l'excluant durablement du jeu politique, obligé pour sa survie d'étreindre le parti communiste pour mieux l'étouffer, se protégera de toute transgression de son souci central : une bataille d'appareils tantôt convergente, tantôt divergente, mais sans grande place pour le renouveau d'idées, les pratiques d'innovation sociale, le débat stratégique, l'audace créatrice des nouvelles générations, l'exigence d'autonomie démocratique dans l'organisation des luttes... D'où cet autre virage à 180° illustré par le sketch de la rentrée des vacances de l'été de 1977 : le retour précipité de Georges Marchais, son épouse et leurs valises en pleine tempête de

8. Ce vocable du langage courant, peu explicite, est employé par défaut pour désigner les courants libéraux de la fin du XXe siècle et jusqu'à maintenant (devenant de moins en moins « néo » à la longue...).

9. Ces dernières n'hésitent pas sur les peu libéraux moyens d'imposer le libéralisme.

la rupture de la gauche du programme commun... Dès lors, l'unité sera réduite aux marchandages pré-électoraux, guère aux envolées programmatiques.

En fait l'irruption d'une pensée de droite à peu près cohérente et structurée par ses références libérales plonge la gauche dans un certain désarroi, lui-même à son tour alimenté par la confusion qui s'installe dans le mouvement des idées. Dans les années soixante-dix, écrit Joël Roman, « les mutations du salariat et des conditions de travail [...] vont progressivement poser la question du pouvoir, dans l'entreprise et dans la société, que traduiront la notion d'autogestion, l'exigence d'en finir avec les hiérarchies et la volonté de ne pas sacrifier l'ici et maintenant aux lendemains qui chantent. C'est aussi l'affirmation d'un individualisme qui réclame davantage de libéralisme culturel, contre les morales collectives ». Il attribue cette autre face de la mutation au « message de ce qu'on a appelé la deuxième gauche... ».

Or, écrit-il, « la gauche reste aujourd'hui profondément marquée [...] par sa difficulté à sortir du souverainisme national républicain, d'un culte de l'État comme seul outil légitime de l'action publique, d'une défiance envers les initiatives autonomes de la société civile, d'un modèle de solidarité et de redistribution centralisé et assis sur le seul travail, d'une critique du libéralisme qui s'étend au libéralisme politique des droits individuels et au libéralisme moral des choix individuels, d'une vision unanimiste et intégrationniste du peuple et de la nation.

Elle en rajoute même parfois, sur ces thèmes, comme pour faire passer des évolutions mal assumées »¹⁰. Seul l'appui sur

10. Dans un récent article intitulé « L'environnement, un défi pour la gauche », *Esprit*, décembre 2009. Joël Roman a exercé dans cette période des responsabilités dirigeantes au PSU, en particulier dans le secteur étudiant

des valeurs de gauche fondamentales, épurées de ce qui a pu historiquement dévoyer le progressisme de sa mission libératrice, peut mettre la gauche en mesure de tenir tête à la droite. Mais toute idée moderne n'est pas nécessairement garantie de progrès social, toute spécificité de la gauche française n'est pas nécessairement archaïque et tout penseur anglo-saxon n'est pas nécessairement un réactionnaire, etc.¹¹.

On est ici au cœur de l'écheveau de confusions et de contradictions que suscite le retour brutal de la pensée libérale dans les champs philosophique et politique. La référence au terme de « deuxième gauche » à elle seule les concentre bien. L'unicité et l'universalité de l'usage du terme « libéralisme » dans le langage courant¹², signifiant tout ce qui prône ou défend la liberté dans tous les domaines, liberté d'entreprendre, de commercer, de commercer partout sur la planète, d'enseigner (et donc d'exploiter, de faire commerce de la vie et de la santé humaine, d'enrôler et de contrôler les esprits, d'être riche ou pauvre dans une société profondément inégale, etc.), mais aussi liberté d'opinion, de réunion, d'expression, de se déplacer, de choisir son mode d'usage de la liberté, etc. (et donc toutes ces libertés susceptibles, si on laisse faire celles de la 2^{ème} catégorie, d'anéantir celles de la première).

L'aubaine des années soixante-dix pour les nouveaux libéraux, c'est que là où on a cru pouvoir s'affranchir des libertés de la

et à *Tribune Socialiste*.

11. Hélas les années soixante-dix sont riches en publications d'économistes ou philosophes américains ou allemands dont on ne connaîtra en France les œuvres que 10 ans plus tard, alors qu'ils pouvaient eux aussi contribuer à remettre la balle au centre dans cette mêlée intellectuelle.

12. On ne traitera pas ici des problèmes liés à l'usage américain, en politique, de l'adjectif « liberal » désignant l'appartenance à une catégorie quelque part entre social-libéralisme et gauche démocrate.

1^{ère} catégorie en privilégiant l'abolition des inégalités, il a fallu imposer un despotisme radical à la totalité des libertés toutes catégories confondues, pour finalement échouer économiquement. Pour compléter leur avantage, il leur fallait trouver des idéologues marxistes ou d'origine communiste reconvertis dans l'amalgame entre libéralisme économique et politique comme nouvelle philosophie, dans laquelle la figure imaginaire du Gosplan-Léviathan sert de métaphore à l'entreprise de dérégulation dont on sait qu'elle durera. On les trouva.

L'offensive libérale percute ainsi particulièrement en France où le parti frère du PCUS ne s'est particulièrement pas illustré dans la critique du despotisme soviétique¹³.

Certes, ce qui va rapidement être qualifié de « mainstream »¹⁴ bénéficie d'un vaste appui là où se forment et s'expriment les idées et les savoirs dans la presse, comme dans les grandes écoles. Les répliques permettant d'assumer la pluralité des débats ne seront pas les bienvenues : la recherche d'une information économique non alignée, qui s'effectue pour beaucoup autour du PSU et qui conduit à la création d'*Alternatives Économiques* est, bien entendu, le fait de jeunes économistes, mais aussi tout simplement de militants, parce qu'il s'agit d'un combat¹⁵. Pour comble, *Alter Eco* s'est vu accuser par la suite d'être porteur d'une « pensée unique » dans les lycées ! S'agissant de pensée unique, on verra surtout débarquer plus tard, dans les cabinets ministériels d'après 81 ou 97, des

13. Cf. le « bilan globalement positif » décerné par Georges Marchais à l'Union soviétique de Brejnev.

14. Ce qui désigne bien un courant à la fois reçu et suivi (volontairement).

15. La naissance d'*Alter Eco* en 1980 et la suite ont grandement tenu à la ténacité de l'équipe réunie par un militant du PSU, Denis Clerc. Cela n'a pas nui à la réussite professionnelle et commerciale du projet (le militantisme n'est-il donc pas aussi une force productive ?).

escouades d'anciens de l'ENA ou des grandes écoles formés à un moule plutôt *mainstream*...

L'amalgame des deux libéralismes correspond à la coïncidence non fortuite de l'inadaptation, en pleine phase de mondialisation, des codes économiques antérieurs à l'Ouest, de la découverte progressive de l'état calamiteux de l'URSS et enfin de cet autre héritage de 1968 en Europe : l'invasion de la Tchécoslovaquie¹⁶, génératrice de toutes les dissidences à l'Est et fossoyeuse de toute perspective de démocratisation sereine et « progressiste » à l'Est. L'amalgame en cause apportait de surcroît de l'eau au moulin de la bourgeoisie financière qui aspirait à faciliter la mondialisation sans trop s'embarrasser des coûts et contraintes de sa gestion.

La « nouvelle frontière intérieure » s'accompagne aussi d'une remise en ordre du monde après la fin des dernières guerres coloniales (mais il reste encore les territoires portugais et l'Afrique du Sud) au moins sous leur forme historique.

D'un côté le bouclage de l'accès à l'indépendance formelle de nombreux États doit s'accompagner des nouvelles formes d'impérialisme à mettre en place. De l'autre, les problèmes internationaux liés à l'inflation, aux prix du pétrole et des matières premières, aux multiples désordres financiers dont certains sont déjà annonciateurs de la crise financière qui a éclaté en 2008 (faiblesse de la gouvernance, organisation du surendettement des ménages, envahissement de l'argent sale et de la corruption, etc.), que l'on préfère attribuer à la faillite du système monétaire et donc confier au rétablissement des équilibres monétaires. Mais pour

16. Mais la première grève aux chantiers de Gdansk eut lieu en 1970. La Pologne et Solidarnosc ne sont pas bien loin. Il pouvait bien quand même exister des objections de fond à la pertinence de ce « bloc économique-philosophique ».

l'heure, le monétarisme est le courant emblématique du libéralisme économique le plus doctrinaire et c'est lui qui, en septembre 1973, va écraser la gauche chilienne et son gouvernement en usant des moyens ultra libéraux que l'on connaît ! Pour revenir à la France, le giscardisme va représenter une forme moins aiguë de la collusion entre les deux libéralismes : on « dérégule » plus prudemment que ne le fera Margaret Thatcher, on fera place à quelques mises à jour des droits là où les gouvernants précédents avaient été particulièrement conservateurs. On sera quand même intraitables sur nombre de luttes sociales : ainsi, on abandonnera totalement Lip à la première difficulté sérieuse. Après qu'ils eurent tant osé montrer des chemins praticables hors des sentiers battus des rapports sociaux normaux, on n'allait pas laisser au bout planer un goût de victoire. Et surtout, pendant qu'une probabilité de succès électoral de la gauche se confirme progressivement (et d'ailleurs excessivement, voir 1978), l'intelligentsia et ses succursales médiatiques sont traversées de parcours individuels complexes, contradictoires et troublants pour les acteurs politiques et sociaux. Rien de tel que d'anciens marxistes pour régler son compte au socialisme réel confondu dans un même opprobre avec le marxisme originel, eux qui, rompus à toutes les dialectiques sauf à celle d'une critique du marxisme intouchable au temps où ils le professaient, se révèlent inaptes à user de dialectique face aux soubresauts du monde actuel.

Un tel climat n'est pas souvent propice à l'éclosion et au succès de la critique du capitalisme... Et que penser d'un essai d'accession au gouvernement par un bloc majoritaire qui, par ailleurs, n'est pas lui-même producteur d'idées partagées ?

L'illusion des deux gauches...

Au PSU, on est alors très conscient de l'impasse où s'enferment les gauches polarisées, soit sur le couple révolution anticapitaliste (verbalement au moins)/appareil répressif d'État pour l'imposer et la défendre, ou l'autre, le couple respect de la démocratie libérale/réformisme social, limité à ce qu'elle peut digérer.

1.- On prend très au sérieux la lutte contre tous les totalitarismes et les autoritarismes qui y conduisent. Par exemple, on va s'efforcer d'éviter que notre anti-impérialisme très engagé ne confine à la tolérance de la nature de certains conflits armés ou à l'aveuglement à l'égard du populisme de leaders « héroïques » volontiers candidats à l'autocratie. Pas facile vis-à-vis de mouvements de lutte qui font appel à notre solidarité : le PSU devra la distinguer de toute complicité passive, noyée de bons sentiments, avec des pratiques grosses de dérapages liberticides.

Les meetings inconditionnels de soutien évoluent progressivement pour laisser plus de place aux débats¹⁷. Autre exemple, le PSU défend, héberge les intellectuels dissidents de l'Est, il leur donne la parole. Mais il ne jette pas l'opposition radicale au capitalisme avec l'eau sale du socialisme réel. Les militants communistes qui l'ont rejoint en sachant cela sont aussi les premiers à associer les droits de l'homme à un socialisme intransigeant.

2.- Le PSU affronte ainsi sous une forme nouvelle la faillite de la pensée des deux gauches historiques déjà à l'origine de

17. Cf. aussi, sur le Portugal, le débat entre Roland Cayrol (Gilbert Hercet) et Bernard Ravenel dans les colonnes du *Nouvel Observateur*. Ce sujet mériterait bien un développement particulier, mais il faut rappeler la convention de départ de la présente série d'ouvrages : la politique internationale sera regroupée dans l'un d'entre eux.

son existence. On peut les numéroter dans l'ordre que l'on veut, constater qu'il existe des interpénétrations entre l'une et l'autre, ou encore que l'extrême gauche elle-même n'échappe pas à ce clivage (*a fortiori* quand elle croit devoir jouer les maîtres d'école orthodoxes vis-à-vis de l'ensemble du mouvement ouvrier...), mais il s'agit bien de deux doctrines, et deux doctrines invalidées dans ce tournant historique.

À côté d'elles s'édifie une vision cohérente de l'avenir qui a en tout cas désormais un langage cohérent face au déballage idéologique ambiant. De la critique des institutions de la V^{ème} République à l'affirmation du nécessaire « pouvoir des travailleurs », puis à l'affirmation de l'autonomie organique des formes d'exercice de ce pouvoir par l'autogestion, enfin à l'enrichissement de cette autonomie collective par une défense exigeante de l'autonomie en droit et en fait des personnes, c'est toute une reconstruction pièce à pièce d'un corpus produit non pas d'une méditation abstraite, mais à partir d'une connaissance intime des mouvements de ce temps.

Nombre de luttes que nous portons ou soutenons sont par elles-mêmes vecteurs d'élargissement des libertés, par leur objet bien sûr (toutes celles qui concernent les lois Neuwirth et Veil, droit syndical, droit de manifestation et abolition des lois répressives le concernant, relations administration-citoyens, formes de concertation, droit à l'information, exigences d'un contrôle des impacts écologiques, etc.), mais aussi par leurs formes, et le dialogue qui s'instaure avec les jeunes magistrats, les équipes d'avocats qui défendent des inculpés (nucléaire, armée, immigrés)¹⁸.

À travers ces mouvements, c'est la mobilisation de la défense des libertés aux côtés des mouvements populaires qui s'opère.

18. Même la discipline des libertés publiques, dans les facs, n'est plus le monopole des professeurs conservateurs.

En retour ce monde juridique, un peu réveillé du temps de l'ordre moral et social des débuts de la V^{ème} République, apporte à la conception de l'autogestion un élément qui lui manquait et risquait toujours ainsi de la faire régresser à un simple mode de management, un vrai pouvoir libérateur non restreint à la seule enceinte de l'entreprise.

Le PSU n'est pas seul dans cette trajectoire. C'est en particulier grâce à l'interface qu'il entretient avec la CFDT que cette élaboration peut se développer jusqu'à l'affirmation des potentialités « libertaires » de l'autogestion. Des évolutions parallèles existent en matière d'économie, car la plupart des économistes membres du PSU ou travaillant avec lui et les cercles connexes se réfèrent à la principale école de pensée qui (en France mais avec de fortes connexions internationales) professant un marxisme non « doctrinaire »¹⁹, perméable aux autres courants de pensée (en particulier néo-keynésiens), qu'on a appelée « l'école de la régulation ». D'un côté les thèses sur lesquelles travaillait cette école rejoignaient bien leurs préoccupations, de l'autre nombre d'entre eux ont poursuivi leurs travaux et recherche dans ou aux côtés d'institutions (administratives, universitaires, de recherche...) comprenant des équipes adeptes de la théorie de la régulation. Celle-ci s'est en effet attachée à observer, décrire et

19. Et notamment cessant de considérer « qu'il y a des lois de développement du capitalisme, générales et immuables, tant que ce mode de production existe, [...] un ensemble de lois qui auraient été énoncées une fois pour toutes et qui seraient valables en tant que telles pour la totalité de l'époque historique du capitalisme ». On cite ici une interview de Michel Aglietta datant de cette époque par la revue *Dialectiques* et publiée en 1981 (n° 33). *Dialectiques*, animée par David et Danielle Kaisergruber, diffusait beaucoup la parole de communistes en rupture avec le parti et dialoguait fréquemment avec le PSU.

analyser les pratiques et les institutions régulatrices (alors qu'on cherchait à les démanteler), c'est-à-dire les modes d'intervention des pouvoirs publics à l'égard de l'économie éloignés des dogmes aussi bien libéraux qu'étatistes. La question écologique comme l'installation de la crise dans la durée et sa dimension financière ont redonné beaucoup d'actualité à cette problématique de la régulation. Mais faut-il empaqueter tout cela sous une rubrique « deuxième gauche » ? Le concept a été lancé par Michel Rocard au congrès du PS, à Nantes, en 1977.

Il connut un certain succès dans les cercles politisés de l'époque, probablement en raison même de son caractère polysémique. Il atteignit son plein succès médiatique avec le livre éponyme d'Hervé Hamon et Patrick Rotman en 1982, largement centré sur la figure d'Edmond Maire, au moment où les conflits internes à la CFDT s'aiguisent sur la question du « recentrage » et en pleine période Solidarnosc. À moins d'en revenir à la SFIO d'avant le congrès de Tours, il est difficile de saisir ce que serait exactement la « Première gauche », sinon un être abstrait qui cumulerait les spécificités connues du socialisme français qui, portées à l'extrême, se déclinent en inventaire de tares historiques (étatisme, jacobinisme, autoritarisme, langue de bois et, pour le PC, stalinisme incorrigible) et l'autisme de la gauche actuelle à l'égard des vrais problèmes de notre temps (incompétence économique, souverainisme, clientélisme social, ignorance de l'entreprise)²⁰.

Tout cela mêle en général des désaccords internes à la pensée de gauche parfaitement légitimes, et des éléments d'antagonisme gauche-droite, chacun y reconnaîtra les siens. Mais le sens des

20. Il y aurait évidemment encore beaucoup à dire, et nous avons à l'époque beaucoup dit dans de multiples interventions. Voir par exemple « La troisième culture », par Michel Mousel, *Le Matin*, 12 mai 1978.

propos de Nantes, c'est aussi une tentative de justification *a posteriori* de l'opération des Assises en ce qu'elle était destinée à faire héberger la dite deuxième gauche dans le giron de l'appareil mitterrandien. Justification agressive dans la forme et donc peu propice au dialogue, précisément parce que, s'il s'agissait en 1974 de faire œuvrer l'essentiel des forces humaines et des idées de la CFDT, du PSU et des représentants du courant autogestionnaire à un nouveau mouvement à vocation hégémonique à gauche, le résultat ressemble plutôt à celui d'un jeu à sommes négatives.

Un adieu à 1968 : de l'élection présidentielle aux Assises du Socialisme

Nous sommes plusieurs à raconter dans ce livre comment le Conseil national de Juvisy (juin 1972) a permis de mettre un coup d'arrêt à la dislocation en cours du PSU, notamment dans les grandes agglomérations, en mettant en demeure la fraction²¹ Gauche Révolutionnaire (GR) de choisir entre respect de la discipline interne et création d'une organisation séparée, puis comment le congrès de Toulouse est rapidement passé de la mesure « disciplinaire » de Juvisy à une véritable reconquête politique de son identité. Juvisy était incontournable²², nous sommes nombreux à avoir exigé cette remise en ordre, mais son coût

21. La caractérisation de la Gauche Révolutionnaire, courant maoïste autonome depuis fin 71, comme fraction interne/externe, parti dans le parti, etc. étant en soi l'un des éléments de la discussion.

22. On peut s'interroger sur la conviction de Michel Rocard à cet égard ; mais cette question relève d'un autre sujet, celui de sa prise de distance au moins psychologique depuis Lille à l'égard d'un PSU qu'il ne comprend plus bien (on en a de nombreux témoignages de sa part) et dont il sous-estime peut-être la paralysie et probablement les chances de redressement.

fut beaucoup plus élevé qu'attendu en raison de la décision des animateurs du courant « 5-Gauche ouvrière et paysanne »²³, certes théâtrale, mais suivie d'effets non fictifs, de se solidariser avec une Gauche Révolutionnaire, soi-disant victime d'une persécution bureaucratique, en démissionnant du PSU ; accréditant de plus l'idée qu'ils en avaient été exclus, ce que certains d'entre eux crurent longtemps être le cas, comme Alain Lipietz²⁴. Comment des dirigeants lucides et responsables comme Bernard Lambert, Henri Leclerc, Gus Massiah et bien d'autres ont-ils pu être entraînés à perdre ainsi le sens des proportions et à transformer ce qui aurait pu n'être qu'un sévère avertissement en véritable mini-scission supplémentaire ? Comment avons-nous pu laisser se produire cet épisode tragique sans l'avoir senti venir et tenté d'éviter un nouveau vide parmi nous, sinon quantitatif, du moins qualitatif, compte tenu par ailleurs de la trempe des militants qui allaient suivre ? Une part de la réponse est probablement dans la dégradation des relations interpersonnelles, la perte des confiances réciproques à tous les niveaux de cette communauté particulière qu'était le PSU.

Gardarem lou PSU

Il convient ici de noter la situation particulière qui prévalait à Paris et en proche banlieue à la suite du congrès de Lille. L'ensemble des courants oppositionnels à l'orientation dite rocardienne issue de ce congrès s'y déchiraient, principalement, sur la question de

23. On le nommera ainsi dans ces pages tant que l'ex-courant 5 de Lille n'a pas achevé la séparation entre ceux qui vont sortir du PSU ou y rester.

24. D'autres heureusement ne se sentirent pas concernés par cette démission, voir ici Jean-Claude Gillet et Pascal Dorival.

savoir... comment prendre ses distances par rapport au parti, devant des sections plutôt majoritaires, mais étourdies par la logomachie des courants, dépassées dans le climat oppressif entretenu par les minoritaires « gauchistes », ou démobilisées par le faible soutien d'une direction nationale dont les nouveaux éléments recrutés par Michel Rocard et Robert Chapuis étaient visiblement peu rôdés à ce genre d'affrontements. L'implosion commence, avec un départ de militants vers la Ligue communiste révolutionnaire²⁵ précédé de la constitution de la Fédération de la Région parisienne par fusion des quatre fédérations de Paris et de la petite couronne en novembre 1971) en entité autonome. Sous le leadership de Marc Heurgon²⁶, logée un temps dans les anciens locaux délaissés par la direction nationale rue Mademoiselle, lestée par le poids spécifique de la fraction Gauche Révolutionnaire alliée à la Gauche ouvrière et paysanne, elle tend à se comporter en contre-direction nationale.

Mais, enfin, la contre-offensive s'organise et va progressivement entamer l'hégémonie des groupes qui s'enferment dans cette sorte de bunker. Appuyée à la source sur une équipe militante²⁷

25. Emmenés par Jacques Kergoat et d'autres qui n'ont en fait aucune origine trotskiste ce qui démontre bien la qualification abusive donnée généralement aux courants correspondants à Lille. Des deux porte-parole de ces courants, Jacques Kergoat et Yvan Craipeau, le plus lié au trotskisme historique n'est pas celui qui part à la Ligue ! Pour la même raison, le départ collectif sera limité en nombre. La plupart rejoignent le combat pour la reconstruction du Parti, qu'ils aient été dans la filiation de la IV^{ème} Internationale (Craipeau, Pierre Eggenwiller connu sous le nom de Régnier) ou non (Bernard Ravenel, Emmanuel Caroube connu sous le nom d'Alain Chataignier, Christian Berger, Michel Mousel).

26. Marc Heurgon, qui s'était tant identifié au PSU, à la survie duquel il avait largement contribué, resté célèbre pour ses qualités d'organisateur ne croyait plus à son avenir et s'en détachait progressivement.

27. Jean-Louis Auduc (au début), Jean Baumgarten dit Verger, Jacques Bleib-

qui, par élargissements successifs s'impliquera à tous les stades de la « reconquête », un certain nombre de sections de Paris et de banlieue de tous courants, sauf la Gauche Révolutionnaire et une partie des ex « 5-Gauche ouvrière et paysanne », ont réagi en se coordonnant, affichant leur légitimité à représenter le PSU, obtenant sa « normalisation »²⁸ au Conseil national de Juvisy, puis la dissolution de la Fédération et sa reconstitution immédiate (été 1972) sous la codirection d'Alain Chataignier dit Caroube et Michel Mousel, élargie chemin faisant à Pierre Régnier, Hervé Le Toquin, Turquan connu sous le nom de François Brousse. L'objectif principal de cette opération était la restauration de l'organisation du PSU en région parisienne, mais elle s'effectuait en parallèle au projet politique qui s'élaborait pour le congrès de Toulouse de la fin de l'année (voir l'article de Pascal Dorival).

La réalisation d'une Fête du PSU fut l'une des actions symboliques de sa renaissance, menée par cette équipe. La nouvelle direction fédérale qui en était issue récidiva avec succès (en 1974, après l'élection de Giscard d'Estaing, ce fut sous le titre « Gardarem lou moral » par détournement du célèbre mot d'ordre des rassemblements du Larzac...). Cette même direction mit un point d'honneur à préparer les élections législatives de mars 1973 en sorte que le PSU soit présent dans toutes les circonscriptions²⁹ d'une manière homogène et sur les bases du Manifeste³⁰.

treu dit Thibault, François Brousse dit Turquan, Jean-Marie Demaldent, Léo Goldberg, Brice Lalonde, Michel Mousel...

28. Terme évidemment polémique, faisant référence à la fin du Printemps de Prague, propre à nous fustiger. Mais le retour à la norme minimale dans une organisation politique était assez vital pour qu'il puisse être assumé.

29. Au final, 77 candidats sur 83 circonscriptions.

30. Sous l'impulsion de Gilbert Mathieu, le célèbre journaliste économique du *Monde* et Gérard Carles, dirigeant CFDT-PTT.

Ce volontarisme collectif contraste avec la densité très inférieure de candidats sur toute la France, leur absence sur nombre de grandes agglomérations françaises à commencer par la 2^{ème} et la 4^{ème} (Marseille et Nord-Pas-de-Calais). Un commentaire d'Alain Richard à ce sujet laisse perplexe (humour aigre ou doux ?) : « Ce resserrement du nombre de candidatures a aussi eu pour effet de majorer artificiellement la part de la région parisienne dans l'apparition électorale du PSU ». On peut y voir aussi une critique du déficit de mobilisation de la direction nationale à ce sujet, d'autant plus qu'il conclut que « pour le PSU, ces élections ont matérialisé une réalité qu'il ne peut méconnaître : son orientation et ses capacités d'intervention sociale lui valent le soutien d'un électorat spécifique, à forte dominante populaire et d'une homogénéité et d'une stabilité politique assez élevées. Mais sa dimension et sa situation dans le système des partis l'empêchent de façon persistante d'accéder à une puissance électorale renforcée »³¹. Si la dernière phrase est à verser au débat qui va bientôt s'ouvrir, la première vaut plutôt hommage (même provisoire) à ceux qui ont suspendu la dilapidation de ce patrimoine intellectuel et politique.

Il était temps. Lip fit le reste, avec des mois de mobilisation pour le soutien à la lutte sous toutes les formes (y compris le relais à la vente des montres) et pour l'événement culminant que fut la marche sur Besançon le 26 septembre. C'est ainsi que le ressaisissement politique et pratique opéré par des rescapés parisiens du désastre antérieur allait rencontrer d'abord une volonté analogue en Franche-Comté, puis progressivement dans plusieurs fédérations, en pleine résonance avec l'élaboration de la ligne autogestionnaire. Le PSU

31. Alain Richard, « Éléments de réflexion sur les législatives de mars 1973 », *Critique socialiste*, n° 13-14, mai-septembre 1973.

se garde, en même temps, de croire qu'il pourrait se consolider en se repliant sur lui-même. Au contraire, les diatribes de la période écoulée l'ont aidé à affiner à Juvisy et Toulouse ses conceptions de l'unité populaire, d'une part, et de qu'il est convenu d'appeler depuis 1968 la « construction d'une force révolutionnaire ». Mais il s'efforce de préférer le principe de réalité à la rhétorique. Dans le Manifeste de Toulouse, il se refuse à « cacher que les divergences que nous avons aujourd'hui avec le Parti communiste, sur l'État, la démocratie, l'autogestion sont aussi celles que nous avons avec toute une fraction du mouvement révolutionnaire actuel ».

Une référence à l'autogestion devient dès lors un critère majeur de tout rapprochement à vocation organique, à condition, symétriquement, de marquer les limites de la convergence avec un Parti socialiste où cette référence est souvent superficielle et intermittente. Ainsi, au lendemain du congrès de Toulouse, début 1973, le Bureau national, devenu représentatif de la nouvelle majorité du Manifeste, s'engage dans une tentative de rapprochement entre mouvements se réclamant de l'autogestion, le Comité de liaison pour l'autogestion socialiste (CLAS). Il s'agit d'une sorte de cartel regroupant des formations politiques (outre le PSU, les CIC, l'AMR, Objectif Socialiste)³². La CFDT en tant que telle a refusé d'y participer et le problème se posera, sans qu'une solution soit trouvée, d'un statut pour « les groupes désireux de s'associer aux initiatives du CLAS, mais ayant une

32. Centres d'Initiative Communiste, animés par Serge Depaquit et Victor Leduc, Alliance Marxiste Révolutionnaire (dite « pabliste »), animée en France par Gilbert Marquis, Michel Fiant, Maurice Najman, Objectif Socialiste (héritier politique de la Vie Nouvelle), représenté par André Jeanson, encore récemment président de la CFDT. Les CIC et l'AMR adhéreront collectivement au PSU fin 1973 et début 1974, et leurs militants rejoindront le courant animé par la région parisienne dans les conflits de 1974.

fonction spécifique ne leur permettant pas de s’y fondre : c’est le cas du Mouvement Rural de la Jeunesse Chrétienne (MRJC), de Vie Nouvelle, des groupes TC³³. Emmanuel Caroube souligne le lien « avec notre volonté clairement exprimée de “dépassement organisationnel” », mais rejette « une démarche mécaniste qui privilégierait la construction du noyau dur des quatre organisations sur son élargissement et sur son ouverture vers un débat public. Ce serait un triste présage, en matière d’imagination, pour ceux qui souhaitent une force neuve »³⁴.

En tout cas le processus engagé semble prendre un bon départ. La première tâche que s’est fixée le CLAS, lancer un débat de fond à partir d’un projet de « 14 thèses sur l’autogestion », est engagée par un colloque des 19 et 20 mai 1973³⁵ dont le texte est principalement rédigé par Victor Leduc³⁶. La crise de Lip vient d’éclater : la perception de l’autogestion socialiste comme alternative gagne en crédibilité. En même temps, la probabilité d’une majorité de gauche dans l’électorat français s’est confirmée aux législatives, malgré l’échec en sièges à l’Assemblée. Les trimestres qui viennent, consacrés à tout cela, semblent s’annoncer comme ouvrant une double voie vers le pouvoir.

L’express pour Besançon n’est jamais arrivé à son terminus...

Le décès de Georges Pompidou est annoncé le 2 avril 1974. Une nouvelle fois la succession à la fonction suprême de la V^{ème}

33. Groupes des Amis de Témoignage Chrétien.

34. *Liaison Socialiste*, mensuel de la fédération de la région parisienne, mai 1973, sous le titre « Renforcer le CLAS, c’est lutter contre le réformisme ».

35. Voir Robert Chapuis, *Tribune Socialiste*, n° 580.

36. *Critique Socialiste*, n° 15, octobre-novembre 1973.

République doit s'effectuer de manière inopinée, même si la gravité de la maladie du Président est depuis un moment un secret de polichinelle. Mais cette fois-ci, on est familiarisé avec les procédures et les politiques vont devoir rapidement se mettre en ordre de bataille. Le PS, qui n'a pas oublié l'épisode calamiteux du « ticket » Defferre-Mendès de 1969, a hâte de se prononcer pour une candidature, conforme à sa stratégie avec le PCF, qui ne peut être que celle de François Mitterrand. Le PSU qui, lui, paraîtra oublier (majoritairement) comment la candidature autonome de Michel Rocard avait quelque peu « sauvé l'honneur » de la gauche, va contribuer à cette rapidité des décisions. L'intéressé prend position personnellement le 4 avril, en même temps que le PCF, en faveur d'un soutien dès le premier tour à François Mitterrand. La procédure statutaire au sein du PSU prendra un peu plus de temps.

Avertissement. Le passage ci-dessous inverse volontairement l'usage des caractères droits et italiques. J'estime que le niveau d'implication personnelle dans ce qu'il contient justifie qu'il soit considéré comme un témoignage d'où la subjectivité ne saurait être absente. Mon témoignage est suivi de la référence à ce qu'écrivait sur le même sujet Robert Chapuis.

M.M.

« Une réunion plus ou moins officieuse du Bureau national, dès le 3 avril au soir, au domicile personnel du secrétaire national Robert Chapuis, a déjà fixé les positions des uns et des autres. Je m'y suis exprimé, comme secrétaire fédéral de la région parisienne ayant brièvement discuté avec ses co-équipiers en fin d'après-midi, en ces termes : “Beaucoup d’entre nous, plus peut-être que vous ne le pensez, s’opposent à ce que le PSU disparaisse dans une alliance de premier tour. C’est aussi mon avis et je pense que nous pouvons présenter une candidature, pour simplifier, centrée sur l’autogestion. Le candidat le plus légitime pour le PSU serait toi, Michel (Rocard). Tu peux bien sûr, ou nous pouvons, ne pas souhaiter t’impliquer de cette manière-là. Dans ce cas, il nous faudra choisir le leader désormais le plus connu d’entre nous après toi, et représentatif de notre orientation, et c’est Charles Piaget”.

Mais je suis seul sur une telle position : il n’y a presque pas d’hésitations au sein du Bureau national. La CFDT est doublement évoquée à l’appui de la thèse opposée à la mienne. D’une part, il serait acquis qu’elle souhaite une candidature commune dès le premier tour ; d’autre part, Piaget serait une provocation à son égard, compte tenu de la capacité qu’il a manifestée à discuter

certaines des orientations confédérales dans l'affaire Lip³⁷.

Sur ce dernier point, j'ai beau suggérer à mes camarades la disproportion entre ces petites vexations d'appareil et la consécration que représenterait, pour la CFDT, la mise en avant d'un leader ouvrier issu de ses rangs et révélé par un conflit que beaucoup de ses challengers politiques probables n'ont soutenu, au mieux, que du bout des lèvres. Quant au premier argument, il ne pouvait que susciter un débat assez vain entre deux lignes, celle qui avait été toujours suivie par le PSU à l'exception de la présidentielle de 1965 (ce qui avait failli lui coûter la vie), soulignant le sens et l'efficacité d'une représentation des vrais courants de la gauche au premier tour, et celle qu'il combattait alors comme manière de céder à un chantage à l'échec irrationnel ou fallacieux.

Il est vrai que la plupart des membres présents sont acquis d'avance, ceux en tout cas qui étaient invités aux dîners mensuels "tripartites" qui les réunissaient depuis près d'un an avec des amis de Pierre Mauroy et divers dirigeants de la CFDT (ou qui en étaient informés). N'étant d'aucune de ces deux catégories d'initiés, j'en avais été réduit à constater depuis quelques mois une certaine frénésie relationnelle dans la fréquentation des responsables socialistes et son amplification pendant une courte période d'absence de Robert Chapuis pour raisons de santé. Je l'en avais averti à son retour; décidé à jouer le jeu du mandat à lui confié en novembre et consistant, entre autres, à protéger le PSU des embardées possibles des plus fougueux partisans de liens

37. Il y avait de la vérité dans cet argument, mais, surtout, la CFDT s'opposa immédiatement à cette hypothèse parce qu'elle sabotait à la source tout le déroulement qui devait suivre... qu'elle n'était pas prête à dévoiler à ses propres troupes, ce qui explique en partie un certain déballage de calomnies sur l'Union départementale du Doubs.

plus étroits avec les socialistes. Il me fut alors répondu 1) qu'il fallait ne pas s'inquiéter, n'y voir qu'un effet d'une conjoncture exceptionnelle et 2) qu'il serait bien temps d'endiguer tout cela le moment venu.

J'ignorais alors que Robert Chapuis était lui-même partie prenante du processus, ce qui n'allait pas tarder à handicaper sa propre capacité d'endiguement. C'est bien plus tard que j'ai découvert que tous ces contacts que je soupçonnais étaient bien plus réguliers, organisés et préfiguraient le tripartisme des Assises, en même temps que la liste nominative des participants de chacun des trois bords. Parmi lesquels figurait Robert Chapuis, qui mentionne ces réunions (voir encadré suivant) en soulignant notamment le rôle du docteur Salomon agissant entre Pierre Mauroy, Edmond Maire et Michel Rocard. Une note de la Fondation Jean-Jaurès en 2002, documentée notamment avec les archives du PS, est beaucoup plus précise³⁸. Lorsque j'en eus récemment connaissance, je ressentis le goût amer du ridicule rétrospectif qui dut être le mien avec mes avertissements de l'hiver 1973. Et un certain étonnement de la coexistence de ce processus avec celui du CLAS, le premier avec le PS et la CFDT, et le second sans. Michel Rocard rendit publique sa préférence d'un soutien à Mitterrand au 1^{er} tour dès le lendemain, cependant que l'idée d'une candidature Piaget se répandait comme une traînée de poudre dans l'extrême gauche. Ce consensus était intéressant, mais guère de nature à faciliter la manœuvre de ceux qui le partageaient au sein du PSU, plus pour promouvoir l'alternative autogestionnaire que pour faire endosser au leader de Lip une opération du type « unité des révolutionnaires » sans véritable fond commun. Quiconque connaissant la rigueur de Charles Piaget ne pouvait escompter qu'il pût s'engager dans une

38. Liste établie par François Kraus in Les notes de la Fondation Jean-Jaurès, n° 31, juillet 2002, à partir des Archives du PS.

affaire pareille contre l'avis à la fois des organisations syndicale et politique auxquelles il adhérait. Mais la validation du soutien à François Mitterrand dès le 1^{er} tour par un Conseil national le 15 avril à une [assez large majorité] mit un terme à des allers et retours à Besançon du gotha du gauchisme français³⁹.

Malgré (ou à cause de) l'extrême tension qui régnait, j'adjurai la minorité de respecter la position majoritaire afin d'éviter une nouvelle crise immédiatement après être tout juste sortis de la précédente, et de nous montrer les meilleurs défenseurs de nos règles communes après les avoir restaurées. Nous décidâmes simultanément d'être aussi les plus zélés exécutants de la décision du Parti de mener la campagne du 1er tour sur nos propres positions. Cela se traduisit par la campagne pour des « Comités du 20 mai » (le 5 et le 19 on vote pour gagner, le 20 on se mobilise pour consolider la victoire). À ce stade, c'était plus de l'agit-prop que de la mobilisation, mais cela offrait un cadre à la fois pour exprimer nos positions et effectuer des regroupements. Parmi les minoritaires, les seuls à récuser cette ligne de conduite furent les ex « courant 5 » du Rhône, restés au PSU avec Victor Frémeaux

39. Ce qui inspire quelques scènes de la tragédie classique en alexandrins de Frédéric Bon, Michel-Antoine Burnier et Bernard Kouchner, *Les Voraces*, (éditions Balland, 1974), dans une gare de Lyon où même le haut-parleur s'exprime en dodécasyllabes (« Le train pour Besançon quai vingt-deux va partir »), décuplant l'exaspération de Krivine face à la négligence des autres chefs convoqués (« Quand pourrons-nous enfin à tous faire comprendre/ Qu'un révolutionnaire a devoir d'être exact ? ») comme du dirigeant de « Révolution ! », Samy Joshua, (« Voilà bien des maos les mornes habitudes/Ils ne méritent point tant de sollicitude ». Le retardataire Alain Geismar prophétise les conséquences d'un soutien à Mitterrand (« Joindre nos étendards, c'est grossir son empire/Et Rocard qui l'a fait saura que vous en dire »). Et Krivine de conclure : « Accordons-nous ensemble et disons à Piaget/Qu'il est de nos désirs le collectif objet... ».

comme rappelé ci-dessus, mais qui décidèrent de se retirer cette fois en considérant que le PSU se dissolvait de fait et qu'il ne leur restait plus qu'à constituer un « PSU maintenu ». Bien que ses effets aient été de courte durée, ce faux pas brouilla la communication sur la poursuite de l'existence du PSU après les batailles de 1974 et laissa des traces encore vivantes aujourd'hui parmi les historiens. Par ailleurs, mais de manière étonnamment discrète, certains militants et proches du PSU choisirent de soutenir la candidature (écologiste, mais sur un spectre large, voisin du PSU dont il avait été membre) de René Dumont.

Le trimestre des dupes

Dans la nuit du 2 au 3 avril, au moment où je quittai, boulevard Arago, la réunion improvisée du Bureau national, j'eus une conscience aiguë qu'on était fatalement partis pour une bataille frontale, et tout autant que son issue était absolument incertaine, qu'il allait falloir remettre en jeu tout ce que nous avons fait pour dépanner ce Parti. Avec qui, contre qui, c'était encore une autre incertitude. La question n'était déjà plus celle de Michel Rocard : il avait eu divers propos, depuis les législatives de 1973 (une interview très remarquée à Témoignage Chrétien en particulier), qui montraient que pour lui le fruit d'un rapprochement avec le PS était mûr ; il avait quitté le secrétariat national du PSU sans que l'on dissimule que c'était pour avoir les mains libres ; et il avait donné pendant la campagne présidentielle une image assez claire de ce qu'il pouvait entendre par là, en se comportant en second de Mitterrand pour les questions économiques et financières. Aucun doute donc sur la nécessité de « faire avec » une trajectoire relevant plus désormais d'un destin personnel que d'une délibération collective. Mais le PSU dans tout cela ? Et

son secrétaire national, qui avait écrit, au même moment, qu'il considérerait « une adhésion au PS sous quelque forme que ce soit comme une totale démission⁴⁰ » ?

En fait les événements se déclenchèrent très vite au lendemain du second tour très serré en faveur de Valéry Giscard d'Estaing (50,8 %) : le 25 mai, François Mitterrand lance un Appel à un lieu de rencontre de tous les socialistes, le 26 la Direction politique nationale du PSU surenchérit en proposant la tenue d'Assises et le 27 la CFDT réagit positivement. Au cours de la seconde quinzaine de juin les organes décisionnels des formations vont approuver le principe de l'opération des Assises, programmées pour le mois d'octobre, dans lequel la CFDT est concernée en tant qu'élément de la « troisième composante » (désormais à travers ses dirigeants personnellement, la confédération prenant ses distances) qu'elle a elle-même suscitée et qui doit concerner, soit des individus, soit des mouvements se référant à l'autogestion ; il s'agit en fait ni plus ni moins de ceux qui ont été évoqués pour un élargissement du CLAS⁴¹.

Passé ce démarrage en fanfare, les commissions préparatoires furent mises en place début juillet et connurent beaucoup moins d'élan, du fait de la persistance d'ambiguïtés (pour le moins) que le PS ne souhaitait ni devoir lever ni laisser perdurer pour des raisons tant internes qu'externes... Il fallait donc à la fois en faire le moins possible et aller au plus vite ! En fait ces ambiguïtés reflétaient un impressionnant festival de duperies et naïvetés réunies :

Qui le PS attend-il, venant du PSU ? Mitterrand souhaite « Rocard tout nu », ce qui n'impliquerait pas, en soi, une telle machinerie ;

40. Robert Chapuis, *Critique Socialiste*, n° 15, déjà cité.

41. Voir dans Hélène Hatzfeld, *op. cit.*, la cartographie des trois composantes proposée p. 89. Le CLAS survécut d'autant moins que l'AMR, après les CIC, avait déjà pris position en faveur d'une adhésion au PSU.

Mauroy souhaite de larges effectifs, en particulier pour l'aider à rééquilibrer le parti au détriment du CERES, rien n'étant d'ailleurs moins sûr, compte tenu de l'image de « gauche » de ce courant. Comment le PSU voit-il l'aboutissement des Assises ? En un grand « parti des socialistes », pluraliste, moderne, au fonctionnement rénové, etc., dit Chapuis pour emporter l'adhésion de nos camarades ; pas question, a déjà promis Mitterrand aux socialistes peu désireux de voir les « zozos » s'occuper de ça : sigle, statuts, programme sont intouchables. Pierre Mauroy en avait dit autant⁴². On est bien ici en présence d'un malentendu au sens premier du mot...

Il s'agit d'éviter que le PS colle trop au PCF et demeure l'otage du Programme commun, pense Edmond Maire ; mais justement, le PS non seulement ne croit pas à ce moment pouvoir s'offrir cela et au contraire multipliera les allégeances à l'union de la gauche pour prévenir une réaction excessivement hostile de la part des communistes. Au moins, il y aura du nouveau parmi les dirigeants, espèrent ceux notamment qui se voient déjà élus. En fait, même un Jacques Chérèque, pourtant poussé par Mitterrand qui se verrait bien coacher un authentique ouvrier, devra attendre l'approfondissement de la crise de la sidérurgie pour être reconnu. D'abord, la Fédération PSU de la région parisienne laisse du temps pour que le débat s'ouvre après qu'un peu de clarté soit venue éclairer sur les intentions réelles. Retenant son souffle en quelque sorte, et surtout attendant ce qu'elle choisit pour être le temps fort du débat, une occasion dont elle maîtrise le lieu, le temps et l'organisation : la fête qui va se tenir les 15 et 16 juin à la Terrasse de Meudon.

Elle décrit ainsi, en évitant toute agressivité, le choix devant laquelle le PSU est placé par la Direction politique nationale : 1)

42. Hélène Hatzfeld, *op. cit.*, p. 97.

Il semble que certains, au PSU et à la CFDT, considèrent comme nécessaire la disparition du PSU et son intégration au Parti socialiste, auquel nous apporterions un bagage « idéologique » et social qui, paraît-il, lui fait cruellement défaut. 2) Les propositions qui sont faites par la Direction politique nationale parlent d'une volonté de dépassement des forces socialistes existantes. Il s'agit là d'un processus différent, partant d'une première étape d'association de forces politiques et syndicales, autour de l'autogestion. On reconnaît ce qui serait la dualité Rocard-Chapuis. « Mais cela suppose que le Parti socialiste remette en cause sa stratégie purement électoraliste, ses structures et son mode de fonctionnement purement sociaux-démocrates, et qu'il cesse de considérer l'autogestion comme [...] utile au moment des congrès et des colloques, mais nuisible au moment des « vraies » batailles politiques »⁴³.

Or, il se produit un effritement continu de la crédibilité des arguments suggérant qu'il ne s'agissait pas simplement pour le PS d'absorber tout ou partie du PSU. Les opposants quant à eux ne rejettent pas l'idée d'un dialogue avec le PS, la CFDT et autres : ils disent même y être prêts dès lors qu'il n'y a derrière aucun projet à caractère organique. Mais, symétriquement, cette éventualité perd de sa probabilité. À côté de la simple alternative pour ou contre les Assises, dont les partisans se réunissent le 1^{er} septembre, les premiers (futur courant A) à Orléans et les seconds (futur courant B) à Besançon. Là, c'est déjà de reconstruction (bis) que l'on parle⁴⁴, car la tendance est nettement à l'élargissement du courant, notamment en province. Ce sont principalement les fédérations riches en élus locaux qui restent fidèles au Bureau national. En même temps apparaît un

43. *Liaison Socialiste*, supplément au n° 13, juin 1974.

44. Hervé Hamon dans *Politique Hebdo*, n° 512, en rend bien compte.

troisième courant (futur courant C), qui va contribuer notamment à représenter les militants qui avaient d'abord été favorables à l'idée des Assises, puis en ont découvert au fil des jours la supercherie. La même découverte provoquera de sérieux remous au sein de la CFDT où elle laissera des traces pour longtemps.



*Michel Mousel et Robert Chapuis au Conseil national PSU d'Orléans
octobre 1974.*

Pour de multiples raisons, y compris organisationnelles, le Conseil national d'Orléans des 5 et 6 octobre ne restera pas un moment glorieux de l'histoire du PSU, ni, modestement, de la mienne, malade peut-être d'une surdose de conscience de m'embarquer dans une autre aventure... Mais c'est sans contestation ni appel qu'il rejeta, non pas les Assises en elles-mêmes, mais ce qui en

restait. On peut penser que les promoteurs du projet auraient pu tenter d'éviter qu'à la session suivante du comité d'organisation des Assises, le 9 octobre, le PSU (sa nouvelle direction) soit exclu du processus et ainsi d'aller jusqu'au fond de son échec à convaincre les militants de sa bonne foi.

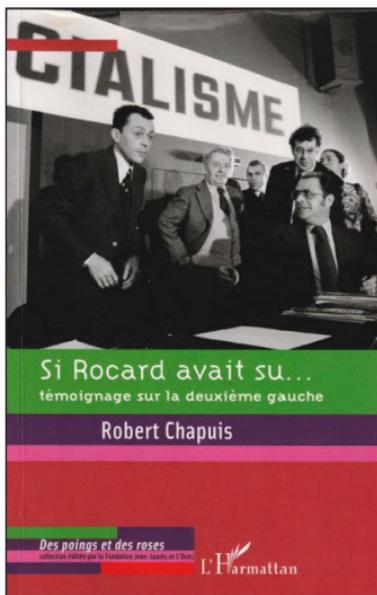
Ce faux pas supplémentaire acheva de restreindre le nombre de militants la suivant au PS.

Le texte de Robert Chapuis à propos du Conseil national PSU d'Orléans se termine par « [...] la résolution que je présentai n'obtint pas la majorité. le PSU était en crise. »

« ...En crise »... Non, il en sortait ! Le processus de reconstruction était déjà en place et la crise, au sens institutionnel, dura au plus quelques heures, le temps pour le Bureau sortant de se résoudre à démissionner. La solution qui s'imposait alors était la constitution d'une direction provisoire à la proportionnelle des courants chargés de préparer un congrès pour la fin de l'année. Les nouveaux minoritaires ayant refusé d'y participer, les deux courants B et C se mirent d'accord pour consolider leur majorité et leur coopération au sein d'une direction provisoire avec un secrétariat national composite (Michel Mousel et Charles Piaget d'un côté, Pascal Dorival appelé Gollet de l'autre).

Les contours du nouveau Bureau national avaient déjà été dessinés depuis Besançon (l'entrée, par exemple, d'une dirigeante de fédération de « province » et animatrice du mouvement des femmes, Huguette Bouchardeau), en sorte qu'il n'y eut nulle rupture dans l'activité courante du Parti, afin de bien faire entendre le message selon lequel on revenait tout simplement aux fondamentaux (le Manifeste de Toulouse) et à la stratégie qu'il n'aurait jamais fallu abandonner ; avec toutefois des inflexions de

En contrepoint des pages précédents par lesquelles Michel Mousel détaille la manière dont il vécut les évènements de 1974, il citait de très larges extraits des pages consacrées par Robert Chapuis, « de l'autre côté de la barrière », à propos des mêmes évènements ; non reproduits ici, on les retrouvera sous leur forme « in extenso » dans les pages 48 à 54 du livre autobiographique de Robert Chapuis, publié en 2007 aux éditions L'Harmattan, dans la collection « Des poings et des roses » de la Fondation Jean-Jaurès et de l'OURS.



nature à corriger les déficits démocratiques internes que les mois écoulés avaient révélé.

En revanche, le PSU essayait bien une nouvelle perte. À commencer évidemment par celle de Michel Rocard qui, quoi que l'on pût penser de la rectitude ou de l'habileté de ses prises de position des deux précédentes années, avait atteint une stature surplombant le PSU dans les champs politique et médiatique, symétriquement à l'image de leader ouvrier de Charles Piaget. Fin d'une dualité inespérée pour le Parti (mais pas toujours assumée par lui). Il perdait, encore une fois, de jeunes intellectuels comme Patrick Viveret (dit Gérard Féran), des militants au dévouement inépuisable qui avaient permis de passer les épreuves antérieures (on se souviendra longtemps du rôle joué par Gilbert Mathieu, le célèbre journaliste économique du *Monde*, avec Gérard Carles, dirigeant de la Fédération PTT de la CFDT, lors des législatives de 1973) et de nombreux responsables syndicaux, tout en conservant plusieurs « sages » directement impliqués dans les combats (Victor Leduc, l'ancien du PC, Victor Fay, l'ancien luxemburgiste, Yvan Craipeau, l'ancien trotskyste, André Barjonet, l'ancien économiste de la CGT... et même Edouard Depreux⁴⁵), en même temps qu'une base fortement rajeunie.

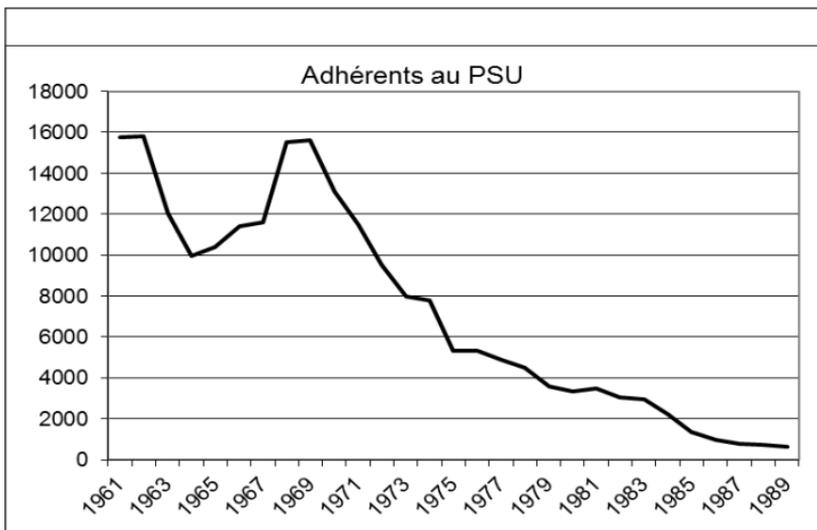
Cette fois encore on ne saurait minimiser l'impact des deux années 1974 et 1975 au prétexte que l'impact numérique a été, dans les conditions qui ont été exposées, très inférieur aux chiffres qui avaient pu être annoncés au PS pour l'intérêt des uns et le gros souci des autres.

Il reste que le PSU accuse une baisse cumulée de ses effectifs d'un tiers pendant ces deux années. C'est une perte lourde, comparable

45. L'auteur de la maxime inusable : « Si le PSU n'existait pas, il faudrait l'inventer ».

aux pertes antérieures depuis la pointe atteinte en 1968-69, mais la chute s'amortit quelque peu dans les années suivantes.

Les données font l'objet du graphique suivant à partir de chiffres qui ont été recoupés et présentent un bon niveau de fiabilité⁴⁶. Il n'y pas là de quoi consoler un dirigeant du PSU ni rassurer aucun de ses militants pour l'avenir. Mais s'interroger sur le coût politique global et social de l'opération des Assises.



46. PSU Documentation, 50^{ème} anniversaire de la création du PSU, avril 2010, publié par les Amis de Tribune Socialiste, avec pour sources : Roland Cayrol, « Implantation et sociologie du PSU » in Michel Rocard, *Le PSU et l'avenir socialiste de la France*, 1969, Seuil ; Michel Michard, *Le PSU de 1969 à 1985*, mémoire de maîtrise d'histoire contemporaine, Université de Paris 7, documentation et témoignages de responsables dont un ancien trésorier national (Gérard Andrieux) ; Marc Heurgon, *Histoire du PSU*, tome 1, coll. Textes à l'appui, La Découverte, 1994.

L'écologie et la finitude du monde.

L'un des plus importants changements qui se soit produit au cours de la décennie soixante-dix, c'est la montée en puissance rapide des problèmes qui concernent l'« environnement », comme on disait dans le langage de l'époque ; mais aussi la grande distance, hostile ou amicale, gardée par les politiques à leur égard. Il va se traduire par un apport déterminant à la crédibilité de la critique des autogestionnaires vis-à-vis de la société, une illustration de la pertinence et de la cohérence mûrissante d'une autre culture de gauche.

Avant 1972, le PSU lui-même a été peu prolix en positions publiques sur les questions écologiques, en tout cas de dimension nationale : quand il s'engage sur des sujets, c'est plutôt à partir de conflits locaux. Il est vrai qu'ils font tout juste irruption sur la scène, soit directement, en 1972, par le rapport du Club de Rome⁴⁷ ou la Conférence de Stockholm⁴⁸, soit par les interrogations sur la poursuite de la croissance des « Trente glorieuses », la disponibilité des ressources avec la crise pétrolière et ses aspects internationaux, et le recours au nucléaire⁴⁹. Cependant, et par d'autres voies,

47. Dont le titre originel est *The limits to growth*, ce qui est de nature à lui donner un regain d'actualité dans nos débats d'aujourd'hui (ce n'est pas Halte à la croissance !), mais laisse entière, comme dans l'ouvrage lui-même, la question de l'inégalité humaine devant cette problématique.

48. Conférence des Nations Unies sur l'Environnement Humain, mère des « Sommets de la Terre » décennaux qui allaient suivre sur « l'environnement et le développement », puis le développement durable.

49. C'est en 1973 que la Commission « PEON » (Production d'Électricité d'Origine Nucléaire) est chargée de présenter un scénario énergétique au gouvernement Messmer, d'où viendra le plan portant le nom du Premier ministre d'alors l'année suivante et qui, avec un rythme de construction de cinq tranches nouvelles par an, nous conduira au parc actuel. La Commission

la conscience écologique va saisir ce parti à grande vitesse en quelques mois. Déjà, ceux qui ont été membres de la Direction politique nationale dans les temps qui précèdent le congrès de Toulouse (décembre 1972) se souviennent certainement de cette séance inusitée de l'organe de direction du Parti, dans une quasi suspension du temps – rare – où Michel Rocard parla sur le ton de la confiance de l'intérêt qu'il portait par ses lectures, et un récent contact, aux travaux d'Henri Laborit⁵⁰.

Il insista alors sur les relations entre le corps humain et les systèmes d'organisation humaine, leurs pathologies, leurs soins, leurs parallélismes avec l'autogestion⁵¹. On notera également l'intérêt suscité chez lui, à la suite de ses missions de l'Inspection générale des finances auprès des Agences de bassin, pour la pollution de l'eau et les systèmes de redevances.

La question du nucléaire civil va jouer un rôle d'éclaireur, un peu comme celui que joua le nucléaire militaire dans les premiers temps du PSU, où l'action du MCAA⁵² se confond largement avec la sienne propre (les radionucléides sont de vieux compagnons de route du parti). Pourtant, le plan Messmer fut accueilli lors de son lancement par le silence du PSU, lequel fut attribué à des opinions

était exclusivement composée de représentants des administrations et des entreprises concernées.

50. Biologiste, s'il est possible de caractériser par une spécialité un chercheur qui s'est toujours attaché à n'en point avoir, en raison de son attitude de principe en faveur de la plus large transdisciplinarité.

51. Henri Laborit venait de publier *L'Homme et la Ville*, Flammarion, 1971, et préparait *Idées pour l'autogestion*, Cerf, 1973. Voir également « Les apports d'Henri Laborit », *Transversales*, 3ème trimestre 2002.

52. Mouvement contre l'arme atomique animé par Claude Bourdet avec Jean Rostand. Un premier groupe opposé au nucléaire civil apparaîtra d'ailleurs dans le même temps, l'Association pour la protection contre les rayonnements ionisants (APRI).

plutôt favorables dans l'entourage professionnel, amical et familial de Michel Rocard, cependant que sur le terrain des mobilisations avaient déjà commencé, en particulier en Alsace avec Fessenheim (cf. ci-dessous l'article de Thierry de Larochelambert), en Rhône-Alpes avec celle du Bugey. À travers ce témoignage, comme celui de l'article de Paul Treguer pour la Bretagne, on voit bien comment la question du nucléaire (et de l'énergie) interroge frontalement les acquis et les novations stratégiques que le PSU rassemble à partir de 1972.

La candidature de René Dumont à la présidentielle de 1974, soutenue par les Amis de la Terre, laisse d'autant plus de traces qu'elle sert à certains militants de l'entourage du PSU de substituer à l'absence de Charles Piaget⁵³. Les prises de position interviennent ensuite très vite (création de la Commission nationale « Écologie » au congrès d'Amiens en décembre 1974, lancement du programme d'action contre le nucléaire civil par la Direction politique nationale de février 1975).

La recherche de dynamiques économiques et sociales régionales, répondant à la nécessaire « décolonisation de la province » ; elle conduira, parallèlement aux travaux de chercheurs sur un « Plan Alter » global, à l'élaboration de « Plans Alter Régionaux », parfois très avancés (Bretagne, Alsace), parfois simplement encore esquissés, mais combinant toujours une réflexion politique avec le concours de techniciens, de géographes, d'économistes, d'historiens, de spécialistes des grandes branches ; travaux dans lesquels on trouve les prémices aussi bien des agendas 21 territoriaux d'aujourd'hui que de recherches comme celle sur

53. René Dumont déclare d'ailleurs lui-même en 1977 que, quant à lui, il voterait au second tour « pour le moins mauvais à gauche » (*Politique Hebdo*, n° 256).

l'économie géographique de Paul Krugman⁵⁴. Le contrôle des logiques stratégiques territoriales, notamment par des instances citoyennes locales. Où l'on retrouve certes les thèmes du PSU sur les questions urbaines, même si celles-ci n'ont pas été souvent posées au départ en termes écologiques⁵⁵, mais qui se prêtent bien à des analyses en termes de fonctionnement des écosystèmes. Mais aussi où les Alsaciens côtoient dans leur coopération contre la nucléarisation de la vallée du Rhin avec leurs voisins du Baden-Wurtemberg, le mouvement des *Bürger Initiativen* et ses idées en matière de citoyenneté. De là naît aussi une méthodologie des questions de sécurité industrielle mettant en avant les questions de contrôle collectif, interne et externe aux installations.

L'intégration dans ce combat du contrôle par les paysans de leur outil de travail. On ne trouve pas au départ chez Bernard Lambert de critique à titre écologique sur le fonctionnement du système agricole. Mais dès 1974 et, alors que l'intéressé a quitté le PSU, la liaison s'effectue : au procès de Bordeaux, où sont jugés, au titre de la loi anticasseurs, plusieurs militants antinucléaires et où Bernard Lambert et Michel Mousel se retrouvent côte à côte au banc des témoins. Or, c'est l'accaparement ou le gel de terres agricoles qui motive en premier lieu les Paysans-travailleurs dès le grand rassemblement en 1974 sur le Larzac. Les inventeurs du programme Messmer et EDF ont sous-estimé cette mobilisation qui leur donnera parfois encore plus de fil à retordre que celle des écologistes proprement dit.

Une dénonciation de la menace autoritaire permanente dissimulée

54. Prix Nobel d'économie en 2008.

55. Les actions des comités d'usagers des transports de la région parisienne, en 1970-1971, initiées par le PSU et Lutte Ouvrière font bien la liaison avec les problèmes de pollution.

derrière le libéralisme, dérive à laquelle risque de conduire le refus d'aborder ces problèmes ainsi qu'on vient de l'énoncer. Le fichage des militants, la violence des affrontements avec les forces de l'ordre lors des manifestations anti-nucléaires, et tout particulièrement le 30 et 31 juillet 1977 à Creys-Malville, ne sont pas pour émousser la conscience de ce risque. Ainsi, de ce point de vue et du précédent, « le PSU insiste sur le fait que le nucléaire est non seulement dangereux et non rentable, mais qu'il implique également une société centralisée et non démocratique, à l'opposé de la société autogestionnaire qu'il appelle de ses vœux ». À l'instar de Serge Depaquit, le PSU estime que « la centrale de Malville [...] constitue la clé de voûte du programme électronucléaire français, européen même »⁵⁶, y compris dans l'escalade de la violence.

La construction de rapports nouveaux entre pays producteurs et consommateurs de ressources énergétiques, en l'occurrence charbon, pétrole, gaz et uranium. Une organisation sociale fondée sur un autre paradigme que celui de la « croissance capitaliste », préluant à une réflexion critique sur la croissance proprement dite qui transparait dans le Manifeste de Toulouse et qui est ensuite largement développée – au point qu'il est parfois très surprenant que les auteurs si prolixes sur ce sujet depuis la fin du siècle dernier aient ignoré à ce point les débats déjà engagés par le PSU dans ces années 70, il est vrai plus dans le cadre de luttes concrètes que de joutes universitaires « théoriques »⁵⁷. La différence entre socialisation et étatisation, dont la forteresse EDF représente

56. Tudi Kernalegenn, rapport présenté au colloque sur le PSU à Sciences pos, 8/9 novembre 2010 (non encore publié).

57. Au début des années 1970, chargé d'un cours s'emboîtant à Paris I dans l'enseignement d'économie politique de René Passet, j'eus avec ce dernier un débat – disons difficile – sur la mesure de la croissance dans la comptabilité nationale et son utilisation.

l'allégorie accomplie. On remarquera que les deux derniers items sont en correspondance directe avec la critique du Programme commun et des formations qui le soutiennent. Une autre entrée pour le PSU se présente à travers les luttes ouvrières elles-mêmes. Les contenus nouveaux qui, sur les conditions de travail et les privatisations dans le secteur, mettent en cause les cadences, l'organisation et la durée du travail, etc., et côtoient nécessairement la question de savoir à quoi sert le travail ainsi « organisé ». L'industrie du nucléaire n'y échappe pas : fin novembre 76, les OS déclenchent une grève à l'usine de La Hague, sur les conditions de travail et les privatisations dans le secteur. Dans ce cadre sont organisées des « Assises du nucléaire » avec la participation d'autres sections CFDT. C'est Michel Rolant⁵⁸ qui s'exprime pour la Confédération : « Nous rejetons une idée simpliste : celle que le progrès technique serait bon ou mauvais en soi. Toute l'orientation de la science est déterminée par les militaires, les grandes sociétés, le pouvoir capitaliste. Du même coup, toutes les techniques doivent être contestées. En elles-mêmes, elles ne sont ni de droite, ni de gauche. Il ne suffira pas de changer le statut juridique des sociétés nucléaires, d'en modifier la production pour éviter les dangers. Il faudra élargir la bataille actuelle pour des transformations fondamentales ». La proximité avec la réflexion du PSU est patente.

Comme le montre l'ouvrage collectif que la CFDT fera paraître en 1977⁵⁹, l'interrogation sur la forme qui est au cœur des conflits nouveaux soulève nécessairement sa symétrie, sur les finalités. De même que pour les paysans, cette constatation est

58. Alors responsable du secteur économique de la CFDT. C'est lui qui suivra pendant ces années les questions relatives au nucléaire, avant de présider à sa création l'Agence Française de la Maîtrise de l'Énergie (1983).

59. *Les dégâts du progrès*, collection Points, Éditions du Seuil, 1977.

fondamentale.

Elle conduit à prendre l'écologie très au sérieux du point de vue de la conception du socialisme, en prenant en compte la relation entre les questions écologiques et les questions sociales, en rejetant l'entretien de deux ignorances ; d'un côté celle d'écologistes qui prétendent raisonner hors de toute considération sociale : telle est même la forme d'apolitisme que certains d'entre eux proclament et qu'on leur reprochera, et non pas leur volonté farouche d'indépendance par rapport aux jeux politiques et aux formations qui les animent, même si, comme d'habitude, le terme « apolitique » peut servir à dissimuler des choix politiques plus polarisés ; de l'autre, celle de ces dirigeants du mouvement social qui ostracisaient les mêmes écologistes en conduisant le procès de leur idéologie « anti-progrès » supposée ou fondée sur leurs appartenances ou origines de classe.

On doit à la vérité de dire qu'un certain temps, le PSU lui-même ne sera pas toujours épargné par la contagion de la suspicion qu'inspiraient les écologistes à la gauche rationaliste et aux marxistes raides : on se souvient d'un secrétaire fédéral incapable de se priver d'aborder dans les réunions nationales les questions relatives aux mouvements écologistes en les désignant comme « les herbivores » ; bien entendu, les deux visions s'entretiennent l'une l'autre jusqu'à bloquer tout dialogue, au grand détriment de la recherche commune de réponses aux dysfonctionnements auxquels on prétend répondre. En tout cas, c'est aussi par la confrontation des idées, par la volonté d'assumer ces débats que la PSU progresse dans une vision intégrée des objectifs sociaux et écologistes. Pour une bonne part, c'est ainsi que s'esquissera une réflexion sur le développement durable, ou soutenable, alors que l'expression « sustainable development » n'existe jusqu'en 1985, à l'extrême rigueur, que dans des cercles scientifiques très

« pointus »⁶⁰.

Outre leur mobilisation générale sur tous les sites nucléaires, les structures locales du PSU, sections et fédérations, les organisations proches s'engagent très spontanément dans des batailles spécifiques à des territoires ou des secteurs : les boues rouges en Corse⁶¹, le canal Rhin-Rhône en Franche-Comté et Bourgogne, l'aménagement de la côte aquitaine⁶², les premiers projets de barrages sur la Loire, la pollution maritime en Bretagne⁶³. Sans compter les multiples actions sur les transports parisiens relatées par Jean-Claude Vessillier lors du colloque du 50^{ème} anniversaire et prolongées d'ailleurs par les analyses et actions concernant les nuisances de l'automobile en ville, auxquelles Brice Lalonde participera activement.

Il faut en effet tenir également compte d'apports personnels très importants, à commencer par les siens, qui participent au groupe « Poing sur les i »⁶⁴ en même temps que Jacques Bleibtreu dit Thibault, tous deux anciens de la Gauche syndicale de la Sorbonne. Brice Lalonde crée en 1972 la branche française de Friends of the Earth (Les Amis de la Terre-France), Claude-Marie Vadrot dit Claude Boris, journaliste à *Politique Hebdo* et à *L'Aurore*...⁶⁵.

60. On pense à l'emploi de ce terme dans le rapport de l'Union Internationale pour la Conservation de la Nature, *Stratégie mondiale pour la conservation* (1980), donc moins de dix ans avant que le Rapport Brundtland la consacre. Ignacy Sachs considère que le terme « écodéveloppement » utilisé lors de la conférence de Stockholm lui est équivalent.

61. Cf. ci-après.

62. Cf. ci-après.

63. Lors de l'échouage de l'Amoco Cadiz, Michel Mousel participe à un meeting à Paimpol en compagnie du « clown atomique » Jean Kergrist.

64. Page 12 de « texte agrégé ».

65. Non content de jouer le rôle de pilier écologique du PSU, Brice Lalonde fait aussi bénéficier la presse du PSU de ses talents de dessinateur humoriste.

Des apports également de scientifiques de toute spécialités qui permettent de construire en liaison avec les groupes qui agissent un corps d'analyse, de doctrine, d'alternatives qui n'a pas cessé depuis lors de se développer et de s'enrichir. L'un d'eux, Théo Leray, a raconté leur mobilisation et ses interactions avec le parti, qui ont aussi concerné la CFDT.

Le PSU dans la lutte contre le programme électronucléaire : la jonction entre scientifiques, écologistes, acteurs politiques et sociaux

Une fois lancé le programme Messmer, les scientifiques s'en mêlent : ils s'interrogèrent sur sa pertinence pour deux raisons :

- la politique de communication d'EDF fut si maladroite, qu'ils se sentirent contraints de répondre aux contre-vérités scientifiques dont elle était truffée ;

- [...] Le dialogue entre les pro-nucléaires et les scientifiques – qui doutent comme leur métier l'exige – tourna court. Ils décidèrent alors de publier un Manifeste. En janvier 1976, *Le Monde* publia l'appel de 400 scientifiques (qui furent rapidement 4 000) « appelant la population à refuser l'installation de centrales nucléaires tant qu'elle n'aura pas une claire conscience des risques et des conséquences de ces choix ». Ils demandaient que de vrais débats contradictoires s'instaurent et [...] appelèrent tous les scientifiques (chercheurs, ingénieurs, médecins, professeurs, techniciens) à contribuer, par tous les moyens, à éclairer l'opinion. La large diffusion donnée à cet appel incita les populations concernées par les implantations des centrales à organiser des débats contradictoires sur les avantages et les inconvénients de cette source d'énergie.

Les signataires de cet appel se répartirent en trois groupes :

les premiers s'opposèrent au programme électronucléaire en utilisant des arguments technico-économiques. Ils jouèrent le rôle de contre-experts dans les débats contradictoires. Les seconds travaillèrent à l'élaboration de programmes énergétiques alternatifs au programme Messmer. Ces recherches d'alternatives se firent à travers l'élaboration du « Projet Alter » national et la déclinaison de cette démarche au plan régional ; beaucoup abandonnèrent leur sujet de recherche fondamentale et travaillèrent sur l'utilisation rationnelle de l'énergie et l'exploitation compétitive des énergies renouvelables. D'autres enfin s'intéressèrent à des questions liées aux points les plus sensibles de la technologie nucléaire, tels le retraitement des déchets radioactifs et leur devenir à long terme.

Des scientifiques qui avaient été actifs dans le lancement de l'appel des 400, puis qui avaient rempli le rôle de contre-experts dans des débats contradictoires, avaient perçu que leur opposition au programme n'était crédible auprès de nos concitoyens que s'ils s'engageaient à trouver une alternative à celui-ci. Alternatives sur l'offre (abondante dans l'immédiat, épuisable à moyen terme – et encore, en ne retenant dans le scénario que celles dont la faisabilité technique était pratiquement acquise, car on peut raconter n'importe quoi en imaginant d'improbables ruptures technologiques), pour laquelle se mobilisèrent des chercheurs du CNRS (renouvelables), de l'INRA (Philippe Chartier, en particulier sur la biomasse), Jacques Varet (géothermie).

Alternatives pour la demande (gaspillages, maîtrise de la demande, en liaison avec les organisations exprimant les attentes sociales et les préoccupations sociétales, principalement la CFDT, avec le secteur économique dirigé par Michel Rolant, et le PSU), en même temps que des membres des Amis de la Terre. Ce Projet Alter a été salué encore récemment par Hermann Scheer, porte-parole pour l'énergie du SPD et promoteur mondialement connu

des énergies renouvelables. Il indique que ce fut le premier scénario national de ce type apparu un an avant celui de l'Union of Concerned Scientists pour les États-Unis.

En s'inspirant de cette démarche, des citoyens opposés au programme du gouvernement bâtirent des « Projets Alter » régionaux, de plus court terme que le projet national. Leur démarche consistait à évaluer les besoins énergétiques de leur territoire, à recenser les ressources disponibles sur celui-ci et à expérimenter dans quelles conditions (de fiabilité technique et de compétitivité économique) les « ressources » identifiées pouvaient permettre de satisfaire, de manière compétitive, les « besoins » identifiés. Les chercheurs et ingénieurs qui participèrent à cette double démarche appartenaient à différentes sensibilités politiques et syndicales : PSU, Parti socialiste, écologistes (Amis de la Terre...), syndicalistes (presque exclusivement CFDT). Ainsi, des femmes et des hommes, membres ou compagnons du PSU, ont joué un rôle décisif dans ces luttes qui ont abouti à l'arrêt de nombreuses centrales, dont Superphénix. Ils avaient en commun de rejeter les modèles de développement productivistes : capitaliste ou communiste. Ils « expérimentaient » un nouveau type de développement ! Déjà !

Écologie et écologistes

Le PSU, grâce à l'avance qu'il a prise (et qu'il va garder pendant un certain temps) sur toutes les formations politiques, y compris d'extrême gauche, dans sa volonté d'aborder au fond les questions écologiques et d'agir réellement sur elles, pense pouvoir s'appuyer sur une légitimité peu contestable pour mener un double combat politique : celui de l'intégration de l'écologie dans les visions et les plates-formes politiques ; celui du renforcement réciproque des

écologistes et de la gauche, par l'enrichissement et l'aggiornamento des stratégies de la première et le renforcement des bataillons de la seconde. Mais ce ne sera pas si facile, d'abord, comme on l'a vu parce que certains écologes rejettent toute démarche de ce genre, aussi parce que d'autres ne peuvent pas et surtout ne veulent pas exonérer *a priori* le PSU de cette faute originelle d'être dans la politique.

À la longue, comme on sait, ces attitudes bougeront, sans doute en bonne partie grâce à la perspicacité et l'obstination du PSU, mais entre-temps il aura disparu du désert des Tartares. Sur le plan strictement politique, les difficultés se cristallisent à la fin des fins sur la question des désistements de second tour. De multiples tentatives de candidatures combinées, de listes d'alliance, de soutiens réciproques échoueront et bloqueront les progrès possibles – nombre de fois aussi parce que les écologistes craignent d'être appelés à jouer les roues de secours d'un PSU à l'électorat déclinant. « Ce refus du désistement, plus ou moins bien expliqué ou nuancé selon les groupes ou les associations, est le résultat d'une évolution inquiétante. Car, au-delà des revendications avancées par les groupes qui se réclament de l'écologie politique (autogestion, décentralisation, pouvoirs donnés à des comités de quartier, refus du pillage du tiers monde et des gaspillages de l'énergie, transport collectif et modération de la croissance), on observe un retour offensif des associations "apolitiques" »⁶⁶. Le projet du PSU fut parasité par les circonstances particulières de l'élection partielle de novembre 1976 dans le V^{ème} arrondissement de Paris. En raison du choix de son candidat par le PCF, Henri Fiszbin, personnage

66. Claude-Marie Vadrot, *Tribune Socialiste*, 23 février au 2 mars 1977. L'auteur consacrera un second article, également documenté et argumenté, sur les mouvements écologistes (*TS*, 6-12 octobre 1977).

cherchant à se donner un visage « moderniste », le PSU avait choisi de présenter Victor Leduc dans cette circonscription dotée d'une forte densité d'intellectuels. Puis Brice Lalonde lança sa propre candidature, accompagnée de grands tapages médiatiques annonciateurs de ses succès futurs et d'éléments de campagne assez créatifs (dont une affiche sur Paris dessinée par lui et restée célèbre). Le PSU était coincé. Toute négociation étant vaine, puisqu'un compromis, si Brice Lalonde l'avait accepté, ne l'aurait pas été par ses branchés supporters et il n'y avait qu'une réponse possible : la commission des conflits et l'exclusion, le cas étant sans ambiguïté du point de vue des statuts.

Les règles organisationnelles étaient sauvées et l'effet politique désastreux. Pourtant nous restâmes en contact, y compris pour parler des tactiques électorales. Après le 1^{er} tour des municipales, en 1977, où le PSU avait fait alliance partout où c'était possible avec les partis de gauche, je tentai de convaincre ceux qui étaient rassemblés sous la bannière de Brice Lalonde de prendre une position favorable au vote de gauche pour le second tour, faisant observer notamment l'enjeu que cela représentait pour Paris (où finalement Chirac réalisa le « Grand Chelem »). Le résultat fut en forme de boutade : « Les écologistes penchent à gauche, mais n'y tombent pas », déclara Brice Lalonde... Une autre rencontre eut lieu plus tard, à propos des élections législatives qui devaient avoir lieu en 2008. Le PSU prévoyait de lancer, en vue de ces élections, un appel au rassemblement des autogestionnaires. Claude-Marie Vadrot nous avait invités, Brice Lalonde et moi-même, à explorer ce que l'on pourrait faire pour éviter de retomber dans les errements précédents, craignant en particulier que s'affirme une hégémonie des écologistes « apolitiques actifs », scellant l'absence de l'écologie dans une victoire populaire et les ancrant à droite, crainte qu'il exposait dans les analyses publiées

par *Tribune Socialiste*. Brice Lalonde marqua un intérêt certain pour l'hypothèse d'un Front autogestionnaire, débarrassé de toute ambiguïté quant au second tour, pensant qu'au moins il pourrait concerner le Mouvement Écologique, les Amis de la Terre, un certain nombre de groupes anti-nucléaires actifs sur les sites, une dizaine de milliers de militants environ.

Le résultat ne fut pas à la hauteur d'un tel dessein, ni en rassemblement militant organisé, trop limité à des groupes locaux, à des équipes des Amis de la Terre et au mouvement d'action non-violente (MAN)⁶⁷, ni en résultats électoraux (cf. ci-après l'introduction de Serge Depaquit au troisième chapitre). Entre temps, après un long travail de commissions nationales, le PSU avait articulé un ensemble de propositions qui lui étaient propres et des revendications nées dans les actions décentralisées dans un programme d'actions complétant concrètement les options stratégiques de Toulouse et Amiens, sous le nom de *Vivre Produire Travailler Autrement*. Programme autogestionnaire présenté par le PSU⁶⁸ (VPTA). L'idée était d'inscrire dans un cadre cohérent le corpus de changements apparu dans tout ce qui au cours des dernières années avait nourri l'aspiration autogestionnaire, y compris évidemment en matière d'écologie, comme contribution au rassemblement qui était tenté. Programme autogestionnaire donc, susceptible d'être celui du Front du même nom.

C'est un contre-sens, peut-être une lecture un peu rapide, qui a pu faire penser dans certains commentaires au temps du 50^{ème} anniversaire que, bizarrement, « VPTA » ne comporte que deux pages (186 à 188), sans doute parce que sous-titrées « la pollution,

67. Avec Jean-Marie Muller, Jacques Semelin et le général Parys de la Bollardière, déjà partenaires du PSU et d'IDS dans l'affaire des soldats.

68. Conseil national de Limoges, Paris, Syros, 1er trimestre 1978.

les nuisances, l'écologie » consacrées à l'écologie... Tout le pari du programme était précisément d'intégrer les trois dimensions de la crise, comme on dirait aujourd'hui – économique, sociale, écologique – dans des propositions fédératrices. Cette incompréhension serait-elle donc si durable ?

Plus on va gagner, moins c'est ensemble

Le Congrès d'Amiens avait pour tâche de clore l'année 1974 en remettant sur ses pieds la stratégie décidée à Toulouse et bien malmenée depuis : d'un côté, la ligne autogestionnaire, conflictuelle avec les options principales de la gauche politique et syndicale (hormis dans ce temps encore la CFDT) et, de l'autre, la construction de l'unité populaire, qui impliquait les mêmes, mais pas eux seulement. « Remettre sur ses pieds » ne pouvait pas signifier s'offrir une position confortable. Elle était par essence en déséquilibre, justement propre à faire avancer l'histoire. Cela ne pouvait marcher sans un minimum d'adhésion collective, en interne, et des effets démonstratifs, en externe, les seconds nourrissant évidemment la première.

Les textes d'Amiens s'étaient efforcés d'introduire de la clarté dans ce que le PSU mettait sous le vocable « unité populaire ». « Le passage au socialisme ne peut résulter que d'un large accord populaire », telle était l'entrée en matière. « Mais la construction d'une véritable unité populaire autour de la classe ouvrière ne naîtra pas spontanément, même si elle répond aujourd'hui aux aspirations [...] de la grande masse des travailleurs salariés de l'industrie privée, des services et de l'administration, des paysans qui choisissent le camp des travailleurs, des étudiants et de la jeunesse scolarisée sans débouchés, des milliers de femmes du peuple aspirant à leur libération [...]. Elle s'appuie sur la conclusion

d'accords d'unité d'action entre les organisations qui contribuent à unifier le mouvement populaire pour mettre en échec le pouvoir de la bourgeoisie [et se réalise] à la base et dans les luttes. [Sans elle,] une victoire électorale de la gauche n'ouvrira pas de perspectives de transformations révolutionnaires de la société »⁶⁹.

Tout au cours des années suivantes, le PSU s'est efforcé de convaincre ses partenaires d'aller dans le sens de cette conception à la fois élargie et soucieuse de l'organisation à la base des grandes mobilisations, appuyée sur des « pactes d'unité d'action anticapitalistes » impliquant à la fois partis et syndicats. Mais il rencontra rarement un appui vigoureux. Comme l'avait prédit le texte d'Amiens pour qui « le développement de l'unité populaire se heurtera souvent aux conceptions de l'unité développée par les organisations de gauche, PCF et PS, sans lesquelles pourtant il serait illusoire d'espérer vaincre ».

Aucune n'était prête à prendre le risque d'avoir à gérer des initiatives populaires hors des lignes de service d'ordre (il suffisait bien que l'on confonde cette perspective avec la présence progressive de groupes dits « autonomes », violents, provocateurs et parfois infiltrés).

Le PSU s'est battu aussi pour promouvoir des réactions unitaires lors d'affrontements durs avec le pouvoir. Ainsi agit-il continûment pendant l'affaire des soldats, jusqu'à une ultime réunion unitaire partis-syndicats où il se vit proposer un texte commun tellement réservé qu'il ne pouvait qu'apparaître, en creux, comme une réprobation de certains aspects de la bataille engagée dans les casernes et les navires. Des organisations présentes, deux seulement comptaient des appelés emprisonnés ou poursuivis, et n'avaient pas souhaité organiser cette riposte en abandonnant leurs

69. IX^{ème} congrès du PSU, Amiens, décembre 1974, Paris, Syros, p. 16-17.

propres militants. Le PSU étant le seul à s'obstiner à dénoncer ce qu'il considérait comme une trahison, il dut se retirer, seul, mais put rassembler assez de mouvements pour placer les fêtes de fin d'année sous le signe de l'exigence de libération des victimes de la répression. L'intervention du PSU sur cette thématique atteignit son point culminant lors de la rupture des négociations d'actualisation du programme commun à la fin de l'été 1977.

Les municipales et l'union de la gauche

La grande affaire de 1977 allait être les élections municipales, qui devaient fournir un baromètre de l'état de l'opinion, après les législatives partielles de 1976, plutôt sur les rapports droite/gauche que sur la compétition PC-PS, puisque assez tôt il apparut que les partis signataires du programme commun présenteraient des listes d'union. Pour le PSU, outre l'occasion fournie de consolider son rétablissement trois ans après les Assises, un réseau dense de municipalités de gauche et parmi lesquelles lui-même pourrait agir serait d'une grande utilité pour faciliter les mobilisations populaires nécessaires en cas d'arrivée de la gauche au gouvernement, hypothèse qui prenait chaque jour un peu plus de vraisemblance.

Le PSU y consacra une intense activité. D'un côté, il poursuivit le recueil de propositions (dont certaines allèrent ensuite alimenter le programme d'actions VPTA), et élaborera sous la direction de Jacques Sallois (François Dalbert) sa Charte municipale qui décrivait sa conception du rôle des élus et constituait le socle des engagements des candidats du parti ou liés à lui ; d'un autre côté, il négociait avec les partis du programme commun, un à un, pour franchir l'obstacle qu'ils avaient dans un premier temps opposé – la non-signature du programme commun – et faire accepter sa participation aux listes et

aux organes communs de campagne sans aucun acte d'allégeance. Est-ce la force de conviction de notre plaidoirie, ou simple calcul arithmétique en termes de pourcentages, puisque celui que l'on voulait bien estimer suffisait quand même à l'emporter dans nombre de villes, nous parvînmes au résultat, non sans quelques moments drôlatiques⁷⁰, ni commentaires calomnieux (on aurait rallié le programme commun, laissaient entendre divers organes de presse, de *Rouge* au *Nouvel Observateur*).

Est-ce ce climat qui convainquit les anciens (mais récents) de l'AMR de faire volte-face, de combattre cette tactique et d'aller jusqu'à envisager un « sortisme » après avoir juré qu'en venant au PSU ils ne faisaient pas de l'entrisme à la mode des vieilles manigances trotskystes⁷¹ ? Et alors que dans nos conversations antérieures à leur adhésion, Gilbert Marquis et Maurice Najman, avertis par mes soins de la probabilité d'une politique d'union pour les municipales, s'étaient montrés fort compréhensifs. On ne peut pas non plus exclure que la crise interne qui avait éclaté à la Ligue communiste révolutionnaire les ait fait spéculer sur d'autres formes de recomposition⁷².

Le fait que le débat rebondisse sur un sujet quelque peu dépassé (que fait le PSU pour l'unité des révolutionnaires ?) va plutôt dans ce sens. Peu de temps auparavant, Yvan Craipeau m'avait envoyé de Nice une lettre amère sur un thème qui lui était cher : « Le PSU

70. Robert Fabre (radicaux de gauche) proposant une alliance « des petits contre les gros »...

71. Ce qui correspond exactement à l'entrisme, c'est un jeu du « in » et du « out » où l'on compte bien se retrouver plus nombreux à la sortie qu'à l'entrée. De ce point de vue, il n'y eut pas de démonstration de l'efficacité du procédé, puisque le bilan fut presque équilibré et modeste. Reste l'effet psychologique négatif.

72. Cf. *Tribune Socialiste*, numéros 727 et 728.

continue à avoir le cul entre deux chaises », comme avant 1974, c'est-à-dire entre réformistes et révolutionnaires. Pourtant il ne niait pas la nécessité d'accords avec partis et syndicats de gauche, ni même pour une bonne part l'usure du rituel des négociations de rassemblement avec des organisations qui n'y voyaient guère que des opportunités de dénonciation de la mauvaise volonté du partenaire tant désiré... Le glissement de langage du PSU, de l'unité des révolutionnaires au « regroupement du courant révolutionnaire autogestionnaire » depuis Toulouse et Amiens avait un sens. Et au moment même où, dans une interview recueillie par Léo Goldberg, Alain Krivine déclarait que « La Ligue communiste révolutionnaire, en tant que telle se réclame de l'autogestion socialiste, sans pour autant remettre en cause les principes léninistes d'organisation », il était mal venu de nier l'existence d'une petite contradiction⁷³. D'ailleurs, Yvan Craipeau fit lui-même le rapport favorable à l'exclusion de l'AMR lorsque celle-ci, imitant le comportement des maoïstes cinq ans plutôt, par la création en interne de « Comités Communistes Autogestionnaires », subit le même sort. Entre temps, le X^{ème} congrès du PSU réuni à Strasbourg approuvait l'orientation proposée par la Direction nationale.

73. *Tribune Socialiste*, n° 728.



Michel Mousel à la tribune du Congrès de Strasbourg – Janvier 1977.

« Raz-de-marée » de gauche pour les médias, le résultat électoral, même s'il mérite pour le PSU une qualification plus modeste, fut à la hauteur des espoirs qu'avait mis le parti dans ses efforts pour être présent sur les listes communes – à condition de ne pas parler de Paris où l'échec de la gauche face à Chirac fut lourd de conséquences politiques.

Comme il l'avait indiqué avant les municipales, le PSU va intervenir pour appuyer la constitution d'une Fédération des Élus Autogestionnaires (FEA), notamment par un appel d'élus paru dans la presse. C'était un engagement politique du PSU : élus sur des listes d'union ou pas, tous ceux qui se réfèrent explicitement à l'autogestion socialiste devaient pouvoir recevoir l'appui et les moyens de communication propres à cette orientation et non pas dépendre d'autres formations. La FEA fut effectivement constituée les 21 et 22 mai 1977.

La gauche « classique » désarticulée

La Direction politique nationale des 23-24 avril 1977 se prononce pour « un large débat au sein de la gauche et devant les masses sur les problèmes fondamentaux que devra affronter une expérience gouvernementale de gauche et sur les transformations profondes capables de créer, pour les travailleurs, la possibilité du passage au socialisme ». Elle précise que ces débats devraient porter notamment sur les nationalisations, la politique économique et sociale, les libertés, les relations internationales, bref, revisiter des domaines entiers du programme commun. Simultanément, elle lance une première campagne « Pour les 35 heures de travail hebdomadaires »⁷⁴. Dans la foulée, le Bureau national propose des discussions au PCF et au PS, ainsi qu'à la CGT, la CFDT et la FEN⁷⁵. Cette proposition va presque coïncider avec l'engagement, par les partis signataires du programme commun, de discussions en vue de sa réactualisation.

La rencontre avec la CFDT a lieu le 8 juin. La CFDT rappelle que l'action des forces syndicales et politiques de gauche doit se faire en respectant l'autonomie des fonctions et des décisions de chacune. Après les constatations d'usage sur la période et les luttes, on ne peut que constater que la CFDT n'entend pas dépasser, sauf exceptions ponctuelles, le strict cadre intersyndical. Elle rappelle qu'à son avis le programme commun « n'affronte pas suffisamment l'héritage centraliste, étatique et productiviste de la société capitaliste française ». Edmond Maire a déclaré qu'il serait tout aussi important qu'existe une sorte de « programme syndical

74. Voir Bernard Billaudot, *TS*, n° 739, 28 avril-4 mai 1977.

75. Qui sera adoptée avec 19 % d'abstentions.

commun ». En fait on a noté que la rencontre précède de peu le Conseil national qui adoptera la plate-forme de revendications et d'objectifs immédiats que le PSU accueille favorablement.

Fin juin, la CGT rend publiques ses propositions. Cela fournit l'occasion de comparer l'état respectif des orientations des deux centrales. Elles mettent beaucoup plus l'accent sur des exigences très élevées en matière de salaires et de rémunérations en général. Les préoccupations relatives au travail posté, à l'évolution des conditions de travail et à la sécurité, la nature des choix d'investissement des entreprises sont moins apparentes que dans le texte de la CFDT et paraissent plus relever « d'une démocratisation des institutions actuelles (comités d'entreprise, CHS, délégués du personnel) et d'un système représentatif que par des pouvoirs nouveaux d'intervention directe »⁷⁶. Et bien entendu la vision des nationalisations : la CGT attire l'attention sur « l'importance d'une définition suffisamment large des nationalisations à réaliser rapidement pour assurer la cohérence et les moyens d'une nouvelle croissance⁷⁷ ». Avec le PS, une fois traitées les questions d'alliances électorales, le débat ne s'approfondit guère. Ses interlocuteurs extérieurs ne peuvent que se heurter à la fracture entre ceux qui sont à la recherche d'un délestage du programme commun et ceux (le CERES) qui s'en font au moins les gardiens.

Pour le PSU, ce clivage n'est pas pertinent puisqu'il porte sur une même échelle, le gradient de radicalité économique, et (notamment au CERES) le « républicanisme » (national et autoritaire) des institutions verbalement autogestionnaires, et de ce fait fréquemment confondu avec une opposition droite/gauche. Les rapports avec le PS concernent en général beaucoup

76. Yves Sparfel, *TS* du 7 au 12 juillet 1977.

77. *Le Peuple*, 16 au 30 juin 1977

plus des domaines sectoriels (les libertés, les pays du Sud avec Lionel Jospin, le contingent, malgré Hernu, le nucléaire, au fur et à mesure de l'approche des présidentielles de 81, avec Michel Rolant...). Ce dernier participe d'ailleurs à un courant scissionniste du CERES, « Rassemblement pour l'Autogestion »⁷⁸, avec lequel le PSU nouera de nombreuses relations, même au-delà de sa courte existence : son faible score à Metz (3,2 %) le conduira à se fondre dans le courant Mauroy.

Les échanges vont plus loin avec le PCF, sinon sur les formes et le contenu de l'unité proprement dite, mais en tout cas sur les débats. Notamment en bilatéral, avec la mise en place d'une commission de travail commune pour confronter les positions respectives « et favoriser la convergence des objectifs politiques de toutes les formations de gauche »⁷⁹.

Cette commission, après avoir déterminé les thèmes sur lesquelles cette confrontation devra porter, mènera ses travaux jusqu'à la publication d'un document Constat de convergences et de divergences, examiné une dernière fois en commun par le Bureau politique du PCF et le Bureau national du PSU, le 4 novembre, et publié simultanément par *France Nouvelle* et *Tribune Socialiste*. Ce n'était pas donné d'avance. Le PCF devait accepter de publier dans les colonnes de sa presse des éléments de doctrine hétérodoxes sans se croire obligé de signaler partout la position « juste ».

Le PSU n'entendait pas paraître prêter main forte au PS dans les polémiques qui s'ouvriraient, ni laisser instrumentaliser l'opération en sens inverse. À défaut donc de dire son mot dans les discussions de réactualisation du programme commun, le PSU parvient à être

78. Nommé aussi « courant Pierret ».

79. Communiqué commun PCF-PSU.

reconnu comme interlocuteur de la plupart des forces de gauche. Mais bien des propositions qu'il avance, comme les 35 heures, sont complètement escamotées. Tout se passe comme si chacun retenait son souffle au moment où allaient s'ouvrir les négociations.

Et pour cause. Le torchon commençait à brûler quand se tint le « Sommet de la gauche » en septembre. Chacun sentait bien que la visée de la négociation n'était pas la même pour le PS – soupçonné, et pas toujours à tort de chercher à assouplir le programme, de donner plus de latitude aux mesures économiques et sociales en cas de nécessité de politiques d'austérité⁸⁰, etc., et pour le PCF, cherchant plutôt à le radicaliser « quantitativement ». Pour des raisons profondes évidemment différentes, voire opposées, Robert Fabre, soucieux de renforcer le poids des radicaux en se faisant le champion des couches moyennes, et Georges Marchais, ulcéré de l'irrésistible ascension du PS dans l'opinion à chaque nouvelle consultation électorale, chacun de son côté, torpillèrent le processus qu'au moins le second avait appelé bruyamment de ses vœux.

Le 25 septembre tout était terminé, et le programme commun serait resté aux oubliettes s'il n'en avait été curieusement extirpé par le gouvernement Mauroy au lendemain des législatives de 1981. C'est dans ces conditions que le PSU lança une campagne intense « Pour un accord d'unité populaire pour sortir de la crise par une voie anticapitaliste ». En particulier, l'appel aux travailleurs, aux partis, syndicats, organisations populaires, fit l'objet d'une diffusion massive. Ce fut sans doute dans cette période sa plus forte contribution à faire connaître en quatre pages le contenu populaire et concret des objectifs des autogestionnaires

80. La ligne « Soares » comme ce fut dit parfois, par référence aux suites de la Révolution des œillets.

(emploi, égalité, droits des travailleurs, choix des objectifs de développement, 35 heures...) avec l'adoption d'un processus pour qu'ils soient adoptés par la gauche.

Et il reprit, pour la seconde fois de l'année, son bâton de pèlerin auprès des organisations syndicales, y compris la Fédération de l'Éducation Nationale.

Le Secrétariat national du PSU fit, par-delà les communiqués communs, un bilan public et extrêmement instructif des trois rencontres principales : « Le PSU n'a pu qu'être frappé par le manque de recul que chacune des grandes organisations syndicales marquait par rapport à la situation immédiate et à ses enjeux. Appartenait-il à chacune d'entre elles de désigner "son" responsable de la crise, ou plutôt d'analyser au fond, et par rapport à ses préoccupations propres, les points d'accrochage essentiels entre le PCF et le PS ? La préférence marquée pour la première attitude pouvait les conduire à souhaiter du PSU qu'au moins lui, qui n'avait pas été impliqué dans ces négociations, conforte la position de l'un ou de l'autre des partenaires.

Il n'a pas été question d'entrer dans ce jeu, ce qui explique sans doute les déclarations aigres de la CFDT et le laconisme [...] des discussions avec les deux autres [...]. Si la CFDT s'est montrée dépitée que nous ne « blanchissions » pas le PS, la FEN ne nous a rien demandé de tel et la CGT a compris que nous ne « blanchirions » pas non plus le PCF [...].

Dans ses conclusions finales aux rencontres avec les partis, la CFDT a repris un certain nombre des analyses que nous avons présentées, et qu'elle paraissait initialement contester...

Les trois organisations se sont dérochées à la question centrale que nous leur avons posée : « Pourquoi les syndicats ne prendraient-ils pas ensemble l'initiative de débats auxquels seraient conviés les

partis politiques, sur les problèmes qui touchent le plus directement les travailleurs... ».

Chacune nous a répondu que ça serait utile si les autres le voulaient bien, mais qu'elle savait d'avance que ce serait refusé⁸¹. Cela ne demande aucun commentaire particulier, mais pose une question d'histoire où gît peut-être l'une des clés des cafouillages de cette période : pourquoi les deux formations de gauche les plus proches dans leurs approches sociétales ont-elles réussi dans l'action à ne pas coopérer, à produire de la synergie, et cela jusqu'à la veille de l'arrivée des partis au gouvernement ? PSU et CFDT, ce n'était pas Maire et Rocard en Castor et Pollux. C'étaient des équipes, des collectifs, des anciens combattants et des nouveaux, des travailleurs intellectuels qui étaient vraiment sur ce sujet, côté des travailleurs, et des travailleurs qui travaillaient avec des intellectuels depuis l'époque de Reconstruction, qui en principe avaient la même horreur du stalinisme, de la bureaucratie et de l'autoritarisme, de la bourgeoisie catholique-française, etc.

L'agenda des années 70 est étrange de ce point de vue, car la convergence du PSU et de la CFDT sur le fond de l'autogestion n'avait pas encore atteint son apogée que déjà la Confédération jouait l'élimination du parti de la scène, cependant que durant toutes les années, jusqu'à la fin de la décennie, la composante cégétiste des appartenances syndicales des militants PSU ne cessait d'augmenter pour devenir largement prépondérante (77% dont 18% par le SGEN en 1981, face à 12% pour la CGT et 6% pour la FEN). Certes, il y avait une forte disproportion de tailles et le comportement de la plus grande ne joua guère en faveur de l'affirmation de la seconde. On peut comprendre aussi qu'un

81. Secrétariat national du PSU, *Tribune Socialiste*, 21 décembre 1977-4 janvier 1978.

certain style « gauchiste » de l'après 68 ait indisposé la CFDT pour de multiples raisons éthiques, pratiques, langagières, organisationnelles, surtout celles-ci. Mais la CFDT avait pris l'habitude, suite à certaines pratiques notamment de trotskistes, de voir la courroie de transmission de Lénine un peu partout, en mélangeant le fait que la démocratie interne n'existe pas si les intéressés ne sont pas en mesure de préparer les délibérations auxquelles ils sont appelés, et pas non plus si l'on admet qu'ils puissent être manipulés de l'extérieur. Plus on est démocrate et plus on doit être vigilant sur le respect des règles communes.

Il y eut évidemment des fautes ou plutôt, venant du PSU, quelques maladresses. Que l'affaire des soldats ait compliqué les problèmes surtout au niveau des unions départementales et locales, c'est probable, et d'autant plus que le PSU n'avait peut-être pas toujours averti les militants d'IDS, dont beaucoup venaient de l'AMR (mais certains étaient membres du PS !), sur les prudences nécessaires. Mais, lorsque, à toute réunion avec la CFDT, l'interlocuteur principal du PSU commençait par une liste des griefs qui remontaient des fédérations ou des unions départementales pour manque de discernement d'un militant dans ses fonctions politiques ou syndicales, il faut bien dire qu'outre la puérité du procédé il s'agissait souvent de peccadilles. Ce n'est tout de même pas pour prévenir cela qu'Edmond Maire a souhaité, en 1973-1974, la disparition du PSU...

Quant à permettre au soldat Rocard d'échapper à l'emprise du PSU, on pouvait faire plus simple et plus vite si tel était l'objectif. En fait cela s'inscrit surtout dans l'évolution de la CFDT vers son « recentrage » syndical de la fin de la décennie. Frank Georgi⁸² voit

82. Frank Georgi , « Le monde change, changeons notre syndicalisme. La « crise » vue par la CFDT (1973-1988) », *Vingtième siècle*. Revue d'Histoire,

dans la place des communistes dans l'alliance de gauche et dans la crise le « tuilage » qui s'opère des Assises au rapport Moreau. D'abord Edmond Maire craint une hégémonie politique du PCF au sein de la gauche, qui, à coup de dogmatismes et de surenchères, l'empêchera de gouverner dans un environnement hostile. Il estime aussi qu'il faudra au syndicalisme une forte concentration sur son « cœur de métier », la négociation et la contractualisation.

Ses conseillers, dont plusieurs sont des anciens du PSU, poussent le raisonnement jusqu'à estimer que ce recentrage appelle un syndicalisme moins radical et moins interventionniste politiquement. Si elle est discutable et fragilisée par ses contradictions, cette réflexion est au moins respectable : le PSU le sait puisqu'il a eu connaissance régulièrement de l'évolution de la pensée de Bruno Trentin, laquelle aurait aussi influencé Edmond Maire.

Mais on est un peu loin du PSU et, du côté CFDT, on n'a pas attendu l'approfondissement de la crise pour dégrader les relations, ni la vérification de l'effacement du PCF, pour s'interroger sur la pertinence de la stratégie adoptée, non plus que l'échec de l'équation (PS+Rocard) pour laquelle elle s'était impliquée dans une opération politique comme jamais elle n'en avait encore connu : elle s'y est brûlé les doigts. La critique au sein du syndicat ne vint pas des seuls amis du PSU ou d'adversaires de gauche du PS, mais aussi de militants de tradition plus méfiante à l'égard de la politique.

Ainsi faiblirent les relations avec le PS – jusqu'à une position très critique vis-à-vis de la plupart de ses gouvernements, puis un abandon de l'autogestion, puis un abandon du socialisme dans ses références. Cependant qu'apparaissaient, par réaction,

des tendances scissionnistes sur des bases très éloignées de la philosophie confédérale.

Peut-être n'y eut-il qu'une succession (et conjonction) d'erreurs de manœuvre, mais le PSU eut beaucoup à y perdre. Et surtout l'autogestion. Et le temps présent.

Bibliographie.

- IX^{ème} congrès du PSU, Amiens, Paris, Syros, décembre 1974.
- Conseil national de Limoges, Paris, Syros, 1^{er} trimestre 1978.
- Roland Cayrol, « Implantation et sociologie du PSU » in Michel Rocard, *Le PSU et l'avenir Socialiste de la France*, Paris, Seuil, 1969.
- Robert Chapuis, *Si Rocard avait su... : témoignage sur la deuxième gauche*, Paris, coll. des Poings et des Roses, L'Harmattan, 2007.
- Hélène Hatzfeld, « Faire de la politique autrement », *ADELS Revue Territoires*, Rennes, Presses Universitaires de Rennes, 2005.
- Marc Heurgon, *Histoire du PSU*, tome 1, coll. Textes à l'appui, Paris, La Découverte, 1994.
- Henri Laborit, *L'Homme et la Ville*, Paris, Flammarion, 1971.
- Henri Laborit, *Idées pour l'autogestion*, Paris, Cerf, 1973.

C'est quand, l'heure, pour le pouvoir aux travailleurs ?



Par Michel Mousel⁸³

La vision de l'entreprise dirigée collectivement par ses propres travailleurs est un thème aussi ancien que le mouvement ouvrier. Son ambition – réaliser l'émancipation totale des travailleurs, par eux-mêmes, de la domination capitaliste –, la pensée théorique, comme les expériences concrètes qui lui sont associées, ont profondément imprégné son histoire. Et pas plus que pour l'histoire en général selon les prophéties de Fukuyama, le monde n'en a fini avec cette histoire-là, sous le prétexte qu'il y aurait eu un « âge d'or » de l'autogestion dans les années 70, suivi d'une extinction sans retour au passage du XX^e au XXI^e siècles.

Si le concept d'autogestion identifiable à la « vision » énoncée ci-dessus est sommairement contemporain de toute cette histoire, le mot quant à lui est récent : il apparaît dans la littérature (de certains courants libertaires et communistes antistaliniens) au début des années 50, comme traduction littérale en français du terme formé en serbo-croate pour désigner le système de gestion économique par les travailleurs mis en place en République Socialiste Fédérative de Yougoslavie, à la suite de la rupture entre

83. Texte rédigé par Michel Mousel en 2015 pour un livre non paru sur l'autogestion.

Tito et Staline intervenue en 1948-1950⁸⁴, soulignant le contraste politique entre le régime voulu par le premier, et l'État autoritaire et centralisé maintenu par le second.

Son emploi en langue française s'est en quelque sorte pérennisé après 1962 à propos « des biens vacants, surtout les domaines agricoles laissés à l'abandon parfois très dégradés au moment des départs précipités des anciens colons, que le gouvernement [algérien] décide de faire fonctionner en autogestion, entre 1962 et 1966⁸⁵ ».

Des fondamentaux désormais communément admis

Le couplage du mot « gestion » avec le radical « auto » – c'est-à-dire « soi-même » (notamment dans un sens collectif), de soi-même, par soi-même – n'est pas sans rapport avec la vogue du mot après 1968. En effet, elle ouvre la voie à sa déclinaison avec toute une gamme de substantifs étroitement liés à l'autogestion ou que celle-ci contient, enveloppe ou appelle. Ainsi, lorsque Marx et Engels proclament que « l'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes », l'idée peut être condensée en “auto-émancipation”⁸⁶. Elle s'adapte bien également à l'anglais « self-government » (auto-gouvernement) ou à l'allemand « Selbsttätigkeit » (activité autonome), toutes versions comportant des nuances dont seule une périphrase peut rendre

84. La Yougoslavie des conseils et de la planification fut admise à partir de 1955 avec des droits de plus en plus comparables à ceux des autres pays membres au sein de l'OECE (puis OCDE).

85. Pierre THOME, *Créateurs d'utopies*, éditions Yves MICHEL, 2012.

86. Terme suggéré d'ailleurs par Maximilien Rubel, traducteur de l'édition de Marx et Engels dans « La Pléiade » et lui-même proche du courant « Socialisme ou Barbarie ».

compte. Autogestion contient aussi « autodétermination » (c'est une sorte de droit du peuple à disposer de lui-même) et « auto-organisation » (elle ne peut se limiter à la gestion au sens étroit de l'entreprise : technique, commerciale, comptable, etc.) Mais on pense surtout à l'autonomie (s'appliquer ses propres lois) en tant qu'acception inverse de l'hétéronomie (subir les lois imposées par autrui) qu'impose la classe dominante à la classe dominée

Or ce couple autonomie/hétéronomie occupe une place centrale parmi les multiples références de l'autogestion, comme tout ce qui concerne l'aliénation et le salariat. La première prive le prolétaire des produits de son travail au profit du possesseur des moyens de production ; le second est le statut du salariat qui permet cette aliénation, et l'abandon de toutes ses capacités physiques et intellectuelles à celui qui le rétribue, généralement le même. Ce sont les deux motifs majeurs de chercher à s'en affranchir, et donc de réaliser l'autogestion.

Ces bases sont aujourd'hui à peu près consensuelles chez ceux qui partagent cet objectif. Il en est de même des quatre exigences suivantes, au moins dans leur principe :

1) En ce qu'elle vise à restituer son autonomie au travailleur, l'autogestion suppose l'abolition des différentes formes et causes d'hétéronomie, au premier chef le salariat (qui se voit supplanté par le « travail coopératif »), et la propriété privée des moyens de production (cédant la place à l'appropriation sociale) ; mais c'est l'autonomie de l'être humain lui-même dans son ensemble qui doit être lui être restituée par l'autogestion, d'où son large champ d'application ; d'où aussi l'affirmation de l'incompatibilité de l'autogestion avec le capitalisme – ou alors on est déjà en situation de tension extrême entre le mouvement social et les autorités politiques ;

2) Celle-ci, de même que l'invention d'organes et procédures

de délibération, de décision, d'exécution enracinés sur le lieu de travail, rompant avec l'exercice d'une autorité hiérarchique, en sont les corollaires ; particulièrement la démocratie directe et la révocabilité de toute délégation, à la différence de la démocratie parlementaire qui fonde la communauté des travailleurs dans un corps électoral socialement indifférencié. Il s'ensuit que l'autogestion introduite dans certains secteurs de l'économie appelle son extension à l'ensemble de l'économie ;

3) L'évolution du capitalisme depuis les origines témoigne de sa volonté d'étendre l'exploitation jusque dans tous les domaines de la « vie quotidienne ». La réponse ne peut que s'inspirer de celle appliquée au domaine du travail productif, et s'appuyer sur celle-ci en la généralisant : non plus seulement dans le champ de la production, mais aussi dans celui de la reproduction de la force de travail : où l'on retrouve l'idée que l'autogestion s'applique à l'ensemble⁸⁷ des activités de la société.

4) L'autogestion, dans son accomplissement, renverse un pouvoir, celui des classes possédantes et lui en substitue un autre, (celui des prolétaires). Mais le « changement » n'est pas seulement celui des hommes, c'est aussi le remplacement d'un mode de domination par une démocratie de la délibération et de l'expression, au final, d'un consentement libre et conscient. La révolution socialiste est l'acte majeur de ce basculement. Encore faut-il assurer la transitivité du respect des présents principes dans toutes les étapes de réalisation de l'autogestion. « Elle est la voix et l'issue, la force qui peut soulever les poids colossaux qui pèsent sur la société et l'accablent. Elle montre le chemin pratique pour changer la vie, ce qui reste le mot d'ordre, et le but, et le sens d'une révolution⁸⁸. »

87. Castoriadis, « Activité créatrice libre se déterminant elle-même », 1955.

88. Henri Lefebvre, n° 1 de la revue *Autogestion*, 1966.

L' « état de l'art » à la mi-temps du XX^e siècle

Une révolution qui doit endosser de telles exigences, pour ne pas manquer son objectif libérateur, en les traduisant en modes opératoires. Mais, pour les « pères fondateurs » du XIX^e siècle, autant l'utopie (dans le bon sens du terme) peut être intellectuellement élaborée, autant l'histoire dépourvue de références pertinentes dans le passé et l'absence de prospective réduit toute velléité d'anticipation à un exercice risqué et peut-être vain.

D'où ce paradoxe : la voie de la description de possibles « révolutions autogestionnaires » a été peu empruntée par les théoriciens du mouvement ouvrier, cependant qu'ils se suspectaient réciproquement d'être toujours prêts à outrepasser, voire à trahir les principes ci-dessus, si ce n'est même à pactiser avec l'ennemi faute de courage et de clairvoyance (s'agissant en tout cas des réformistes les plus complaisants).

Au point que les écrits portant sur la révolution socialiste s'inspirent principalement d'une analyse des mécanismes des révolutions bourgeoises – à l'exception de la Commune de Paris – mais peinent à intégrer les spécificités (sociologiques, culturelles, historiques...) du passage d'un État capitaliste à un État socialiste, qui ne sont pas les mêmes que d'un État féodal à cet État bourgeois. Les références contemporaines sont, elles, pour le moins tardives⁸⁹, eu égard à la maturation de la lutte des classes ;

89. Que dire de Lénine écrivant *L'État et la révolution* dans les semaines qui précèdent la prise du pouvoir d'octobre 1917, laquelle va contredire certaines des thèses qui y sont formulées et confirmer les dangers qu'elles contenaient ? La question mérite d'autant plus d'être posée que, dans ce texte célèbre, il y a au moins un grand absent : les soviets, à qui selon l'auteur par ailleurs devraient revenir « tout le pouvoir... sans compter le rejet sans

et ce furent pour l'essentiel des échecs de révolutions à potentialité autogestionnaire qui coûtèrent un prix exorbitant en capacité de mobilisation ultérieure des prolétariats du monde entier.

On évoquera ici deux questions majeures que l'on peut estimer n'avoir pas été complètement éclaircies avant la montée en puissance du thème qui nous occupe au lendemain de mai 68.

1. – La première s'énonce ainsi : quel peut être le fait, ou le groupe social, déclencheur d'une « entrée en autogestion », à quoi le reconnaît-on et quel impact a-t-il sur la suite ? À l'expérience, trois types de situations peuvent être citées. Dans la première, les travailleurs saisissent les opportunités propres à l'économie de la firme, de la branche, de substituer au pouvoir patronal défaillant dans sa gestion ou ses initiatives leur organisation collective qui délibère, et met en œuvre les conclusions démocratiquement élaborées, s'ils soulagent ainsi au moins pour un temps l'État et la société des désordres sociaux et autres susceptibles d'intervenir, ils peuvent être tolérés ou protégés, encore que le patronat soit peu enclin à endosser de tels aveux d'incapacité ; ce scénario correspond à l'apparition – parfois éphémère – d'expériences de coopératives (ou associations mutualistes privilégiées par les proudhoniens) dans des secteurs variés. Le second cas est celui du conflit classique mais animé par une dynamique tendant à accentuer le rapport de force en faveur de la communauté des travailleurs jusqu'à arracher au patronat des parts de plus en plus importantes de son pouvoir sans partage. Il y a une troisième situation, intermédiaire entre les deux premières, où la grève avec occupation du lieu de travail sert

appel du fédéralisme, le « centralisme » de Marx à l'appui, sans distinction de période ni de circonstance. Il est vrai que les soviets réapparaissent avec toute leur importance en octobre dans Lénine, « Les bolcheviks garderont-ils le pouvoir ? », *Prosvéchtchénié*, n° 1-2, octobre 1917.

à la fois d'indicateur de la mobilisation des salariés, mais aussi d'avertissement au cas où la direction ne prendrait pas assez au sérieux la recherche d'une issue.

La variété des contextes, les avatars des premières expériences concrètes, le manque de rigueur de certains socialistes utopistes, ont conduit très tôt les dirigeants du mouvement ouvrier à émettre des directives et des garde-fous concernant en particulier la capacité de chacun des types d'action à renforcer ou au contraire affaiblir le rapport de force et l'extension des conflits. Dès 1866, la Première Internationale inscrivait le « travail coopératif » dans ses priorités, portant une conception très radicale de la démocratie sociale, ainsi qu'une vision très politique, articulant développement des coopératives et propriété sociale des moyens de production, sans oublier que « le pouvoir gouvernemental, arraché des mains des capitalistes et des propriétaires fonciers, doit être manié par les classes ouvrières elles-mêmes. ». On sent dans cette adresse émise à un moment où Marx domine l'Internationale, la trace d'une controverse connue entre lui-même et Proudhon dont il n'apprécie guère l'idéalisme concernant la naissance, le développement, l'unification des associations mutualistes, ni le fédéralisme souvent confus, qu'il estime trop susceptibles de compatibilité avec la poursuite du pouvoir de la bourgeoisie. Pour autant, et contrairement à une idée répandue, s'il est réservé, il ne récuse pas *a priori* les coopératives. En 1875, alors qu'il prend grand plaisir à mettre en pièces le programme du Parti socialiste des travailleurs d'Allemagne (futur SPD), il est plus nuancé en écrivant que « pour ce qui est des sociétés coopératives actuelles, elles n'ont de valeur qu'autant qu'elles sont des créations indépendantes aux mains des travailleurs et qu'elles ne sont protégées ni par les gouvernements,

ni par les bourgeois »⁹⁰ ce qui revient à rappeler que, n'étant pas nécessairement issues d'un mouvement social capable de les soutenir durablement, elles sont plus vulnérables face à la bourgeoisie et son gouvernement.

On voit bien que c'est donc dans le premier cas – coopératives et autres – c'est leur autonomie réelle vis-à-vis de ceux-ci (et donc y compris par rapport au marché) qui constitue le critère permettant de les considérer comme partenaires de l'édification du pouvoir ouvrier. Cette considération est de grande importance aujourd'hui, dans la mesure où ce qui était à l'époque le champ des coopératives ouvrières (de production) a fait place à des ensembles aux contours plus flous, d'abord dans le champ de la consommation et de la protection sociale, puis dans celui nommé, en France, « économie sociale et solidaire.

À nouveau, le besoin se fait sentir d'une clarification de la position de ces organismes dans le mouvement social.

[Soviets, dictature du prolétariat, dictature sur le prolétariat]

2. – La seconde est celle de l'enchaînement possible des actes qui assurent l'hégémonie des conseils sur les structures de commandement mises en place par l'État bourgeois, la substitution des premiers au pouvoir de la bourgeoisie, l'utilisation de ces moyens pour achever la généralisation de l'autogestion. Elle demandent que soient éclaircis des problèmes de « chaînage » des phases, de durée, de conformité des moyens utilisés aux buts poursuivis.

90. Parmi les rééditions récentes, Karl Marx, *Critique du programme de Gotha*, trad. S. Dayan-Herzbrun, les Éditions sociales, coll. Geme, 2008.

Les événements de Russie, en 1905, puis 1917 et suivantes, illustrent le fait que, en l'absence de ces clarifications apparaît un déficit d'élaboration stratégique. On peut bien sûr toujours rappeler l'état de l'économie, de l'éducation du prolétariat, les troubles intérieurs, les menaces de guerre et toutes les priorités qui en découlent.

Connaît-on des ébranlements révolutionnaires qui aient été épargnés par ce genre d'obstacles à la réalisation du projet ? L'usage banalisé du mot « soviét », sa reproduction phonétique dans toutes les langues l'ont quasiment fait oublier : un soviét, c'est un conseil au sens « autogestionnaire » du terme.

L'apparition de ces conseils (d'ouvriers, de soldats, de paysans, mais aussi progressivement locaux) en 1905 et 1917 répondait initialement à cette radicalité. Mais les soviets de 1905 furent surtout des moyens d'organisation de la lutte, cependant que ceux de 1917, relevant initialement de la même inspiration et du mimétisme à l'égard de la « répétition générale » de 1905, tout en contribuant à forger l'identité officielle (et propagandiste) des « Républiques des Soviets » et de leur union organique, dépérissent en fait sous les doubles coups de l'autoritarisme du pouvoir central, de la bureaucratie, et de la période de normalisation post-révolutionnaire. « En Russie, les ouvriers, [...] se sont emparés des usines et ont essayé, tant bien que mal, de les faire marcher. À de très rares exceptions près, le contrôle ouvrier, même étendu à toutes les formes de gestion, n'a été qu'une brève étape sur le chemin de l'expropriation. Hélas, les tentatives maladroites de gestion ouvrière ont été vite abandonnées sous la pression du pouvoir central qui, après en avoir écarté les Comités d'Usine et les syndicats, a établi d'abord une direction tripartite (parti, syndicat, direction technique), puis unipersonnel, en réduisant les représentants ouvriers au rôle purement consultatif et en

supprimant leurs prérogatives gestionnaires. L'expérience de la gestion étatique centraliste a abouti en URSS à dessaisir les travailleurs de tout pouvoir à l'usine »⁹¹.

Même s'il n'a pas été principalement considéré sous cet angle, l'échec de la Révolution russe a lourdement « plombé » les rapports entre le mouvement ouvrier et la perspective autogestionnaire, permettant de mettre en question, qui son réalisme, qui sa capacité à protéger le socialisme des risques de déviation étatique et/ou liberticide latents dans toute crise de régime politique. Dans les ruptures qui se sont produites au cours des années suivantes en Europe au sein des partis ouvriers et syndicats, les dés ont été pipés : derrière l'opposition entre révolutionnaires et réformistes se cachait l'attitude à avoir vis-à-vis du processus engagé en URSS, et derrière celle-ci aurait dû être révélé le débat non abouti sur la vraie nature de la révolution socialiste. Un débat d'un autre type sur la compatibilité du réformisme avec l'autogestion, et du despotisme avec l'émancipation, fût-elle de la seule classe ouvrière.

Des expériences de conseils ouvriers eurent bien lieu dans des conflits très radicalisés, comme en Espagne (Catalogne, Aragon) au temps de la République et de la guerre civile, mais ils manquèrent pour le moins de solidarité de la part des gauches « classiques ». Des grèves avec occupation également, mais rapidement mises au pas par des directions syndicales tétanisées par le risque d'accusation de destruction de l'outil de travail (ce fut en réalité l'inverse : on se félicita du comportement respectueux des travailleurs à son égard). Il en restera ainsi tant que les formations politiques ayant fait le choix de stratégies électoralistes resteront hégémoniques.

91. Victor FAY, *Critique Socialiste*, n° 13-14, mai-septembre 1973. Texte consultable *in extenso* sur le site de l'ITS.

Lutte, contrôle, autogestion

C'est ici qu'il nous faut traiter de la renaissance d'un courant autogestionnaire en France, dans laquelle le PSU a joué un rôle, direct et indirect, important, notamment sur la réflexion stratégique. Mais il n'a pas pu être toujours aux rendez-vous au moment décisif, et il faut s'en expliquer. En même temps qu'il unifiait au moins trois formations politiques de la gauche, en 1960, le PSU recevait l'apport de la plupart des courants de pensée autogestionnaires ayant survécu à la Seconde Guerre mondiale, ou s'étant constitués dans le climat de recherche de renouveau politique qui lui avait succédé. Le rejet des petites et grandes trahisons face aux guerres coloniales servait certes de ciment à la diversité représentée par des communistes critiques, ou « utopistes » ; des leaders de mouvements sociaux en pointe ; des conseillistes, des pivertistes, des luxemburgistes, des socialistes révolutionnaires, des trotskistes plus ou moins défroqués, des collaborateurs et lecteurs de *Socialisme ou Barbarie*, des syndicalistes fortement engagés, chrétiens ou non mais acquis aux principes démocratiques fondamentaux, des anciens du Bund ou de la Résistance, et on en oublie sûrement.

La plupart d'entre eux avaient aussi pour point commun d'avoir conservé un attachement à la forme d'organisation des conseils ouvriers ou équivalents, de découvrir enfin un nom pour désigner ce concept, et de trouver un appui auprès des sociologues et des acteurs du mouvement social analysant les changements qui intervenaient parmi les travailleurs dans cette période ; lesquels étaient souvent eux-mêmes membres du PSU (Mallet, Naville, Belleville, des dirigeants de la CFTC/CFDT, etc.). Une part importante du mouvement des idées dans les années 1950-60 passe par ce creuset. Des préoccupations autogestionnaires

transparaissent, sinon directement, du moins dans les sujets de société, dans la ville, dans l'école, dans l'université, le « contre-plan ».

Et pourtant, le déficit de réflexion stratégique consécutif au dérapage de la Révolution russe ne fut pas résorbé dans les 8 premières années d'existence du PSU. « En mai 68, le PSU ne parlait pas du tout d'autogestion, mais de pouvoir ouvrier, étudiant, paysan, résumé par “pouvoir aux travailleurs” »⁹². Cependant dans le premier numéro de *PSU-Documentation* sorti en novembre 1968, intitulé « Du contrôle ouvrier au pouvoir des travailleurs vers l'autogestion », le PSU a commencé à s'emparer d'une notion qui va mettre quatre années à s'imposer. En fait c'est seulement au congrès de Toulouse de décembre 1972 que le « socialisme autogestionnaire » deviendra l'axe politique du parti⁹³.

Il est vrai que, pendant la durée du mouvement, l'autogestion est certainement dans les têtes et sur les lèvres, même si on ne prononce pas le mot. Réputé braillard et mégalo, le mouvement de masse sait également faire preuve de sang-froid et de pudeur dans un moment historique impressionnant. Pourtant les conditions requises étaient réunies pour que le débat explose, avec les trois caractéristiques anti-autoritaires, en rupture culturelle avec les conservatismes et conformismes de la société. Et c'est parce que la CFDT et Edmond Maire finissent par lâcher le mot⁹⁴ que soudain le PCF et la CGT⁹⁵, en exprimant leur mépris, lancent de fait le débat, alors que, déjà, passé le premier temps de la désillusion, des luttes sociales « en pointe » comparables à celles qui auraient dû être

92. Cf. *Le PSU s'affiche*, Cahiers de l'ITS, Éditions Bruno Leprince, 2013.

93. Serge Depaquit, Colloque de Cerisy sur les 50 ans du PSU, 2011.

94. « À la monarchie industrielle et associative, il faut substituer des structures démocratiques à base d'autogestion ».

95. « Un mot creux, un cri en l'air, un vain bavardage ».

prémonitoires les années précédentes, commencent à s'affirmer.

En tout cas, bien que conscients de sa nécessité, le PSU et ses proches ne trouvent pas le prolongement politique du mouvement de masse : devant l'hostilité du PCF et le peu d'enthousiasme de Mitterrand, et peut-être aussi lui-même trop dubitatif, Mendès France ne se laisse pas mettre en piste lors du meeting de Charléty, laissant libre la voie préférée de la gauche classique – les urnes –, qui conduira à un résultat non moins classique. Tout cela ne baigne pas dans un climat particulièrement autogestionnaire.

En revanche, beaucoup de travailleurs ont compris qu'il y avait peut-être une autre logique à suivre. La décennie qui commence va être celle du renouveau et de la radicalisation des conflits sociaux – pas seulement ouvriers, et c'est alors que peut s'investir la thématique du contrôle. Dans une vision stratégique de conquête du pouvoir. Moment que le PSU, cette fois, saisit pour affiner ce qui manque depuis longtemps au mouvement ouvrier : un cheminement crédible allant du rejet du capitalisme à son renversement effectif.

Ce cheminement, c'est celui qui, 1° : va du conflit localisé et spécifique à une mise en cause de la manière dont le management de l'entreprise en use avec les règles sociales, ou l'emploi, le temps de travail, où les salariés émettent des exigences d'information au-delà du cadre légal existant, demandent à connaître en direct des tractations menées avec des partenaires qui vont affecter l'avenir de l'entreprise, etc.

Et 2° : entame suffisamment à toute puissance du capitaliste pour poser frontalement la question de son maintien. C'est bien cet enchaînement qu'exprime le mot d'ordre lutte – contrôle – autogestion, dans lequel le contrôle ouvrier, et toutes autres formes de contrôle populaire, joue le rôle d'opérateur central entre la phase technico-administrative et la phase

franchement politique de l'établissement du rapport de forces.

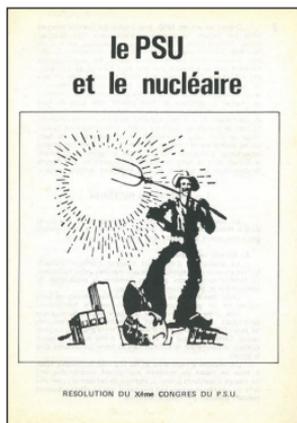
Le PSU dans la lutte contre le programme électronucléaire et pour une politique énergétique alternative⁹⁶

Par Philippe CHARTIER,
Vincent COMPARAT,
Théo LERAY, Michel MOUSEL
et Jacques VARET

Le premier choc pétrolier : 1973

Il fut vécu par les politiques, et une importante partie de société, comme une véritable catastrophe économique : augmentation de l'inflation, balance des paiements devenue déficitaire, chômage...

Les géologues prospectivistes (C. Guillemin, BRGM dans Futuribles) et le Club de Rome l'avaient pressenti. C'était la conséquence d'une politique énergétique imprudente basée sur une ressource fossile : celle de tout pétrole. Et du fait, bien prévisible, de l'utilisation, par l'OPEP, de l'arme du pétrole.



l a

96. Ce texte collectif a été rédigé en vue du cinquantenaire du PSU en avril 2010.

Les réponses institutionnelles

- Lancement en 1974 du programme Messmer : construction de 5 centrales nucléaires par an et poursuite de Superphénix. Après le « tout pétrole », voilà le « tout nucléaire » La technocratie « énergétique » ne sait décidément pas tirer les leçons du passé !

- Création de l'AEE (Agence pour les Économies d'Énergie), du Comes (Commissariat à l'énergie solaire), de la Délégation aux Énergies Renouvelables, du Comité Géothermie (au sein de la DGEMP). Les budgets de ces organismes étaient dérisoires comparés au coût du programme électronucléaire

La mise en œuvre du programme électronucléaire

- Framatome est maître d'œuvre,
- EDF est maître d'ouvrage. Elle doit chercher des sites pour implanter les 170 tranches (?) prévues d'ici à l'an 2000. Elle lance une campagne de communication nationale mais surtout ciblée sur les populations proches des sites qu'elle a retenus. Elle poursuit la promotion du chauffage électrique intégré : il lui faudra « vendre » l'électricité nucléaire produite en surabondance.

- Super Phénix (le CEA est maître d'ouvrage) donnait la dimension de « moyen terme » au programme.

Les luttes contre le programme « Messmer »

- Les premières difficultés commencent pour EDF sur le terrain Elle avait sous-estimé les traditions de luttes des paysans après le conflit du Larzac. La bagarre fut la plus vive dans les régions où étaient implantés les « Paysans Travailleurs » : Bretagne, Vallée de la Loire, du Rhône, etc. Une alliance se noua entre

paysans, écologistes (un mouvement alors émergent), scientifiques organisations politiques (principalement le PSU), syndicales (exclusivement la CFDT).

Il s'agissait là de luttes classiques, populaires, contre des organismes d'État ou semi-publics qui ont l'habitude d'imposer, sans vergogne, des installations lourdes aux populations concernées par les impacts négatifs de celles-ci, sans leur demander leur avis, sinon par des simulacres consultation : les enquêtes d'utilité publique. Une technologie « sensible » suspectée par une forte partie de l'opinion publique.

Du fait des liaisons étroites entre « nucléaire militaire » et « nucléaire civil », le programme électronucléaire civil fut accueilli avec une franche hostilité de la part de nombreux citoyens (Th. Monod, objecteurs...) et organisations : mouvements non violents, Église protestante, etc. Les services de communication d'EDF n'avaient pas d'arguments solides à opposer aux populations qui refusaient les centrales pour cette raison.

Les scientifiques s'en mêlent

Ils s'interrogèrent sur la nécessité de lancer le programme Messmer pour 2 raisons :

- la politique de communication d'EDF fut si maladroite qu'ils se sentirent contraints de répondre aux contre-vérités scientifiques dont elle était truffée,

- beaucoup furent interrogés par leurs proches en ces termes : « toi qui est allé “aux écoles”, que penses-tu des arguments d'EDF ? » La réponse fut souvent « rien » car ils connaissaient mal le dossier. Ils se mirent au travail, organisèrent des séminaires, contradictoires par nature. Le dialogue entre les pro-nucléaires et les scientifiques – qui doutent comme leur métier l'exige – tourna

court.

Les scientifiques décidèrent alors de publier un manifeste. En janvier 1976, *Le Monde* publia l'appel de 400 scientifiques (qui furent rapidement 4 000) « appelant la population à refuser l'installation de centrales nucléaires tant qu'elle n'aura pas une claire conscience des risques et des conséquences de ces choix ». Ils demandaient que de vrais débats contradictoires s'instaurent et non ces semblants de consultations que sont les enquêtes d'utilité publique. Ils appelèrent tous les scientifiques (chercheurs, ingénieurs, médecins, professeurs, techniciens) à contribuer, par tous les moyens, à éclairer l'opinion.

La large diffusion donnée à cet appel dans les médias (journaux, télévisions) incita les populations concernées par les implantations des centrales à organiser des débats contradictoires sur les avantages et les inconvénients de cette source d'énergie, nouvelle pour beaucoup.

Les interventions des scientifiques

Les signataires de cet appel se répartirent en trois groupes :

- les premiers s'opposèrent au programme électronucléaire en utilisant des arguments technico-économiques. Ils jouèrent le rôle de contre-experts dans les débats contradictoires,
- les seconds travaillèrent à l'élaboration de programmes énergétiques alternatifs au programme Messmer. Ces recherches d'alternatives se firent à travers :
 - l'élaboration du « Projet Alter » national et la déclinaison de cette démarche au plan régional,
 - beaucoup abandonnèrent leur sujet de recherche fondamentale,

et travaillèrent sur l'utilisation rationnelle de l'énergie et l'exploitation compétitive des énergies renouvelables,

- d'autres enfin s'intéressèrent à des questions liées aux points les plus sensibles de la technologie nucléaire, tels le retraitement des déchets radioactifs et leur devenir à long terme.

Les « contre-experts » s'organisent

Les populations concernées par l'installation des centrales nucléaires, qui organisaient des débats contradictoires, avaient besoin de contre-experts. Leurs demandes furent si nombreuses (le programme nucléaire ne faisait pas recette !) que les scientifiques qui jouèrent ce rôle durent s'organiser :

- ils créèrent une association, le GSIEN, Groupement Scientifique d'information sur l'énergie nucléaire ; ils publièrent une revue mensuelle, la *Gazette nucléaire* qui diffusait des informations provenant d'ingénieurs du CEA, d'EDF, de Framatome, etc. travaillant sur le programme

- La *Gazette Nucléaire* publia aussi les résultats des travaux des chercheurs et ingénieurs qui développaient des « solutions alternatives au tout nucléaire ». Les scientifiques ne pouvaient, de par les responsabilités sociétales de leur métier, que refuser le dilemme : « le nucléaire ou la bougie ».

À la recherche d'une politique alternative

Des scientifiques qui avaient été actifs dans le lancement de l'appel des 400, puis qui avaient rempli le rôle de contre-experts dans des débats contradictoires, avaient perçu que leur opposition au programme n'était crédible auprès de nos concitoyens que s'ils s'engageaient à trouver une alternative à celui-ci.

La première réponse qui s'imposait était : « halte aux gaspillages ; utilisons efficacement l'énergie : c'est possible, c'est rentable, cela ne pollue pas et il y a beaucoup à faire ». Mais il faut pour cela faire des recherches, disposer de moyens humains et financiers qui n'ont été que faiblement mobilisés jusqu'ici. Pourquoi ces recherches n'avaient pas été lancées ? Sans doute par idéologie : le mythe du « progrès scientifique qui trouvera toujours des solutions à tous les problèmes que nous rencontrons ! »

La contribution des organismes publics de recherche

Le CNRS identifia ses pôles de compétences en énergétique, dans les énergies renouvelables. L'INRA demanda à Philippe Chartier de promouvoir la composante biomasse des énergies alternatives auprès des instances nationales et européennes dès 1975.

Jacques Varet quitta l'université de Paris-Sud pour structurer au Bureau de recherches géologiques et minières (BRGM) un département géothermie, et développer une offre pour le chauffage urbain à partir de doublets (géothermie basse température), notamment en région parisienne, et une production d'électricité dans les DOM.

Des ingénieurs des Études et Recherches d'EDF et du CEA se mobilisèrent autour de la réalisation de projets solaires thermodynamiques que leurs directions furent obligées de promouvoir au titre de leurs actions de communication.

Des chercheurs changèrent d'orientation scientifique, soit individuellement soit en équipe, afin de travailler au développement des énergies renouvelables ou de procédés d'utilisation efficace de l'énergie. Pour la France : à l'École polytechnique notamment ; pour l'Europe : au Centre Européen de Recherche Nucléaire ; pour les États-Unis : à Berkeley, au Brésil etc....

Au même moment, des universitaires, notamment ceux de l'équipe de Jean-Marie Martin à Grenoble, construisirent des bilans énergétiques non plus axés sur l'offre d'énergie mais sur une analyse fine de la demande. Jusqu'ici celle-ci était simplifiée à l'extrême sous forme d'une élasticité par rapport à une croissance élevée, ce qui légitimait un programme nucléaire démesuré.

Quelques scientifiques relevèrent le défi de positionner une offre d'énergie renouvelable en face de cette demande réduite. Ils fixèrent à leur projet alternatif les contraintes suivantes :

- de quelles énergies avons-nous besoin : chaleur, électricité, forces motrices fixe et mobile pour l'habitat, le tertiaire, les transports, l'industrie et l'agriculture ?

- l'offre est actuellement abondante mais d'origine fossile, donc épuisable à terme. Affranchissons-nous de cette contrainte en n'utilisant du côté de l'offre que des énergies renouvelables ; certes il faudra du temps pour que des programmes conséquents de Recherche-Développement notamment permettent de les utiliser massivement

- qu'importe, il fallait casser la vision selon laquelle le nucléaire est incontournable. Construisons un scénario à l'horizon 2050 en se posant la question : est-il possible que l'économie française réponde à nos besoins énergétiques en ne faisant appel qu'aux énergies renouvelables ? Et, de plus, en ne retenant dans leur scénario que celles dont la faisabilité technique était pratiquement acquise (on peut en effet raconter n'importe quoi en imaginant d'improbables ruptures technologiques) ?

Ils constatèrent que leur scénario national était tout à fait crédible à condition toutefois que le développement des énergies renouvelables soit précédé puis accompagné par une vigoureuse politique de maîtrise de la demande. Ce constat allait présider à

la fusion de l'AEE et du COMES pour former l'Agence française pour la maîtrise de l'énergie (AFME). Sans se priver, sans utiliser la bougie, la France pouvait faire tourner, à long terme, son économie en n'utilisant, pratiquement que des énergies renouvelables. Ils publièrent ce travail sous le nom de « Projet Alter ». Édité par Syros, il fut largement diffusé par le PSU et des membres des organisations citées qui avaient participé à la lutte contre le programme électronucléaire.

Ce travail a été salué encore récemment par Hermann Scheer porte-parole pour l'énergie, du SPD allemand, et promoteur mondialement connu des énergies renouvelables. Il indique que ce fut le premier scénario national de ce type. Il parut un an avant celui de l'Union of Concerned Scientists pour les États-Unis (cf. *Le Monde diplomatique*, février 2007).

En s'inspirant de cette démarche, des citoyens opposés au programme du gouvernement bâtirent des « Projets Alter » locaux, en fait régionaux, de plus court terme que le projet national. Leur démarche consistait à évaluer les besoins énergétiques de leur territoire, à recenser les ressources disponibles sur celui-ci, et à expérimenter dans quelles conditions (de fiabilité technique et de compétitivité économique) les « ressources » identifiées pouvaient permettre de satisfaire, de manière compétitive, les « besoins » identifiés. Les expérimentations les plus probantes et les plus nombreuses furent faites (et le sont encore aujourd'hui) pour le chauffage des bâtiments en utilisant la biomasse localement disponible.

L'appartenance politique des militants

Les chercheurs et ingénieurs qui participèrent cette double démarche appartenaient à différentes sensibilités politiques et

syndicales : PSU, Parti socialiste, écologistes (Amis de la Terre...), syndicalistes (presque exclusivement CFDT). Ils avaient en commun de rejeter les modèles de développement productiviste : capitaliste ou communiste. Ils « expérimentaient » un nouveau type de développement ! Déjà !!

La contribution du PSU fut particulièrement significative par :

- le nombre de ses militants qui jouèrent le rôle d'animateurs efficaces de toutes ces actions,
- la publication d'informations dans son bulletin *PSU Doc* (notamment un numéro triple sorti en 1977),
- les Éditions Syros publièrent pendant plusieurs années la *Gazette Nucléaire*, la publication et la diffusion du projet Alter national et des projets Alter Régionaux. Ces derniers furent, le plus souvent, initiés et animés par des militants du PSU. La « vague rose » de 1977 permit à de nombreux élus du PSU de prendre la responsabilité de l'énergie dans les conseils municipaux et les autres collectivités locales et d'y mettre en œuvre les projets identifiés dans les projets Alter régionaux.

La genèse de l'AFME

1) le débat sur l'énergie après l'arrivée de la gauche au pouvoir

Le débat sur l'énergie en 1981 entraîna certes une réduction du programme nucléaire précédemment envisagé mais pas l'arrêt de ce programme comme l'avait promis le PS. Celui-ci voulut donner des compensations aux nombreux opposants au programme électronucléaire. Ce fut une des causes de la création de l'AFME en 1982 et du choix de son président, Michel Rolant, le numéro 2 de la CFDT.

2) la loi d'orientation de la Recherche

Elle avait pour objectif de réconcilier recherche publique et entreprises. Elle se déclinait notamment en 7 programmes prioritaires. Le premier d'entre eux concernait la diversification des sources d'approvisionnement énergétique. La mission Chartier-Tazieff fut chargée de lui donner un contenu. Les missionnaires se sont inspirés du projet Alter en se concentrant sur les besoins de R & D à court et moyen termes portant à la fois sur la demande et sur l'offre d'énergies renouvelables. D'où le concept de maîtrise de l'énergie qui fut à la base de la création de l'AFME.

3) la régionalisation

La loi Defferre parut fin 1981. L'AFME fut la première agence à créer des délégations régionales autonomes par rapport aux services déconcentrés de l'État : direction régionale de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement (DRIRE), direction départementale de l'équipement (DDE), direction départementale de l'Agriculture (DDA). La maîtrise de la demande et la promotion des énergies renouvelables sont menées, par nature, par des politiques décentralisées. Elles s'opposent, sur ce point, au caractère éminemment jacobin du nucléaire. La convergence entre une politique alternative de l'énergie et la régionalisation comme d'ailleurs la proximité entre Michel Rolant et Gaston Defferre allaient donner une dimension régionale à l'AFME, radicalement nouvelle dans les établissements publics existants.

La création de l'AFME en 1982

L'élection de François Mitterrand devait beaucoup à l'implication à ses côtés de personnalités civiles à image écologique, comme Alain Bombard ou Haroun Tazieff. Dès son élection, un rapport sur l'énergie est commandé à Tazieff et Philippe Chartier. Ce rapport montre que la France peut assurer le développement de

larges parties de ses besoins en énergie – notamment les besoins de chaleur qui représentent près du tiers de la demande – à partir des énergies renouvelables, biomasse et géothermie notamment.

Il proposait un véritable tournant dans les choix énergétiques de la France. Pour en assurer la mise en œuvre, il fallait un outil puissant. C'est ainsi qu'est née, par convergence de vues avec la commission économique de la CFDT, animée par Michel Rolant et Bernard Laponche, l'idée de créer l'Agence Française pour la Maîtrise de l'Énergie.

Ce fut une structure originale rassemblant à l'origine l'AEE, le COMES ainsi que le « Comité Géothermie » puis qui s'élargit dans la foulée par la création de 26 délégations régionales (Pierre Radanne prenant la tête de 2 d'entre elles). L'AFME couvrait – pour l'ensemble des énergies renouvelables et de la maîtrise de l'énergie – le spectre des interventions d'une structure légère (à côté des autres opérateurs énergétiques : EDF/GDF, CEA, pétroliers ...) allant de la recherche jusqu'aux conseils à tous les usagers. Elle présentait par ailleurs l'originalité de « faire avec » tous les agents économiques et non de « faire seul » comme les opérateurs que nous venons de citer. Le président fut M. Rolant qui s'entoura d'une équipe issue de la contestation antinucléaire et de la démarche du « Projet Alter ». Une politique keynésienne fut lancée par la suite : financement d'opérations de maîtrise de l'énergie par le FSGT (Fonds Spécial de Grands Travaux).

Cette politique de maîtrise de l'énergie fut ressentie par les militants comme une option alternative, certes relativement modeste, à celle du « tout nucléaire » mais qui, du fait même de sa modestie, pouvait apparaître aux yeux des tenants du système en place comme compatible, à court terme, avec cette politique si décriée. Au plan régional, souvent à l'initiative de militants du PSU, des Agences régionales de l'Énergie, puis d'Agences

Régionales de l'Environnement et de l'Énergie furent créées avec le soutien de nombreux conseils régionaux.

Les apports institutionnels ultérieurs d'anciens membres ou compagnons du PSU

Après le contre-choc pétrolier de 1985 puis le changement de majorité, l'AFME connut une crise grave et faillit disparaître. Alain Madelin, alors ministre de l'Industrie, y poussait mais l'établissement était déjà suffisamment inscrit dans le paysage, notamment grâce à sa solide implantation régionale, pour pouvoir résister.

Michel Mousel, au cabinet d'Huguette Bouchardeau, puis dans la technostructure, participa en 1992 à la création de Agence de la transition écologique (ADEME) qui intégrait la maîtrise de l'énergie dans cette nouvelle agence, avec la fusion de l'AFME, de l'AQA (qualité de l'air) et de l'ANRED (gestion des déchets). À côté de la création de l'Institut Français de l'Environnement, Jacques Varet y contribua à partir du ministère de la Recherche. Michel Mousel en devint le président. En période de cohabitation, puis avec le retour de la droite, l'AFME surviva grâce à ses implantations régionales et à « la mise à l'abri de la politique de maîtrise de l'énergie sous celle des déchets » (Philippe Chartier *dixit*)

Pierre Radanne, qui fut membre de la délégation française à la conférence de Kyoto, présida ensuite l'ADEME et fut un des maillons de la longue chaîne qui, partant du noyau initial qui avait fait naître la *Gazette Nucléaire*, consolida la démarche exemplaire qui conduisit à proposer une politique alternative à celle que la technostructure productiviste voulait imposer en 1974 : celle du « tout nucléaire ».

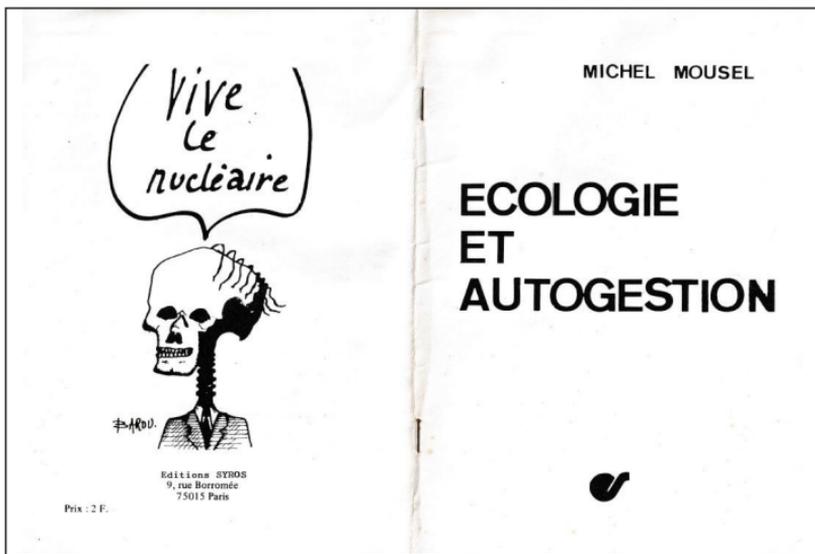
À côté de ces apports institutionnels, il faut mentionner aussi les initiatives « non gouvernementales » ultérieures, avec notamment la création de l'association 4D (Dossiers et Débats pour le Développement Durable) en 1992 au lendemain du sommet de Rio.

En guise de conclusion

En 1976 (ou 77) Alain Touraine, Michel Wievorka et leurs collaborateurs vinrent interviewer un certain nombre de membres du GSIEN sur la conduite de nos luttes anti-nucléaires. Ils en tirèrent un livre, *La prophétie antinucléaire*⁹⁷, laissant ainsi entendre que cette « équipée » est porteuse d'avenir, de progrès que l'humanité devra faire pour survivre : le nucléaire militaire est plus dangereux que le réchauffement climatique ! L'homme est responsable de son destin. Des femmes et des hommes, membres ou compagnons du PSU, ont joué un rôle décisif dans ces luttes qui ont abouti à l'arrêt de nombreuses centrales, dont Superphénix. Une paille !

Le 10 avril 2010

97 Alain Touraine avec Z. Hegedus, François Dubet, Michel Wieviorka, *La prophétie antinucléaire*, Paris, Seuil, 1980.



*Brochure non datée, écrite par Michel Mousel en 1977
et publiée aux éditions Syros.*

Michel MOUSEL à propos de l'énigme ROCARD

par Michel Mousel⁹⁸

Je vais rebondir sans transition sur ce vient d'exposer Robert Chapuis. Non pas pour aborder à nouveau une partie de ce qui s'est passé dans les derniers temps de la coexistence de Michel Rocard et du PSU, la période 1973-1974, notamment sur la question de savoir si c'était vrai, cette histoire qui a été racontée qu'on avait la possibilité d'imaginer que le PSU entre dans le Parti socialiste avec Michel Rocard en conservant une certaine forme d'existence propre – enfin lui ou le courant socialiste, ou la « troisième composante », on ne va pas compliquer – ou si cela n'était qu'un artifice de présentation destiné aux militants de la

98. Intervention de Michel Mousel dans le cadre de la journée d'études du 23 novembre 2017 « *Michel ROCARD, les années PSU* », co-organisée par l'Institut Tribune Socialiste et l'association michelrocard.org.

version défendue par Michel Rocard. On s'est déjà expliqués avec Robert, et vous pouvez trouver nos commentaires croisés sur ce débat en détail dans son livre *Si Rocard avait su* et celui que j'ai co-dirigé avec Jean-Claude Gillet (*Parti et mouvement social*). Et puis c'est Mitterrand lui-même qui a tranché finalement en rejetant la participation des 2/3 du PSU aux Assises du socialisme. Je n'y reviendrai pas.

En revanche, j'ai beaucoup de problèmes avec la description des forces en jeu à l'intérieur du PSU et ce qui reste en partie pour moi une énigme Rocard. J'ai été en partie rassuré d'entendre Bernard Ravenel dire j'étais centrisme ou que j'animais après le Congrès de Lille un courant « centrisme » (dont il a été).

À cette époque, je n'aurais pas aimé être ainsi qualifié, pas seulement à cause de l'éternel fantôme du « Centre » parlementaire, mais surtout parce que le « centrisme », dans notre petit monde de l'extrême gauche, c'était justement une catégorie chère aux trotskystes pour situer certains d'entre eux quelque part au milieu de leurs multiples branches, et je n'avais rien à faire là-dedans. D'où ma réserve, ma crainte que l'expression de Bernard ne vienne accrédi-ter l'usage fait par Robert du qualificatif trotskyste. Mais, centrisme, j'ai bien dû l'être littéralement, comme le groupe qui s'est formé et progressivement élargi par affinités l'était bien, au sens d'une position intermédiaire entre les purs rocardiens et les irréductibles gauchistes, au risque de caricaturer, parmi lesquels nous avons combattu la petite troupe qui a rejoint, dans la diaspora d'après Lille, la Ligue communiste révolutionnaire, dont on ne peut d'ailleurs pas faire des trotskystes après coup : qui croira, ayant connu Jacques Kergoat depuis l'origine du parti, qu'il aurait été un sous-marin de la IV^{ème} Internationale ?

Il estimait simplement que l'offre politique de la Ligue communiste révolutionnaire était devenue plus attrayante pour

l'action à mener, un point c'est tout, ça n'allait pas plus loin.. Et pour les quelques « historiques » qui ne partageaient pas ce choix et nous accompagnaient comme Yvan Craipeau, je défie qu'on puisse douter de leur fidélité au PSU.

Non, nous n'allions pas prendre nos consignes ailleurs, ce que pourrait laisser entendre la présentation de Robert. Nous étions plus radicaux que la majorité du parti, 1° pour un retour à la cohésion de celui-ci, 2° plus exigeants quant à sa stratégie unitaire et 3° désireux de consolider son orientation autogestionnaire, pratiquant une référence marxiste qui n'aurait pas mérité l'ironie ultérieure de Rocard sur le « patois marxiste » en usage chez certains au PSU qui l'aurait tant embarrassé. ou l'aurait amené à l'adopter de temps en temps parce qu'il fallait bien, a-t-il dit plus tard, se faire écouter quand ça devenait difficile.

Car ce Congrès de Lille, pour nous, à l'inverse de l'idée de « reconquête » fut une catastrophe – non dans sa préparation qui avait manifesté une créativité certaine, mais dans son fonctionnement, avec ces votes découpés domaines par domaines contrairement à la vision intégratrice ancrée dans la pensée du PSU où les mandats de courants s'abattaient mécaniquement « pour/contre », c'était quasiment la machine à calculer. Et dans ses résultats, car c'est ça qui a donné par exemple l'affrontement caricatural et hors du temps sur la dictature du prolétariat, et produit aussi une cassure à 50 – 50 (la même...) entre le nouveau bureau national avec Michel Rocard et une opposition qui allait se volatiliser dans les mois suivants, sauf nous qui jouions à fond la carte de la reconstruction et non pas la finale du règlement de comptes.

Voilà pourquoi et comment, pour moi et pour nous, sur le moment et encore plus rétrospectivement, ce Congrès de Lille annonçait le risque d'une liquidation – dont évidemment chaque bord accusait l'autre. Et comme l'a dit Chapuis tout à l'heure, il

a raison et sa description est tragique, d'abord Gilles Martinet s'en va, puis quelques pans organisés ou non se détachent, puis la fédération de la région parisienne sous la houlette de Marc Heurgon s'autonomise en quasi contre-direction nationale, puis la Gauche Révolutionnaire rejette la mise en demeure de respecter la loi du parti (le droit de tendance est une chose, pas la même que l'éclosion organisée d'une nouvelle organisation dans la même enveloppe), et est suivie par un courant plus important qu'elle qui constituera la Gauche ouvrière et paysanne, (Gauche ouvrière et paysanne).

Et les militants déroutés lâchent prise. Tout le monde fiche le camp ! Sauf là où des mouvements sociaux de pointe sont animés par des militants PSU (Lip, les banques), mais là, c'est la ligne autogestionnaire en gestation qui triomphe ; et c'est celle-là qui permet de surmonter la dislocation, avec l'élaboration du Manifeste de Toulouse à laquelle nous avons participé avec enthousiasme et dans laquelle Michel Rocard s'est intensément investi – un moment lumineux qui a recueilli cette fois 80 % des mandats, une majorité qui ne s'était pas vue depuis un moment, pas grâce à un grappillage de voix ici ou là, mais par adhésion à l'orientation de se qui restait du parti, augmenté d'un fort nouveau militant, pas sur une motion de confiance. On le verra à Orléans avec la chute à 35 % du bureau national, sinon comment l'expliquer ?

Quand on décrit la courbe il faut le faire jusqu'au bout. Comment en est-on arrivé là ? Sans doute dans la crise l'autorité morale du leader s'est-elle estompée pour des raisons qui resteraient à pleinement élucider. De même qu'à comprendre comment, de façon symétrique, il s'éloigne alors du chemin qui avait été le sien, l'écart a certainement précédé le diagnostic mortifère d'Alain Richard en 73 rappelé par Bernard Ravenel, sans en minimiser l'importance. C'est une autre histoire qui commence, qui nous met

en scène, nous qui prenons la suite en 1974, mais histoire qui du coup est tout à fait hors du sujet présent. Vous pensez peut-être que déjà j'ai consacré un peu de temps à cette narration, mais c'est mon témoignage personnel et je crois qu'il faut faire attention à l'exactitude, surtout lorsque ce que l'on dit est destiné à être écrit.

Mais, il faut le dire, pour une bonne part les difficultés n'allaient pas changer. Et mon expérience de ce que j'ai vécu et connu me fait dire qu'il m'est arrivé, voyez-vous, de mieux comprendre certains problèmes auxquels Michel Rocard a été confronté, me retrouvant dans des situations analogues, autant qu'on puisse les comparer ; mais c'est Patrick Viveret qui avait trouvé en 1974 cette formule lapidaire, « on prend pas les mêmes et on recommence... », ce qui était en tout cas incontestable pour... les problèmes.

La première chose, c'est qu'il s'est embarqué – ou laissé embarquer – dans des histoires qu'il aurait dû essayer d'éviter en regardant avec un peu plus d'attention la réalité. Là, je parle du PSU et pas de Michel Rocard d'autant plus que ça a continué quelque temps, mais ça faisait partie du fardeau. Notamment l'affaire de construction du parti révolutionnaire qui nous collait à la peau.

Pour faire un parti révolutionnaire, il fallait d'abord des révolutionnaires expérimentés et qui veillent bien y aller, ensuite une perspective pas trop lointaine et à l'ordre du jour de révolution, et, pour nous, il y avait un troisième problème : le risque de contradiction entre émancipation par l'autogestion et prise du pouvoir par ce qu'on pouvait entendre par le vocable en question. Les exemples historiques au moins et même un simple raisonnement logique devaient permettre de se poser la question. On ne se l'est pas trop posée, le débat sur la violence du point de vue de la démocratie était resté assez abstrait après Dijon, et finalement on est restés dans cette douce ritournelle sur l'unité

des révolutionnaires, ça a pris beaucoup de temps et occupé les débats du PSU, alimentés par l'acharnement des groupes d'extrême gauche qui ne s'est pas privée de se livrer à un harcèlement du Parti parce que c'est toujours plus pratique de justifier sa propre existence en mettant en cause celle du voisin ; et Dieu sait que ça marchait et que ça a pu mettre en difficulté des militants du PSU auxquels on ne donnait guère les instruments de réponse utiles.

La deuxième faiblesse, c'est qu'on a toujours eu beaucoup de mal dans ce parti à sortir d'une dialectique rudimentaire, bi-polaire : il fallait se situer sur deux pôles opposés, quand on était sur l'un on n'était pas sur l'autre, que le positionnement sans nuance sur l'un était une garantie de logique et de cohérence.

Alors que très souvent, sur les questions politiques, le problème est de savoir où se place le curseur sur l'échelle graduée entre les deux extrêmes, ou bien d'y échapper par le haut. Ce parti qui s'affirmait ni stalinien ni réformiste aurait bien dû l'apprendre. Or c'est là une infirmité à laquelle il n'a pas échappé, fût-ce simplement par souci du contraste, à Michel Rocard lui-même.

Ce que, beaucoup plus tard, nous percevons parfois comme des écarts de langage, des dérapages verbaux, le héraut du « parler vrai » mettant son éloquence au service d'approximations historiques le concernant, trouvant là probablement le seul moyen de rectifier l'image des années PSU... C'est comme ça qu'arrivent les récits sur le patois marxiste qu'il lui fallait bien adopter de temps en temps afin de se faire écouter quand ça devenait difficile.

On pourrait ajouter dans le genre rigolo que le jargon d'inspecteur des Finances le valait bien. Mais c'était surtout dommageable, car la force de Michel Rocard était d'être arrivé à marier sa familiarité avec le marxisme – on peut toujours faire de l'humour là-dessus comme s'y complaisait malicieusement Victor Fay, son ancien maître en la matière, mais elle était bien réelle – ses connaissances

techniques en économie, mariage accompagné par certains économistes rencontrés au Service des études économiques et financières (SEEF) et à la Direction de la prévision, à la recherche de convergences entre l'analyse marxiste et le keynésianisme.

Ça, c'est un exemple typique de la recherche de ce point d'équilibre faisant un usage optimal des pensées disponibles même apparemment éloignées pour construire de la politique, et qui, quand elle était tenue, aboutissait presque toujours à la bonne position.

La troisième concernait les rapports entre parti et syndicat. J'y ai fait allusion ce matin, je n'y reviendrai pas, non plus que dans ce cadre sur les relations avec Edmond Maire, mais on y voit bien que la grande difficulté pour les uns et les autres, c'est d'exprimer une ligne théorique qui puisse se traduire dans le quotidien de l'action militante. Dès 1969, cela commence à empoisonner les rapports avec la CFDT, cependant que les deux hommes les plus marquants de la gauche à cette époque jouaient une partition ressemblant fort à un retournement du principe pourtant proclamé par tous de rejet de la courroie de transmission. On ne va pas repasser le film, on n'a pas le temps.

Mais la question qui va avec, c'est le sens de l'affirmation répétée à l'envi après son départ du PSU, selon laquelle il a toujours été un social-démocrate. Le terme social-démocrate est polysémique, il peut aussi bien désigner des socialistes d'avant la Première Guerre mondiale, ceux d'après la Deuxième – ceux qui refusent les 21 conditions du Komintern –, plus simplement des réformistes, ou des partisans d'un compromis social, ou encore agglomérer dans une vindicte commune divers ennemis irréductibles désignés dans les textes du PSU, ou des formes diverses de rapports institutionnels entre parti politique et syndicat. Mais la formule est encore plus explicite et la surprise encore plus forte lorsque, il y a quelques

années, il dit sur France Culture « Je suis un socialiste suédois égaré depuis cinquante ans ». Au-delà des torrents d'amabilités déversés par les Congrès du PSU d'après 1968 sur le socialisme scandinave.

Ces contradictions ne peuvent avoir aidé à clarifier la ligne du PSU ni la compréhension de ses rapports avec la CFDT dans la phase finale de la période que nous étudions.

Alors même que le PSU offrait à Rocard ce dont il avait besoin pour lui apporter en retour ce que ses capacités avaient de meilleur. C'était un type qui était à l'écoute des militants notamment ouvriers et qui aimait cela, en même temps qu'il était toujours attentif aux observations faites par les sociologues avec lesquels il s'entretenait, qui était capable de faire de tout ça une synthèse exacte de la réalité sociale jusqu'à l'élaboration du discours politique qui, lui, pouvait être un peu en décalage, du moins est-ce ainsi que je peux comprendre ces contradictions face à la complexité des situations à traiter.

À la fin de l'interview que j'ai citée de France Culture, il dit à propos de 1974 : « Je quitte alors, sans amertume et sans nostalgie, le PSU où j'avais prodigué mon temps et mon expérience, qui ne faisaient que s'y gaspiller ». Sans nostalgie, peut-être bien. Sans amertume, je n'y crois pas. On peut méditer la fin de la phrase, et penser que, lorsqu'on a exercé de lourdes responsabilités dans des moments difficiles, ce qui a été la réalité de son vécu, l'amertume, ça peut exister et laisse des traces pour les choix ultérieurs – c'est aussi mon expérience. Pensez-y, ce sera mon dernier petit message.

Témoignages



Michel Mousel et Jean-Claude Gillet au Maltais rouge

© PatriceDelabre.



J-C Gillet et Michel Mousel en pleine discussion sur le rond-point du carrefour Pierre Bourdieu, à Bayonne, en 2016.

Témoignage de Jean-Claude Gillet

Souvenir d'espérances partagées

Retenir la quintessence de tant de moments communs oblige à une sélection difficile en parlant surtout de Michel et peu de moi-même. Notre rencontre date de 1963 : il devient président de l'Unef et il accepte de m'intégrer dans son futur Bureau national. J'étais un néophyte (même venu du PSA et ayant participé à des AG de l'Unef) et provincial (les débats parisiens me paraissaient souvent abscons). Kergoat qui avait fait sa tournée en province avant le congrès de Dijon avait proposé mon nom à Michel, d'autant plus que j'avais préparé un document à l'AGE de Bordeaux : « Les Antilles. La Guyane. Document préparatoire au congrès de Dijon présenté par l'AGEB »⁹⁹. Nous nous retrouvons donc quatre ESU à ses côtés : Calaque (secrétaire général), Poitou (responsable de 21/27) et moi-même (délégué à l'étranger, devenu vice-président

99. Il avait été préparé avec l'AGEG (Guadeloupe), l'AGEM (Martinique) et l'Union des étudiants guyanais qui étaient actives à Bordeaux.

international adjoint). Les trois mousquetaires aux côtés de Michel vont faire leur dur apprentissage de permanents notamment lors de la crise survenue en février 1964, la FGEL (Fédération des Goupes d'Études de Lettres à La Sorbonne) souhaitant interdire l'entrée de la Sorbonne au ministre de l'Éducation Nationale lors de la visite du président (italien) Segni. Résultat : mise en état de siège du Quartier Latin par la police, ce qui n'était pas l'objectif¹⁰⁰.

Ce fut l'occasion de voir Michel tracer sa voie avec distanciation et conviction au milieu d'un sociodrame chaotique.

Michel m'avait donc mis le pied à l'étrier en me faisant confiance et fortement encouragé à prendre des responsabilités institutionnelles importantes¹⁰¹. Au PSU ensuite, nous avons connu bien d'autres crises puisque nous étions tous les deux au Bureau fédéral du PSU de Paris en 1967 et 68.

Mais ce qui fut le plus marquant peut-être, ce sont les grandes fractures au sein du PSU. Nous nous sommes retrouvés plusieurs fois ou bien nous échangeons des courriers puisque j'étais d'abord à Perpignan, puis à La Rochelle.

En juillet 1974 est publié un numéro de *Lutte de Classe*, le bulletin interne de la fédération catalane du PSU intitulé, « Pour le bureau fédéral, tout faire pour que le débat reste politique », texte de 6 pages signé à l'unanimité par les 7 membres du Bureau fédéral (dont moi-même, secrétaire fédéral). Il y est fait état des positions en présence au sein du PSU et à l'extérieur de celui-ci.

On peut y lire notamment : « *On peut cependant dire que la minorité¹⁰² ne s'est battue au départ dans le Parti que sur des*

100. Voir l'article de Michel sur les étudiants du PSU dans cet ouvrage.

101. J'en ai décliné plusieurs et non des moindres.

102. Celle qui à cette époque est encore une minorité au sein du Bureau national et de la Direction politique nationale, refusant toute intégration au

problèmes formels et juridiques (démocratie interne) et non sur des problèmes d'orientation. En ce sens elle a eu tort, car :

- Elle ne fait pas avancer la réflexion des adhérents

- Elle laisse le Bureau national apparaître comme seul faisant des propositions. Elle a tort, sans base politique, d'apparaître à l'extérieur en tant que courant (cf. les erreurs de la Gauche ouvrière et paysanne, GR, etc.). Ce genre de pratique passe mal au niveau des adhérents. »

Le 16 juillet 1974, en prévision du Conseil national extraordinaire d'Orléans des 5 et 6 octobre 1974, Michel¹⁰³, suite à la réception de ce numéro du Bulletin m'envoie une lettre pour faire le point sur la situation en Île-de-France et à la direction du Parti¹⁰⁴. Il fait le point sur « *des choses qui se disent beaucoup dans le PSU, alimentées par le Bureau national*¹⁰⁵ ». En particulier, dans le domaine de la démocratie interne, « *Il a fallu exercer des pressions fantastiques pour qu'un minimum de règles soient respectées. Car il y a, et peut-être n'est-ce pas toujours perceptible en province, mais je te jure que c'est évident à Paris- une sérieuse dégradation des mœurs politiques organisée par le Bureau national ou certains de ses membres.*

Sans cette bataille, on ne peut pas jurer qu'il y aurait eu un Conseil national avant les Assises¹⁰⁶ et le numéro de TS (en fait de

PS.

103. Il est membre de la Direction politique nationale depuis 1969 et secrétaire de la fédération parisienne depuis 1972.

104. Le processus qui va aboutir au départ programmé de Rocard est entamé.

105. Rocard avait transmis le témoin de Secrétaire national à Robert Chapuis, son fidèle lieutenant.

106. Assises du socialisme prévues les 12 et 13 octobre 1974 par le PS, avec le soutien de dirigeants de la CFDT, avec l'accord de Michel Rocard. Voir l'article de Michel Mousel dans ce même ouvrage, tiré du livre co-dirigé par

PSU Information...).

Le Bureau national a d'abord reculé, puis regagné du terrain n'aurait pas vu le jour et nous n'aurions pas obtenu un minimum de papiers dans TS ». Il ajoute s'adressant aux rédacteurs de Lutte de classe : « Vous êtes charmants de contester l'expression extérieure. Ce n'est pas pour le plaisir que nous avons dû y recourir (et avec quelle prudence, reconnais-le !), mais parce qu'il fallait casser la monopolisation de l'expression par Rocard. Et pour garder de très nombreux militants déconcertés pendant cette période floue, il était nécessaire que s'affirme à l'extérieur une autre ligne, sur des questions non tranchées dans le Parti¹⁰⁷... ».

Il poursuit ainsi : « C'est trop facile d'affirmer (comme il le fait lui-même) qu'on laisse le Bureau national faire des propositions. Mais les nôtres ne peuvent rivaliser dans l'innovation avec celles du Bureau national... En gros, de quoi s'agit-il ? De chercher des terrains concrets d'application des décisions du dernier Conseil national¹⁰⁸ en éliminant certaines erreurs possibles (pas assez d'insistance sur l'unité à la base ; les Assises, c'est autre chose qu'une variante du CLAS¹⁰⁹) et d'y articuler le débat sur le programme de transition. C'est proposer des pas en avant dans la continuité, pas des sauts à côté !!! J'avoue en outre que nous avons été pris de court par la Direction politique nationale du 26 mai : nous ne nous attendions pas alors à ce que ça aille si vite.

Michel et moi-même *Parti et Mouvement social, un chantier ouvert par le PSU.*

107. Souligné par Michel.

108. 24, 25, 26 novembre 1973 dont le slogan fut *Pour l'unité populaire. Pour l'autogestion socialiste*, titre de la brochure qui fit le compte rendu de ses travaux.

109. Le PSU s'est associé avec trois autres organisations (AMR, CIC, Objectif socialiste) pour fonder le Comité de Liaison pour l'Alternative Socialiste. Son existence fut relativement éphémère.

Mais depuis, nous nous sommes rattrapés, mais quels moyens nous ont été donnés de faire “avancer la réflexion des militants” »¹¹⁰ ?

Dans la Région parisienne où nous avons les moyens, nous ne nous en sommes pas privés... ».

Il termine par ces quelques informations : « *Il y a à peu près 27 fédérations qui sont explicitement en accord avec nous en majorité.*

La Bretagne bouge. Le Finistère effectue un travail particulièrement efficace. Côtes-du-Nord : (50-50), Île-et-Vilaine et Morbihan. C'est Chapuis lui-même qui a déclenché la révolte lors d'une réunion des bureaux fédéraux bretons ! Un courant centriste (dont la vocation pourrait être celle du texte 3 de 1967¹¹¹) se cherche : Guerche, Dorival, Barjonet, Perronnet. Mais, c'est un courant de ces quatre personnes uniquement actuellement... et sa fermeté va dans l'ordre décroissant des noms que je t'ai cités. Guerche a démissionné du Bureau national, puis repris sa démission – et c'est lui qui le plus consciemment joue l'opération 3. Mais je reste méfiant ! Par exemple ils n'ont même pas un représentant dans la commission préparatoire des Assises. Quelle mollesse...

La section de Besançon organise les 31 août et 1^{er} septembre un stage très large (200 personnes attendues) avec quelques extérieurs (AMR, gauche CFDT, MRJC) sur le thème : comment organiser

110. « *Critique Socialiste* : articles rédigés en un temps record... *PSU Information* (il y a un mois qu'aurait dû paraître ce pseudo *TS* spécial). Craipeau et moi-même (enfin) dans *TS*. C'est toujours ça ! » (note de Michel Mousel).

111. Dans le choix du congrès de Paris en 1967, à savoir entrer ou non à la FGDS de Mitterrand, un courant centriste se manifeste qui se ralliera par la suite à la motion refusant cette entrée, motion incarnée notamment par Rocard et Heurgon.

les forces pour l'autogestion ? Rapport introductif de Piaget... Ça serait bien que quelques-uns de chez toi puissent venir ».

Plusieurs camarades catalans participent à la réunion de Besançon les 31 août et 1^{er} septembre 1974, réunion rassemblant le courant issu de la tentative de la candidature Piaget aux élections présidentielles torpillée par Michel Rocard (mais aussi par des éléments extérieurs au PSU), opposé à la ligne du Bureau national concernant les Assises du Socialisme. S'y adjoindront aussi quelques camarades venus d'autres courants ayant compris la démarche suicidaire de Michel Rocard vers le PS. Le Conseil national d'Orléans se déroule donc les 5 et 6 octobre 1974, dans des conditions difficiles. Arrivé à Perpignan, le bureau fédéral se réunit et élabore un texte confidentiel à envoyer uniquement à Michel Mousel, un des trois secrétaires nationaux de la Direction provisoire.

Je suis mandaté pour lui déclarer que la fédération catalane a voté pour cette direction (par solidarité), mais reste profondément étonnée que celle-ci ne comporte que 11 provinciaux sur 37 et 1 femme sur le même total. La sensibilité nationalitaire des uns et féministe des autres (et parfois les deux cumulées chez certains militants) nous a amenés à recommander de ne pas aboutir à de tels manques dans ce courant que nous souhaitons de nouveau majoritaire pour le congrès d'Amiens des 14 au 16 décembre.

Je reçois cette réponse de Michel datée du 10 octobre : « *Ta lettre est un signal d'alarme justifié. À vrai dire aussi un clignotant rouge qui s'allume à un tableau de bord passablement chargé. On vient de passer une drôle de moitié de première semaine.*

Mais tu as raison, même si je t'explique... » Une commission pour évoquer la composition de la prochaine Direction politique nationale a été créée à Paris à la veille de la Direction politique nationale de fin septembre, mais le principe en avait été décidé à Besançon lors de la réunion des 31 août et 1^{er} septembre. « *Elle*

comprenait Pierrot Régnier, René Schulbaum, Gérard Pringot, Yvan Craipeau, ma pomme, et les deux coordinateurs (Henri Mermet et Guy Philippon). “Cette commission a établi une liste de membres de la Direction politique nationale éventuelle sur laquelle parmi d’autres tu figurais évidemment [Mince alors ! Je n’avais pas oublié notre conversation entre Besançon et Chalon” !!!¹¹²] ». De même la composition du Bureau national fut évoquée.

« Ces deux listes devaient être soumises à la réunion de courant du vendredi soir [lors de la réunion de Besançon]. On n’a pas eu le temps de la faire, à cause de la réunion avec Barjo et Cie. Elle a été révisée in extremis pour l’adapter à la nouvelle problématique de Direction provisoire (Direction politique nationale+Bureau national, 39 membres pour 3 courants), c’est-à-dire prendre les Parisiens les plus nécessaires dans la nouvelle direction politique et assurer au minimum une représentation de toutes les régions (qu’il a fallu imposer au courant Barjonet, peu chaud...) ». Il ajoute : « Et comme d’habitude, il a fallu que je me tape le sale boulot... Si tu voyais comment on est obligés de travailler, il aurait fallu que tu t’installés à Paris pour trois semaines. Je ne suis pas contre. Et toi ?

Il faut qu’on revoie tout ça pour le congrès. Les critères pour le Bureau national ne seront pas les mêmes. On tâchera de faire une vraie Direction politique nationale. Et j’espère bien que ces cheries d’Orléans ne te dégoûteront pas de venir avec nous (il faut prévoir une réunion de courant. Pour quand ? J’attends que la commission tripartite se soit réunie).

Je commence à me demander si le courant I¹¹³ sera tel que

112. Allusion aux propos échangés dans le train à ce sujet sur le chemin du retour, lui allant à Chalon et moi vers Perpignan.

113. Celui de Rocard-Chapuis.

l'avons connu à Orléans, après le coup d'accélérateur de ces derniers jours vers le PS. Quelle bataille il a fallu mener au sujet des Assises¹¹⁴ ! Je crois que nous avons marqué des points à tous les niveaux (interne et externe). Mais c'est la bataille.

Ton tiers de Secrétaire national¹¹⁵ passe des machines à écrire à la ronéo entre deux interviews (tout a été fait pour nous paralyser. On a tiré le Courrier n°42 à l'Uni-Club¹¹⁶), mais tu me connais, j'aime bien cet état de guerre. Et on a le moral.

Alors je compte sur toi pour continuer à être vigilant, j'en ai besoin. J'ai quand même une sacrée trouille, donc je fonce, mais il faut que les copains me rappellent à l'ordre. Amitiés, Michel. »

Épilogue

Bien sûr, nous nous sommes rencontrés dans bien d'autres occasions : à Perpignan, à La Rochelle (nous avons descendu la Charente en bateau de Cognac à Rochefort), et plus récemment en 2016 lorsqu'il est venu à Bayonne avec Françoise son épouse. Une photo, faite par son épouse, le représente dans un « colloque » avec moi sur le rond-point du carrefour Pierre Bourdieu à Bayonne (voir page 130).

114. En définitive Rocard participera aux Assises du PS de Mitterrand, mais le PSU en sera exclu par les mêmes.

115. Il y avait 3 membres au Secrétariat national provisoire (outre Michel, Piaget et Barjonet).

116. Organisme de voyages et de camps de vacances pour jeunes et étudiants créé en 1960 par l'Unef.

Témoignage de Pascal Dorival

J'ai connu Michel au PSU, pas à l'Unef. Il était de la génération de la guerre d'Algérie, moi de celle de Mai 68.

C'est quand j'ai quitté ma section étudiante de Sciences Po pour ma section de quartier dans le 6ème arrondissement que j'ai commencé à participer activement à la vie de la fédération de Paris. Et bien sûr, j'ai rencontré Michel lors de réunions fédérales et à l'occasion des congrès.

Nous n'étions pas dans le même courant lors du congrès de Lille en 1971, lui avait suscité une motion, moi j'étais dans le courant 5. Mais nous avions le même attachement au PSU. J'ai, au sein de mon courant, lutté contre la Gauche ouvrière et paysanne et, au sein de la fédération, contre les divers groupes plus proches de la Ligue communiste révolutionnaire ou des maos du PSU.

J'ai proposé à Michel Rocard pendant l'hiver 1972 de préparer un nouveau congrès à travers une commission paritaire rassemblant majorité (les rocardiens) et opposition. J'avais pris cette initiative avec André Barjonet et François Péronnet, devant le déperissement du parti. Michel Mousel nous avait donné son accord.

Ce fut l'aventure de l'élaboration du manifeste « Contrôler aujourd'hui pour décider demain » qui sera adopté au congrès de Toulouse à l'automne 1972.

Nous rejoignîmes alors le Bureau national. Nous avons participé à l'effort pour nouer des liens avec les forces du programme commun, en entamant des discussions avec le PCF. La campagne des législatives de 1973 montra l'usure de la droite. La grève de Lip où le PSU a joué un rôle déterminant montrait l'actualité des positions que nous avons définies dans le Manifeste.

Avec la mort de Pompidou en 1974, le calendrier politique s'accéléra. Michel a défendu une candidature Piaget et j'ai soutenu la position d'un soutien critique à la candidature Mitterrand. Positions qui allèrent se révéler rapidement pas si antagonistes.

En effet, après la décision de la majorité de se rallier aux Assises pour le Socialisme, le débat porta sur le contenu à donner aux discussions dans ce cadre et à leurs conséquences. Le conseil d'Orléans trancha le débat : Rocard, qui prônait le ralliement au PS, fut minoritaire face aux deux motions soutenues l'une par Michel, l'autre par moi, qui souhaitaient une participation critique aux Assises et le maintien de l'indépendance du PSU.

J'entrais alors au secrétariat national auprès de Michel qui l'animait (mais aussi avec André Barjonet, Victor Leduc et Charles Piaget).

Il fallait relancer l'activité du parti et remonter le moral des militants. Nous prîmes l'initiative de la première manifestation contre le programme nucléaire. Avec Michel, nous rencontrâmes tous deux Brice Lalonde qui animait les Amis de la Terre pour jeter les bases de cette action. Nous souhaitions accentuer l'action du parti sur l'environnement et l'écologie. Ce fut aussi l'action de mobilisation autour des comités de soldats, et le soutien aux actions du Mouvement pour l'avortement et la contraception (Mlac) et pour les droits des femmes. L'organisation chaque année d'une fête participait de cette même volonté. Le PSU affirmait sa vitalité militante.

Il lui fallait trouver sa place face à l'union de la gauche. Nous reprîmes les discussions avec le PCF, ce qui permis d'intégrer beaucoup de nos militants aux listes d'union de la gauche dans de nombreuses villes aux municipales de 1977. Aux législatives de 1978, nos candidats étaient rassemblés sur le programme « Autogestion, écologie, droits des femmes ».

Quelques mois plus tard, un peu épuisés (nous étions l'un et l'autre permanents du parti), au congrès de Saint-Étienne en janvier 1979, nous avons quitté nos fonctions.

Dans les mois qui menèrent à la présidentielle de 1981, nous eûmes quelques discussions avec Huguette Bouchardeau et Serge Depaquit. Nous l'avons aidée dans sa campagne, et, par la suite, poussée à rentrer dans le gouvernement en avril 1983. Michel devint son remarquable directeur de cabinet. Venant d'entrer à la délégation à l'économie sociale, je n'avais pas souhaité entrer au cabinet d'Huguette (je le ferai en 1984).

Dans cette période, où Michel animait sans relâche et avec une grande efficacité le travail politique et administratif de la ministre et de son cabinet, j'assurais les relations avec le Parlement et la communication. Contactés par Claude Neuschwander et Hugues Sibille, nous avons créé un groupe de travail hebdomadaire, en soirée autour d'un buffet, où nous abordions, souvent en présence d'un invité pour nous éclairer, les thèmes qui aboutirent au livre de Jean Mitoyen *C'est dur d'être de gauche*¹¹⁷. Je pense que Michel n'a pas manqué une seule séance de travail de ce groupe que j'étais chargé d'animer, Philippe Roqueplo assurant l'homogénéité de la rédaction.

Ce fut une belle aventure humaine et intellectuelle. Michel, toujours aussi vigilant, avait rédigé la lettre de démission d'Huguette au moment de l'affaire du Rainbow Warrior, pendant l'été 1985. Ce débat avec Huguette, parmi bien d'autres, le conduisit à souhaiter quitter la direction du cabinet. Avec Huguette, il me la proposa. Ne me sentant plus en confiance suffisante avec la ministre, je déclinai cette offre, tout comme d'ailleurs quelques mois plus tard, celle

117 Jean Mitoyen, *C'est dur d'être de gauche: Surtout quand on n'est pas de droite*, Paris, Syros, 1985.

d'organiser sa campagne électorale dans le Doubs.

Michel devint plus tard président de l'ADEME, poursuivant l'action entamée depuis 1972 (il attachait beaucoup d'importance aux pages du Manifeste de Toulouse consacrées à l'écologie et l'environnement, faisant du PSU dans ce domaine, comme dans beaucoup d'autres, une force anticipatrice).

Comment ne pas évoquer aussi ces belles randonnées que nous avons faites à diverses occasions en forêt de Rambouillet ou en vallée de Chevreuse, ou cette rencontre des anciens du cabinet chez notre ami François Le Huérou, mort de la covid quelques jours avant Michel.

Michel avait un grand talent pour susciter l'enthousiasme et créer de la convivialité. Nous gardâmes toujours des contacts étroits à la fondation AILES, à 4D, puis rue de Malte, partageant une même conviction : grâce à la mémoire du PSU, nous pourrions avoir l'imagination nécessaire pour construire la gauche de demain.

Août 2020

Témoignage de Patrick Viveret

Les deux Michel

J'ai davantage connu et apprécié Michel Mousel ces dernières années qu'à l'époque où j'étais encore au PSU.

Je l'ai côtoyé et apprécié, notamment, alors qu'il dirigeait le cabinet d'Huguette Bouchardeau ministre de l'Environnement, lorsqu'il porta de manière anticipatrice l'enjeu de la lutte contre le dérèglement climatique pour la France à la demande de Lionel Jospin, quand il anima avec talent l'association 4 D (dossiers et débats pour un développement durable) et, à de nombreuses reprises, dans les liens qu'il noua, via Geneviève Ancel, avec le réseau international des Dialogues en Humanité dont je fus l'un des fondateurs en 2002 lors du sommet de Johannesburg. Ce qui me frappait alors c'étaient des qualités qui me rappelaient l'autre Michel que je connaissais davantage, Michel Rocard : le lien en particulier chez tous deux entre le désir de transformation et le souci de la rigueur qui les conduisait tous deux à s'intéresser à ce que Michel Mousel nommait « les utopies réalistes ». Je n'ai pas été surpris du coup, lorsqu'il prit la présidence de l'Institut Tribune socialiste, de son souci de relier, dans une mémoire vive, les acteurs qui forgèrent l'histoire passionnante du PSU quels que soient les désaccords qu'ils ont pu y nouer. Je garde donc de Michel Mousel une image particulièrement forte et je salue à cette occasion très chaleureusement sa mémoire.

*Patrick Viveret (ancien directeur de Tribune socialiste
sous le pseudonyme de Gerard Féran)*

**Ses anciens camarades du
Parti socialiste unifié (PSU)**
Très attristés par sa disparition et partageant la peine de sa famille
Rendent hommage à

Michel MOUSEL (1940-2020)

Secrétaire national du PSU (1974-1979)

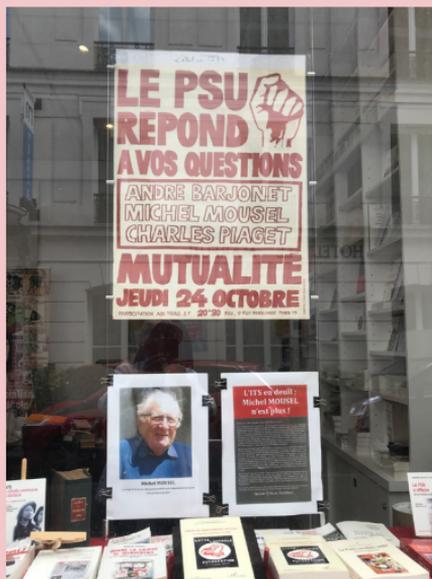
*Intellectuel militant, animateur collectif hors pair,
Michel a toujours lutté
Pour un système respectueux de l'humanité et de la nature.*

Institut Tribune Socialiste - ITS 40 rue de Malte 75011 Paris
<http://www.institut-tribune-socialiste.fr>
contact@institut-tribune-socialiste.fr

Amis de Tribune Socialiste - ITS 40 rue de Malte 75011 Paris

Faire-part paru dans

*Le Monde daté du 30 juin
2020.*



*Le décès de Michel Moussel
annoncé en vitrine du Maltais
rouge au n°40 rue de Malte.*

L'ITS en deuil

Michel MOUSEL n'est plus !¹

Notre ami, notre camarade, Michel MOUSEL, n'est plus !

Il a courageusement supporté la détérioration de sa santé au cours des dernières années, continuant à apporter au collectif militant sa détermination comme sa vivacité intellectuelle intacte. Depuis une décennie, il œuvrait sans relâche à transmettre les idées et les valeurs du patrimoine intellectuel hérité du Parti socialiste unifié (PSU) dans les réflexions et les débats actuels, ainsi qu'il avait souhaité le faire dès 2010 : on réécouterà avec plaisir à ce sujet ce qu'il en disait dans une interview donnée lors de la commémoration du 50ème anniversaire de la création du PSU. Premier président de l'Institut Tribune Socialiste, de 2013 à 2016, il en était depuis le président d'honneur et il a continué de participer pleinement à ses activités jusqu'en fin d'année dernière, où la maladie l'en a définitivement empêché.

Michel incarnait pour nous le PSU depuis si longtemps que sa disparition marque la fin d'une époque ; il y avait adhéré à sa création, il y a soixante ans, alors qu'il n'avait lui-même que 20 ans et qu'il était déjà vice-président de l'Unef à l'IEP de Paris, avant d'en être président, puis successivement vice-président universitaire au bureau national de l'Unef en 1962-63, et enfin président de l'Unef en 1963-64. Parallèlement à une vie professionnelle active et marquée de responsabilités de plus en plus importantes, il fut ensuite de tous les combats du PSU et secrétaire national du congrès

1. Déclaration de l'ITS – 29 juin 2020.

d'Amiens en décembre 1974, jusqu'à celui de Saint-Étienne en janvier 1979. Mais ce n'est pas le lieu ici de détailler son parcours ; on se référera pour cela à la notice biographique qui lui a été consacrée par le Dictionnaire Maitron.

Mais surtout, nul ne peut oublier l'homme sincère et droit qu'il était, la grande exigence intellectuelle qu'il mettait au service des actions collectives, l'intensité de ses convictions au service des causes qu'il défendait, et la cohérence de celles-ci ! Personnalité inspirant confiance, il fut une figure de référence pour de nombreuses générations militantes du PSU ; aujourd'hui encore, il symbolisait et faisait vivre leur engagement.

De tout cela, Michel tu nous as fait cadeau depuis 60 ans, de tout cela nous te sommes redevables ! Nous continuerons à suivre ton exemple ; au revoir, Michel !

Institut Tribune Socialiste



Michel MOUSEL, premier président de l'Institut Tribune Socialiste (ITS) en anime la séance inaugurale le 5 octobre 2013 ; à ses côtés, Michel Rocard et Jean-Claude Gillet.



© Patrice Delabre

Postface

Intervention de Bernard Ravenel, président de l'ITS, lors de l'adieu¹¹⁸ à Michel Mousel

Merci, chère Françoise, d'avoir pu nous permettre de participer au nom de l'Institut Tribune Socialiste (ITS) à l'adieu à Michel en compagnie de ses proches, de sa famille et de ses amis, de nous tous ici qui avons aimé sa personnalité, ses qualités, conjuguant intelligence, humour, bienveillance et courage. Pour nous, pour moi, Michel, pratiquement pendant toute l'histoire du PSU, a été un camarade de combat pour un socialisme émancipateur, loin des impasses de la social-démocratie et du communisme soviétique. Pas seulement un camarade mais un ami politique avec qui on a partagé en particulier en ces inoubliables années 1970, idées,

118. Le 2 juillet 2020, au funerarium du cimetière intercommunal de Clamart (92).

orientations et actions, combats multiformes...

Et puis, plus profondément encore, 50 ans après la création du PSU, en 2010, nous nous sommes retrouvés et Michel est alors devenu pour beaucoup d'entre nous, pour moi en particulier, un ami personnel que nous estimions et que nous admirions beaucoup. Sa détermination affirmée de contribuer aux débats en surmontant sa fragilité physique, nous a beaucoup touchés.

Ce n'est pas le lieu ni le moment de rappeler son itinéraire, une histoire faite de luttes souvent difficiles, de débats, de passion, d'enthousiasmes, de victoires mais aussi de défaites, de déceptions, mais toujours avec l'espérance chevillée au cœur...

Tout cet ensemble d'émotions que l'on appelle la politique... Michel a vécu tout cela comme militant local, régional et national assumant à chaque niveau les responsabilités que lui confiaient ses camarades. De fait comme militant du mouvement ouvrier français, Michel a consacré sa vie à chercher à créer les conditions politiques et culturelles susceptibles de sortir des impasses et des limites des forces dominantes du mouvement ouvrier, y compris celles de l'extrême gauche.

Pour cela, établissant un lien permanent entre pratique et réflexion menée par les meilleurs penseurs contemporains du socialisme, comme André Gorz ou l'italienne Rossana Rossanda, il a été de ce petit nombre de ceux qui, parfois sous son impulsion, ont ouvert des pistes, dessiné un horizon de luttes, une perspective de libération sociale et politique, tout en prenant en compte bien avant d'autres la problématique écologique, ce qu'il a appelé une Utopie réaliste... En un mot, l'autogestion.

Et puis la gauche au pouvoir, à la victoire de laquelle il a contribué, n'a pas, malgré quelques avancées initiales, répondu à ses espoirs. Un échec historique d'ensemble, de la social-démocratie française

suivi de l'effondrement du communisme, un échec qui en a découragé et démobilisé beaucoup mais pas Michel...

Conscient des conséquences catastrophiques du modèle de développement néo-libéral, conscient de son incapacité à affronter non seulement l'aggravation des inégalités sociales mais aussi de la crise écologique, Michel a continué son combat après le PSU autour de la problématique du « développement durable », à la recherche d'une autre stratégie à la fois sociale et écologique – le problème auquel est confronté l'ensemble des forces de la gauche historique et de celles de la mouvance écologiste.

Non seulement en France mais dans le monde entier.. En même temps, Michel était très conscient de l'abîme de mémoire séparant la jeunesse actuelle des générations précédentes et à qui la vulgate néo-libérale a infusé l'idée que ne peut exister une alternative au système actuel. C'est pour cette raison profonde qu'il a cherché à établir un lien entre ces générations, un « pont » qui s'élance sur les abîmes de la mémoire, de l'amnésie.

Pour cela il avait la conviction que le patrimoine intellectuel du PSU – auquel il a apporté une substantielle contribution – pouvait servir à construire ce pont entre hier et demain. Une façon pour lui de reconstruire une espérance qui ne l'a jamais quitté...

Une tâche idéologique immense, tellement le retard culturel est et reste grand, donnant parfois l'impression de devoir repartir à zéro. Il y faudra du temps, alors qu'il y a urgence.

Comment faire partager ce sens de l'urgence ? Comment le transmettre ? C'était le sens du travail qu'il souhaitait pour l'ITS qu'il faudra continuer tant que possible. La disparition de Michel sonne comme le passage de témoin de la lutte d'une génération, la nôtre, qui s'en va, à une autre qui émerge à peine. C'est le sens que je donne à ce moment douloureux.



*Michel MOUSEL à la Journée d'études ITS
du 13 octobre 2015.*

ANNEXE n°1

Notice « Maitron » de Michel MOUSEL

Né le 11 mars 1940 à Mantes (Seine-et-Oise), mort le 25 juin 2020 à l'hôpital

*Notice biographique de Michel Mousel, par Didier FISCHER,
parue dans le tome 9 (série 1940/1968) du Dictionnaire
biographique du mouvement ouvrier et du mouvement social ;
Avec l'aimable autorisation du Dictionnaire MAITRON*

Foch de Suresnes (Hauts-de-Seine) ; haut fonctionnaire, syndicaliste étudiant et président de l'Unef (1963-1964), secrétaire national du PSU (1974-1979) ; président du Comité français pour le sommet mondial sur le développement durable (2002), a exercé d'importantes responsabilités nationales dans les domaines de l'environnement, la maîtrise de l'énergie et l'effet de serre ; fondateur de l'association 4D (Dossiers et Débats pour le Développement Durable) en 1993 ; président de l'Institut Tribune socialiste.

L'itinéraire syndical, politique et professionnel de Michel Mousel correspond à celui d'une génération de gauche qui a eu vingt ans en pleine guerre d'Algérie et dont le conflit orienta, au moins en partie, le destin. Michel Mousel est né dans une famille aux origines modestes. Ses grands-parents étaient de simples employés, tandis

que ses parents, ascension sociale oblige, décrochaient l'agrégation de lettres et firent une carrière d'enseignant. Son père, Jean Mousel, adhéra au SGEN/CFTC en 1947. Il en fut le secrétaire pour le second degré en 1950 avant d'occuper, pour de longues années (1954-1973), les fonctions de secrétaire général adjoint de Paul Vignaux. Il participa aux côtés de ce dernier à l'animation du groupe « Reconstruction ». Son père et sa mère ont également travaillé sur les questions d'« aggiornamento » de l'Église catholique. Michel Mousel a conscience aujourd'hui d'avoir appartenu « à une très petite minorité de (son) école primaire, celle à qui le lycée était ouvert, et de représenter, dans ce même lycée grand-bourgeois, une petite minorité d'enfants de la banlieue, celle qui galérait avec les transports en commun, les dispensaires, "la vie chère", les déserts culturels et sportifs ». Une maladie contractée pendant l'adolescence l'obligea à se tenir à distance d'une actualité foisonnante (Mendès, le Front républicain, le poujadisme, la Hongrie, l'Algérie...), mais paradoxalement l'amèna ensuite à sur-réagir. Il expliqua ainsi sa « radicalisation » par rapport à la moyenne des attitudes politiques de ses proches.

Dans les rangs de la Jeunesse étudiante chrétienne (JEC), avant même ceux de l'Unef et du PSU, il se forgea alors une forte conviction anticolonialiste et sociale. Affilié en 1955, il eut, entre 1958 et 1959, la responsabilité du développement du mouvement dans les nouvelles classes secondaires du secteur des « Boucles de la Seine-Ouest » qu'il sillonna à vélo de Suresnes à Gennevilliers. Dans le même temps, il s'inscrivit au sein de l'Unef dans une certaine tradition syndicale née en 1946 : celle de la Charte de Grenoble et de son « jeune travailleur intellectuel ». Il fut en cela plus proche d'un Michel de La Fournière, sans pour autant avoir entretenu avec lui des liens personnels, que d'un Jean-Claude Polack ou d'un Marc Kravetz qui prônaient une nouvelle orientation syndicale. Étudiant

en lettres, puis à l'IEP de Paris, il fut président de l'AG Sciences Po entre 1960 et 1962, avant de devenir vice-président de l'Unef (1962-1963). La fin de la guerre d'Algérie crée au sein du syndicat étudiant une impression de vide, voire une forme de dépression après le surinvestissement qu'avait représenté la mobilisation de l'organisation étudiante en faveur de l'indépendance. En avril 1963, au congrès de Dijon, l'ambiance était plutôt morose. Bien que près d'un étudiant sur deux soit membre de l'Unef, les effectifs stagnaient. Cette situation ouvrit un espace à ceux qui souhaitaient une profonde rénovation syndicale. Ils s'exprimèrent souvent avec véhémence. La citation léniniste en exergue et la conscience de classe en bandoulière, ils désarçonnèrent plus d'un délégué avant tout préoccupés par la gestion quotidienne des services aux étudiants. S'entendre dire que tout cela n'avait plus cours et relevait d'une autre époque, que c'était nier la vocation syndicale que de s'y intéresser, avait de quoi dérouter. Avec une grande habileté, Michel Mousel, réussit à faire prévaloir un compromis entre les idées de « l'ancienne mino », dont il était un dernier représentant, et celles de ceux qui se baptisaient volontiers « nouvelle mino » ou encore « gauche syndicale ». Il fut élu à la présidence du syndicat étudiant avec une majorité assez nette face à Jean-Claude Polack (357 mandats contre 232). Une nouvelle orientation n'en était pas moins née. Elle prétendait mettre au cœur de la démarche syndicale ce qui était commun à l'ensemble des étudiants, c'est-à-dire les conditions de travail universitaire et la place de l'étudiant dans l'Université. En avril 1964, au congrès de Toulouse, Michel Mousel pouvait ainsi expliquer dans son rapport moral, que « le but du syndicat est, à titre principal, de permettre à tous les étudiants de prendre en charge par eux-mêmes et collectivement leurs problèmes ».

Michel Mousel fut le premier président de l'Unef à être à la fois à la tête de l'organisation étudiante et au PSU. Il inaugura

une période qui alla jusqu'aux années 1970 où de très nombreux présidents de l'Unef, à l'exception de Bernard Schreiner (1964-1965) et Jean Terrel (1966-1967), furent aussi membres du PSU. Il rejoignit ce parti dès sa création en avril 1960 après avoir adhéré au PSA en décembre 1959. Pour de nombreux jeunes et militants anticolonialistes, la gauche de gouvernement ne présentait pas au début des années 1960 une figure avenante. La SFIO, sclérosée et enlisée dans la guerre d'Algérie, était devenue un repoussoir pour les jeunes générations. La naissance du PSU offrait alors la possibilité d'un débouché politique. Emblématique des mouvements anticolonialistes et antigauillistes, mais aussi antistaliniens, il incarnait une « deuxième gauche » possible et surtout un socialisme à la fois radical et démocratique. Le PSU fut ainsi, jusqu'aux années 1970, une véritable alternative à la SFIO et au PCF. C'est avant tout cette voie « évidente » qui séduisit Michel Mousel. Jusqu'en 1967, il ne prit aucune responsabilité se contentant de militer au sein de la section de Colombes, puis de celle du XX^e arrondissement de Paris. Il se consacra à ses responsabilités à l'Unef et observa une certaine réserve pendant le temps de ses études à l'ENA (1965-1967). À sa sortie, Il fut membre du bureau fédéral de la région parisienne de 1967 à 1969. Il s'investit particulièrement dans les questions urbaines et s'intéressa à la dégradation des transports en région parisienne. Il put ainsi résumer son action et celle de ses camarades : « Il y eut à cette époque pour la première fois depuis la guerre un véritable effort en faveur des transports collectifs ; et ce fut une proposition du PSU qui s'appliqua pour le renouveau de la tarification, la carte unique payée par les employeurs, qui inaugura la participation patronale aux frais de transport sur tous les réseaux d'Île-de-France ». En 1969, il accéda à la direction politique nationale, mais refusa en 1974 de rejoindre le parti socialiste qui achevait sa reconstruction dans le cadre des Assises pour le socialisme. En décembre 1974, au congrès

d'Amiens, il devint secrétaire national du PSU à la place de Michel Rocard, parti au PS. Il occupa cette fonction jusqu'en 1979. Il contribua à l'affirmation du projet autogestionnaire du parti et, en janvier 1978, il fut à l'initiative d'un appel pour la constitution d'un Front autogestionnaire afin de faire émerger une « nouvelle gauche socialiste, écologiste et autogestionnaire ». Cette tentative échoua. En janvier 1979, au congrès de Saint-Étienne, il céda la place à Huguette Bouchardeau. Parallèlement à son engagement politique, il poursuivit une carrière de haut fonctionnaire.

En 1967, il fut nommé à la direction de la Prévision au ministère des Finances ; puis de 1971 à 1973, il travailla au sein du Commissariat général au Plan. De 1973 à 1975, il retourna au ministère des Finances. En 1981, la victoire de François Mitterrand à l'élection présidentielle lui permit de devenir membre du cabinet d'Anicet Le Pors, ministre de la Fonction publique et des Réformes administratives. De 1983 à 1985, il dirigea le cabinet de Huguette Bouchardeau, d'abord secrétaire d'État, puis ministre de l'Environnement. Sous la première cohabitation (1986-1988), il exerça les fonctions de contrôleur d'État, chargé plus spécialement du contrôle d'entreprises tributaires d'aides publiques. Formé aux problématiques environnementales par son engagement politique depuis la fin des années soixante et son passage au Commissariat général au Plan dans la décennie suivante, il en devint un véritable spécialiste. Aussi fut-il nommé, au début du second septennat de François Mitterrand, directeur de l'Eau et de la Prévention des pollutions et des risques, puis délégué interministériel aux risques naturels et technologiques au ministère de l'Environnement. En 1991, il présida l'Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie (ADEME) dont il démissionna en 1994, poussé vers la sortie par Édouard Balladur. Il redevint alors contrôleur d'État, chargé cette fois-ci de la SNCF. En 1997, Lionel Jospin le nomma

à la tête de la Mission interministérielle de l'effet de serre. En 2002, il présida le Comité français pour le sommet mondial du développement durable à Johannesburg.

Michel Mousel, grand serviteur de l'État, croit aussi à l'engagement citoyen. Il fonda en 1993 l'association 4D (Dossiers et Débats pour le Développement Durable) qu'il présida de 1993 à 1997 et de 2003 à 2007. Il avait acquis la conviction dans ces différentes fonctions et engagements politiques de l'absolue nécessité de constituer un réseau citoyen pour la promotion du développement durable et le suivi des engagements pris par la France dans ce domaine, comme par les autres États membres de l'ONU. La réélection de Jacques Chirac et le retour d'une majorité de droite à l'Assemblée nationale en mai-juin 2002, le ramenèrent au ministère des Finances où il exerça, jusqu'à sa retraite le 11 mars 2006, les fonctions de chef de la mission de contrôle économique et financier des grands travaux culturels. Contrôleur général économique et financier honoraire, il finit par adhérer au PS en 2007 pour essayer dans le cadre de sa rénovation d'y faire fructifier les idées écologistes. Lors du congrès de Reims en 2008, il fut un des inspireurs et rédacteurs de la motion « Pour un parti socialiste résolument écologique ». Depuis 2013, il préside l'Institut Tribune Socialiste (ITS) sur l'histoire et l'actualité des idées du PSU : une forme de fidélité à ses engagements de jeunesse. Il avait quitté le PS et avait le souci de réinvestir l'acquis des idées du PSU dans les combats contemporains.

ŒUVRE : *Rapport sur la réforme de l'Enseignement supérieur, Les Cahiers de l'Unef, 1964. L'utopie réaliste : une autre logique économique pour la gauche (avec la Commission économique du PSU), Paris, C. Bourgeois, 1978. Des transports nommés Désir (avec Jean-Claude Roure et Jean-Pierre Piéchaud), Syros, 1995. Le développement Durable, n° spécial de Devenirs, cahier de la Fondation Ailes, 1995, avec Serge*

Antoine, Jean-Pierre Piéchaud, Patrick Legrand. Parti et mouvement social – Le chantier ouvert par le PSU (avec Jean-Claude Gillet) (dir.), Paris, L'Harmattan, 2011. Préface à : Livre blanc des acteurs français du développement durable – Sommet mondial du développement durable – Johannesburg, 2002. Préface à : Bruno Riondet, Clés pour une éducation au développement durable, Paris, Hachette, 2004. Collaboration à : Le PSU, des idées pour un socialisme du XXI^e siècle ? Jacques Sauvageot (dir.), Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2013.

SOURCES : BDIC 4° delta 1151/1, Congrès Unef de Dijon 07-13 avril 1963, Congrès Unef de Toulouse 30 mars-6 avril 1964 (Voir notamment le rapport moral de Michel Mousel). – Archives Nationales, 581 AP 1 à 147 (Archives du PSU). – Archives Nationales, Section des Missions, Cote CAC : 19880070, Art. 1-8 : Dossiers Michel Mousel. Alain Monchablon, Histoire de l'Unef, Paris, PUF, 1983. – Didier Fischer, L'histoire des étudiants en France, Paris, Flammarion, 2000. – Vingt ans d'histoire du PSU (1960-1980), Critique Socialiste, n° 38-39, 1980. – Marc Heurgon, Histoire du PSU, 1. La fondation et la guerre d'Algérie (1958-1962), Paris, La Découverte, 1994. – Au cœur des luttes des années soixante, les étudiants du PSU. Une utopie porteuse d'avenir ?, Roger Barralis et Jean-Claude Gillet (coordination), Publisud, 2010.

Didier Fischer



Michel Mousel en 2018.

Photo de Michel Langrognet.

ANNEXE n°2

Une « profession de foi » de Michel MOUSEL

« Ma vie, mon œuvre »

Lors des élections municipales de mars 2008 à Viroflay, commune de résidence de Michel, il s'est présenté sur la liste « Solidaires à Viroflay » (soutenue par le PS) ; on trouvera en pièce jointe les extraits essentiels de son autoprésentation par laquelle il met en lumière l'unité de sa vie militante.

« J'appartiens à la génération qui est entrée dans la vie politique pour lutter contre les guerres coloniales – celle d'Algérie principalement –, et aussi, bien que sans regret pour la IV^{ème} République, combattre les tentations autoritaires et de régression sociale qui ont marqué le début de la Cinquième (combat sans fin...) J'ai essayé de rester en cohérence toute ma vie avec ce double engagement.

On le retrouve bien sûr dans mes engagements militants. Étudiant, j'ai été un dirigeant de l'Unef, que j'ai présidée en 1963-1964. Lors de sa création en 1960, j'ai adhéré au Parti socialiste unifié qui tentait de restaurer l'honneur de la Gauche avec des hommes comme Pierre Mendès France. J'y suis toujours resté pendant son quart de siècle d'existence, j'ai même été son secrétaire national, après Michel Rocard, de 1974 à 1979.

Mais aussi dans mes choix professionnels. Pour répondre à ma passion pour le service public et les questions économiques et sociales, je suis passé par le filtre de l'ENA qui m'a conduit à travailler dans la prévision économique et la planification.

Et puis, au milieu des années 70, en pleine explosion de la première crise de l'après-guerre, qui met fin aux « glorieuses », mes deux parcours militant et professionnel se retrouvent. D'un côté la question du développement de plus en plus mal engagé, avec l'aggravation de la pauvreté d'une majorité de la population mondiale. De l'autre, celle des menaces contre nos ressources et les équilibres vitaux de l'air, de l'eau, des sols. Je m'aperçois qu'on ne peut pas être pour le progrès sans s'occuper d'écologie, et réciproquement, que l'écologie n'est pas compatible avec le maintien des inégalités mondiales et nationales. C'est ce qu'on va appeler plus tard le Développement Durable. Aussi vais-je plaider sans cesse pour que la gauche intègre les préoccupations écologiques. Et aussi mener ces combats au sein du ministère de l'Environnement où j'exercerai des responsabilités de direction pendant les années 80 ; et comme président de l'Ademe en 1992, « l'Ademe, une agence pour le développement durable », l'avais-je nommée à sa création et avant que le mot ne soit internationalement consacré par la Conférence de Rio la même année. Cela ne durera pas longtemps : de retour au pouvoir en 1993, la droite préfère sans doute des hommes moins dérangeants...

Devant l'inaction du gouvernement alors en place, je crée avec d'autres personnes qui ont travaillé avec moi pour cette Conférence de Rio l'association « 4 D », « Dossiers et Débats pour les Développement Durable », que je dirige aujourd'hui en compagnie de Pierre Radanne. Nous avons lancé dès 1994 plusieurs pistes de travail, et notamment celle de l'action au niveau des municipalités et en général des collectivités territoriales. Pour

nous, le Développement Durable, ce n'est pas un simple mot d'ordre abstrait pour tribunes mondiales, ça se réalise concrètement, sur le terrain, et avec les personnes concernées, autrement dit avec un débat citoyen. Ainsi, depuis 1993, j'ai travaillé avec nombre de communes françaises, j'ai aussi observé celles d'autres pays d'Europe et organisé des échanges entre les unes et les autres. Sans doute est-ce la raison pour laquelle Lionel Jospin m'avait chargé de diriger la Mission Interministérielle de l'Effet de Serre, de suivre les négociations de Kyoto et de l'après-Kyoto après 1997, puis de préparer le « Sommet Mondial du Développement Durable » de Johannesburg en 2002.

En quelque sorte, je suis « aux deux bouts de la chaîne », le planétaire et le local.

Table des matières

Introduction

Michel Mousel, le PSU au cœur 5

L'ITS en deuil

Michel Mousel, n'est plus ! 7

Repères chronologiques 9

Textes de Michel Mousel

Révolution, autogestion : ni vieilles lunes, ni lointains soleils 13

Le quadruple virage du dernier quart du siècle..... 21

C'est quand, l'heure, pour le pouvoir aux travailleurs ? 93

Le PSU dans la lutte contre le programme électronucléaire et pour une politique énergétique alternative..... 107

À propos de l'énigme Rocard 121

Témoignages

Jean-Claude Gillet, Souvenir d'espérances partagées 131

Pascal Dorival 139

Patrick Viveret, Les deux Michel 143

Postface

Bernard Ravenel, président de l'ITS, lors de l'adieu à Michel Mousel 145

Annexes

Notice « Maitron » de Michel Mousel.....	149
Une « profession de foi » de Michel Mousel : « Ma vie, mon œuvre »	157

Maquette :
Manon Dognin

Michel MOUSEL (1940/2020) a été adhérent du **Parti socialiste unifié (PSU)** durant un quart de siècle et il en a été secrétaire national de 1974 à 1979 : c'est dire s'il a marqué cette organisation et si elle l'a profondément marqué en retour, au point de l'avoir conduit, après la commémoration du cinquantenaire de la création du PSU en 2010, à consacrer ses efforts à la naissance et au développement de l'ITS (**Institut Tribune Socialiste – Histoire et actualité des idées du PSU**) dont il fut le premier président de 2013 à 2017.



C'est donc en hommage à la longue relation entre le PSU et Michel Mousel que s'attache ce volume des Cahiers de l'ITS, qui rassemble quelques textes significatifs de sa place et de son rôle dans l'histoire du PSU et de ses thèmes ; s'y ajoutent des témoignages de militants qui l'ont connu, ainsi que des documents permettant de jalonner son parcours militant.

Prix : 10 euros

